



VIVE LE PCF (MLM) !

L'Italie fasciste et l'antifascisme

Pirandello et l'esprit existentialiste

La France a toujours possédé des liens étroits avec l'Italie. C'est une nation en quelque sorte cousine, si ce n'est sœur, et il est considéré que finalement la différence entre Français et Italiens ne tient qu'à quelques différences de tempérament, de mentalités. Historiquement, la figure de Benito Mussolini n'a ainsi jamais pu être prise au sérieux en France, pays où le classicisme et les Lumières ont amené une exigence de propreté formelle, de linéarité dans l'expression.

Benito Mussolini apparaît pour cette raison, comme une figure de la *commedia dell'arte*, qu'on ne peut pas prendre au sérieux. Le fascisme italien est dévalué comme une sorte d'aventure folklorique propre à l'Italie, à placer au même niveau que les simulations des joueurs italiens de football ou les frasques de Silvio Berlusconi, l'entrepreneur qui a dirigé l'Italie pendant de longues années.

Saisir le fascisme italien exige de sortir d'une telle approche totalement erronée, ne pas le faire étant céder aux préjugés. Le fascisme italien n'est pas un phénomène ridicule, folklorique, un coup de folie temporaire, un épiphénomène. Bien au contraire.

Il est une démarche visant à frapper les esprits et il a pu fasciner : il se présente, en effet, comme une philosophie de la vie, consistant à refuser la vie commode, avec un culte de l'expérience transcendante de l'aventurier, une fascination pour la camaraderie relevant de l'esprit légionnaire.

Le fascisme se veut la solution aux problèmes moraux et sociaux, par l'unification des classes sociales au nom des intérêts de la nation, avec comme moteur une idéologie sociale communautaire de type catholique d'orientation nationale-syndicaliste. Quant aux masses, elles sont mobilisées en permanence, avec un élan général de la société vers la guerre, mise en scène comme l'aboutissement par excellence de la volonté de puissance, de la réalisation de l'individu.

Le fascisme se veut la résolution aux questions « existentielles » de l'individu et ce qui frappe alors, lorsqu'on regarde la nature du fascisme italien, c'est son succès. Indéniablement, une large partie de l'opinion publique italienne s'est sentie galvanisée par l'idéal fasciste, par sa dynamique, son style.

Le fascisme répondait bien à un besoin propre à la société italienne, avec ses caractéristiques. Par conséquent, si l'on veut comprendre le sens profond du fascisme italien, saisir les raisons qui font que la majorité de la population italienne a apprécié le fascisme, le soutenant ouvertement ou au moins tacitement, il faut porter son attention sur les mentalités propres à l'Italie d'alors.

L'intérêt de regarder les œuvres du dramaturge italien *Luigi Pirandello* (1867-1936) réside dans le fait qu'il a été le plus grand auteur institutionnel du régime, alors que son œuvre avait été écrite principalement avant le fascisme et que c'est en connaissance de cause que cet auteur a rejoint Mussolini.

Il y a ici une convergence, tout à fait similaire et parallèle à celle entre le fascisme et le mouvement artistique dénommé le futurisme. Il y a ici un individualisme psychologisant violent qui a été développé, parallèlement par Luigi Pirandello, le futurisme et le fascisme, se reconnaissant mutuellement, s'unifiant par moments, convergeant dans tous les cas.

Quel est le moteur de cet individualisme psychologisant violent ? C'est, tout simplement, un dépassement du catholicisme lié à la féodalité porté par l'Italie du Sud. Le fascisme, tout comme le futurisme ou le théâtre de Luigi Pirandello, se sépare de ce catholicisme ; au sens strict, il s'agit ici de l'élaboration d'une idéologie de l'individu bourgeois capable d'indépendance, ayant une identité propre et en mesure de prendre seul ses décisions, dans le respect total des institutions, seule certitude existant, la personnalité n'étant que relative.

C'est conforme aux besoins idéologiques de l'Italie du Nord, dominée par une bourgeoisie industrielle avide de modernisme décidant de faire en sorte que l'alliance avec la bourgeoisie propriétaire terrienne du Sud bascule en sa faveur.

C'est ce « modernisme » qui donnera un écho d'« avant-garde » au futurisme et au théâtre de Luigi Pirandello, ce dernier étant présenté par les intellectuels bourgeois comme premier dramaturge « moderne » ; au sens strict, Samuel Beckett et Albert Camus ne sont de fait que de sous-Pirandello.

L'œuvre la plus représentative de celui-ci est intitulée *Six personnages en quête d'auteur*, qui date de 1921, soit juste avant la prise du pouvoir par le fascisme.

On y retrouve une mise en abîme typique de Luigi Pirandello, auteur imprégné de baroque à l'italienne et dont le contenu idéologique des pièces ne remet absolument jamais l'ordre social en cause, tout en se focalisant sur une crise existentielle de l'identité.

Dans cette pièce, on assiste à la mise en place d'une pièce de théâtre avec des acteurs, quand subitement arrivent des « personnages » devenus réels et demandant au metteur en scène de les « réaliser », l'auteur leur ayant donné naissance ayant abandonné le projet en cours de route.

C'est alors le prétexte à une réflexion sur ce qu'est un individu, sur son identité, aux multiples possibilités qu'il peut réaliser ou pas. Le fascisme ne dit pas autre chose : la psychologie d'un individu consiste en ses choix, ses décisions, ses réalisations, dans une construction permanente.

Voici par exemple une discussion entre le directeur du théâtre et un « personnage » :

LE DIRECTEUR, *s'adressant comme stupéfait et irrité à la fois aux acteurs*. — Oh, mais vous savez qu'il faut un fameux toupet ! Quelqu'un qui se fait passer pour un personnage, venir me demander à moi qui je suis !

LE PÈRE, *avec dignité, mais sans hauteur*. — Un personnage, monsieur, peut toujours demander à un homme qui il est. Parce qu'un personnage a vraiment une vie à lui, marquée de caractères qui lui sont propres et à cause desquels il est toujours

« quelqu'un ». Alors qu'un homme – je ne parle pas de vous à présent – un homme pris comme ça, en général, peut n'être « personne ».

LE DIRECTEUR. — Soit ! Mais vous me le demandez à moi qui suis le Directeur de ce théâtre ! Le Chef de troupe ! Vous avez compris ?

LE PÈRE, *presque en sourdine, avec une humilité mielleuse*. — Je vous le demande seulement, monsieur, pour savoir si, vraiment, tel que vous êtes à présent, vous vous voyez... tel que vous voyez, par exemple, avec le recul du temps, celui que vous étiez autrefois, avec toutes les illusions que vous vous faisiez alors, avec, en vous et autour de vous, toutes les choses telles qu'elles vous semblaient être alors – et telles qu'elles étaient réellement pour vous ! – Eh bien, monsieur, en repensant à ces illusions que vous ne vous faites plus à présent, à toutes ces choses qui, maintenant, ne vous « semblent » plus être ce qu'elles « étaient » jadis pour vous, est-ce que vous ne sentez pas se dérober sous vos pieds, je ne dis pas les planches de ce plateau, mais le sol, le sol lui-même, à la pensée que, pareillement, « celui » que vous avez le sentiment d'être maintenant, toute votre réalité telle qu'elle est aujourd'hui est destinée à vous paraître demain une illusion ?

LE DIRECTEUR, *sans avoir très bien compris, effaré par cette argumentation spé cieuse*. — Et alors ? Où voulez-vous en venir ?

LE PÈRE. — Oh, à rien, monsieur. Qu'à vous faire voir que si nous autres (*il indique de nouveau lui-même et les autres personnages*), nous n'avons pas d'autre réalité que l'illusion, vous feriez bien, vous aussi, de vous défier de votre réalité, de celle que vous respirez et que vous touchez en vous aujourd'hui, parce que – comme celle d'hier – elle est destinée à se révéler demain pour vous une illusion.

LE DIRECTEUR, *se décidant à prendre la chose en plaisanterie*. — Ah, oui ! Et dites donc, pendant que vous y êtes, que vous-même, avec cette pièce que vous venez me jouer ici, vous êtes plus vrai et plus réel que moi !

Chez Luigi Pirandello, un « personnage » ne consiste qu'en un rôle, une attitude, une histoire, de manière bien précise. Mais la vie elle-même est un théâtre où chaque individu peut avoir une infinité de masques, de personnages.

La vie fuit ainsi, inlassablement ; voilà pourquoi la seule possibilité qu'il y a à être réellement vivant, c'est de choisir de manière perpétuelle, de prendre un masque qu'on considère le meilleur. C'est là la philosophie du fascisme, et l'existentialisme ne dit pas autre chose.

La pièce *La volupté de l'honneur* est du même acabit : un homme désargenté accepte de jouer le jeu d'être un mari virtuel pour une femme tombée enceinte, son amant étant déjà marié et ne pouvant divorcer dans le cadre de la société italienne de l'époque. Le mari virtuel se prend au jeu et finalement est accepté par la femme comme le véritable mari, dans un désordre psychologique où, à chaque étape, l'esprit doit « choisir » quel personnage il veut être.

Toutes les œuvres de Luigi Pirandello se fondent sur ce même relativisme individuel, comme par exemple avec la pièce *Così è (se vi pare)* – « Cela est (comme il vous paraît) », traduit en français par *Chacun sa vérité*.

Une femme enfermée par son mari se tient à la balustrade de son appartement, communiquant avec sa mère par un panier tendu par une ficelle. Le mari dit que c'est sa seconde femme et que la mère est en réalité la mère de sa première femme, la mère prétend que son beau-fils est fou, quant à la femme elle prétend que les deux ont raison ! C'est le choix qu'elle a fait d'accepter les deux vérités qui deviennent « sa » vérité...

Dans la pièce *Ciascuno a suo modo, Chacun à sa guise*, on a pareillement une femme désireuse d'échapper à son mariage en trompant son fiancé qui tombe « réellement » amoureux de la personne avec qui elle est sortie pour provoquer une rupture, qui est le fiancé de la sœur de son fiancé. Dans la seconde partie, des gens se reconnaissent dans la pièce et cela provoque un conflit d'identités sans fin, jusqu'à ce qu'un couple se forme, par « choix » de rendre réel ce qui n'avait été qu'un « jeu ».

Dans *Henri IV*, des gens jouant à représenter la cour découvrent qu'à la suite d'une chute, la personne jouant Henri IV s'imagine par la suite l'être vraiment. A un moment il guérit, mais tellement de temps a passé qu'il préfère secrètement continuer à jouer son rôle, afin de trouver une place dans la société en continuant tel quel.

Dans *Un, personne et cent mille*, roman datant de 1924, le personnage principal, un jeune rentier, décide de changer de vie après que sa femme lui ait fait remarquer qu'il a le nez un peu de travers. Toute l'image qu'il a de lui-même en est perturbée.

On retrouve déjà cette approche dans *Feu Mathias Pascal*, roman de 1904 où un homme abandonne tout en raison de ses dettes et fait fortune à la roulette, avant de s'apercevoir qu'on le croit mort. Il mène une nouvelle vie, tombe amoureux mais abandonne tout en raison de son absence de papiers. Retourné au pays, il apprend que sa femme s'est remariée et il écrit alors son autobiographie, consistant en le roman lui-même.

Toutes les œuvres de Luigi Pirandello, nombreuses, suivent cette démarche, dont la vision du monde est précisément celle de l'existentialisme fasciste, avec le mouvement vital devant être canalisé.

Luigi Pirandello résumera cela ainsi :

« L'art est le règne de la création achevée, tandis que la vie se développe, comme le veut sa loi, dans une variation infinie et un changement perpétuel.

Chacun de nous cherche à se créer lui-même, à réaliser sa propre vie au moyen des mêmes facultés spirituelles que le poète créant l'oeuvre d'art ; et effectivement, plus un individu est doué de telles facultés et mieux il sait les employer, plus il réussit à s'élever à un niveau supérieur et à y établir sa vie dans une consistance durable. »

On choisit sa vie, en toute connaissance de cause, on choisit qui on est, comment on est, grâce à une subjectivité toute-puissante, permettant de devenir qui on a choisi d'être. C'est là la base précise du fascisme italien.

Le futurisme

L'approche de Luigi Pirandello en littérature, dans le roman et le théâtre, trouve son plus proche

parent dans le futurisme, un mouvement artistique fondé et dirigé de manière despotique par *Filippo Tommaso Marinetti* (1876-1944).

Ce dernier puise directement dans le symbolisme-décadentisme, mais de par les particularités italiennes, cela se transforme non pas en élitisme de la mise à l'écart esthétisante des artistes, mais par l'appel à la prise de contrôle des destinées artistiques du pays.

Le futurisme se veut donc un ultra-modernisme, un culte de l'énergie créatrice systématisée de manière la plus complète par une aristocratie de la pensée et de l'action. Le parallèle avec le fascisme est évident et le futurisme sera un ardent soutien de celui-ci.

En pratique d'ailleurs, de par les références géométriques systématiques, le futurisme se pose comme idéologie de la bourgeoisie moderniste, en conflit avec l'académisme de la bourgeoisie catholique et agraire.

C'est le sens de l'affirmation dans l'un des très nombreux manifestes futuristes, tous remplis de provocations et d'insultes pour « marquer » l'époque, selon laquelle une belle voiture de course serait plus belle que la statue de l'Antiquité grecque appelée *la victoire de Samothrace*.

Le futurisme, c'est l'éloge du mouvement, de la technique, de la modernité. Dans le manifeste publié en français dans le quotidien conservateur *Le Figaro*, en 1909, on découvre une rhétorique qui est la même que le fascisme :

« Enfin la Mythologie et l'Idéal mystique sont surpassés (...).

1. Nous voulons chanter l'amour du danger, l'habitude de l'énergie et de la témérité.

2. Les éléments essentiels de notre poésie seront. le courage, l'audace et la révolte.

3. La littérature ayant jusqu'ici magnifié l'immobilité pensive, l'extase et le sommeil, nous voulons exalter le mouvement agressif, l'insomnie fiévreuse, le pas gymnastique, le saut périlleux, la gifle et le coup de poing.

(...)

9. Nous voulons glorifier la guerre - seule hygiène du monde, - le militarisme, le patriotisme, le geste destructeur des anarchistes, les belles Idées qui tuent, et le mépris de la femme.

10. Nous voulons démolir les musées, les bibliothèques, combattre le moralisme, le féminisme et toutes les lâchetés opportunistes et utilitaires.

11. Nous chanterons les grandes foules agitées par le travail, le plaisir ou la révolte; les ressacs multicolores et polyphoniques des révolutions dans les capitales modernes; la vibration nocturne des arsenaux et des chantiers sous leurs violentes lunes électriques; les gares gloutonnes avaleuses de serpents qui fument; les usines suspendues aux nuages par les ficelles de leurs fumées; les ponts aux bonds de gymnastes lancés sur la coutellerie diabolique des fleuves ensoleillés; les paquebots aventureux flairant l'horizon; les locomotives au grand poitrail, qui piaffent sur les rails, tels d'énormes chevaux d'acier bridés de longs tuyaux, et le vol glissant des avions, dont l'hélice a

des claquemets de drapeau et des applaudissements de foule enthousiaste. »

Le futurisme est, dans les faits, un élitisme symboliste-décadentiste tourné vers les foules auparavant méprisées et niées. Le fait d'avoir publié le principal manifeste futuriste dans *Le Figaro* se situe d'ailleurs directement dans le prolongement de la publication du manifeste du symbolisme dans ce même quotidien.

Le ton de Filippo Marinetti est empli de lyrisme forcené, à la fois véhément et incompréhensible, dans l'esprit d'Arthur Rimbaud.

Le grand paradoxe, incompréhensible pour les commentateurs bourgeois, est que le futurisme ultra-moderniste est directement issu du dandysme conservateur idéaliste et esthétisant.

Voici comment Filippo Marinetti lui-même explique la naissance du futurisme :

« Nous renions nos maîtres symbolistes, derniers amants de la lune (...). Nous avons tout sacrifié au triomphe de cette conception futuriste de la vie.

A tel point qu'aujourd'hui nous haïssons, après les avoir infiniment aimés, nos glorieux pères intellectuels : les grands génies symbolistes Edgar Poe, Baudelaire, Mallarmé et Verlaine. »

En France, nous avons une figure littéraire très connue qui correspond exactement à cette définition faite par Filippo Marinetti : Guillaume Apollinaire, qui par ailleurs vivait pareillement l'esthétisme dandy et l'ultra-nationalisme et dont la poésie est clairement futuriste, ce qui est toujours « oublié » par les commentateurs bourgeois.

Voici comment Guillaume Apollinaire, dans la revue dont il était co-directeur, *Les soirées de Paris*, en février 1914, présente le futurisme :

« La nouvelle technique des mots en liberté sortie de Rimbaud, de Mallarmé, des symbolistes en général et du style télégraphique en particulier, a, grâce à Marinetti, une grande vogue en Italie; on voit même quelques poètes l'employer en France sous forme de simultanités semblables aux chœurs qui figurent dans les livrets d'opéra (...).

Les mots en liberté, eux, peuvent bouleverser les syntaxes, les rendre plus souples, plus brèves; ils peuvent généraliser l'emploi du style télégraphique.

Mais quant à l'esprit même, au sens intime et moderne et sublime de la poésie, rien de changé, sinon qu'il y a plus de rapidité, plus de facettes descriptibles et décrites, mais tout de même éloignement de la nature, car les gens ne parlent point au moyen de mots en liberté.

Les mots en liberté de Marinetti amènent un renouvellement de la description et à ce titre ils ont de l'importance, ils amènent également un retour offensif de la description et ainsi ils sont didactiques et antilyriques.

Certes, on s'en servira pour tout ce qui est didactique et descriptif, afin de peindre fortement et plus complètement qu'autrefois. Et ainsi, s'ils apportent une liberté que le vers libre n'a pas donnée, ils ne remplacent pas la phrase, ni surtout le vers: rythmique

ou cadencé, pair ou impair, pour l'expression directe.

Et pour renouveler l'inspiration, la rendre plus fraîche, plus vivante et plus orphique, je crois que le poète devra s'en rapporter à la nature, à la vie.

S'il se bornait même, sans souci didactique, à noter le mystère qu'il voit ou qu'il entend, il s'habituerait à la vie même comme l'ont fait au dix-neuvième siècle les romanciers qui ont ainsi porté très haut leur art, et la décadence du roman est venue au moment même où les écrivains ont cessé d'observer la vérité extérieure qui est l'orphisme même de l'art. »

On a ici un éloge du subjectivisme et de l'intervention dans la réalité, au moyen d'un art aux propriétés « magiques ». Il ne faut pas simplement contempler le « mystère », comme dans le symbolisme-décadentisme, mais le poursuivre, ou comme l'explique le manifeste futuriste publié dans *Le Figaro*, « *La poésie doit être un assaut violent contre les forces inconnues, pour les sommer de se coucher devant l'homme* ».

Tout comme dans le théâtre de Luigi Pirandello, l'individu intervient dans la réalité en choisissant son « masque », sa personnalité, le futurisme appelle à l'intervention de manière impérieusement agressive, dans un sens « moderne », de renouvellement subjectiviste.

Labriola et la philosophie de la « praxis »

Il serait totalement erroné de penser que le volontarisme subjectiviste modernisateur se soit cantonné dans les arts et la littérature de l'Italie du début du XXe siècle ; en réalité, les arts et la littérature sont le reflet culturel-idéologique de toute lame de fond sociale et intellectuelle.

De la même manière qu'en France, le marxisme a été largement incompris en Italie. Cela a donné, comme en France, la combinaison d'un réformisme politique « socialiste » et d'une ligne « ultra » de type syndicaliste-révolutionnaire.

Tout comme en France avec Jean Jaurès, les socialistes italiens se soumirent au développement de la bourgeoisie moderniste, face à la droite conservatrice et cléricale. Cependant, l'instabilité politique italienne permit l'émergence d'un courant syndicaliste-révolutionnaire bien plus dynamique.

Cherchant à précipiter les événements et rejetant le marxisme et la social-démocratie, le syndicalisme révolutionnaire forgea le principe de la minorité agissante forçant le « cours » des choses.

Ici, la situation italienne ne se distingue pas de celle en France. Le véritable problème est qu'il y a eu un courant qui est apparu, prétendant réfuter le réformisme tout en étant sur le terrain du marxisme, conduit par Antonio Labriola (1843-1904).

Antonio Labriola va « interpréter » le marxisme de manière anthropocentriste, en ne quittant pas Hegel, c'est-à-dire en se focalisant sur la transformation de la conscience individuelle par le travail (la fameuse « dialectique du maître et de l'esclave »).

L'esprit de synthèse, donnant une importance essentielle à la théorie comme vision du monde, n'existerait pas ; seule l'activité concrète « colle » à la réalité et est donc une source réellement possible de réflexion et de théorie.

Antonio Labriola rejette la social-démocratie, c'est-à-dire Friedrich Engels et Karl Kautsky ; il ne considère pas qu'il existe un mouvement dialectique dans la nature et dans l'histoire. Il n'existerait qu'un mouvement dialectique dans la pratique, qui elle seule transforme.

Le marxisme est alors simplement une méthode, aucunement un dogme. Ce que fait Antonio Labriola, très concrètement, c'est faire du marxisme un matérialisme « pur », une variante plus radicale du courant « anti-métaphysique » en général, ce qui est nier sa vision du monde général, sa revendication de l'esprit de synthèse, du matérialisme dialectique.

Karl Marx et Friedrich Engels auraient fait des contributions scientifiques, mais la science ne serait pas « terminée », il faut prolonger et développer leur méthode, l'affiner, etc., le marxisme ne serait pas une « église », une « secte », etc.

Le marxisme est ici une méthode pour être du bon côté au niveau pratique ; il ne serait aucunement une vision du monde, totale et absolue. Il ne consiste qu'en une ligne révolutionnaire, une manière de concevoir l'histoire,

Antonio Labriola parle ainsi de « praxis », terme désignant la pratique faisant l'évolution historique de l'humanité ; l'histoire n'est pas tant l'histoire de la lutte des classes – avec les modes de production qui ne sont saisissables que par l'esprit synthétique – que l'histoire du travail.

Le marxisme n'est chez Labriola pas une théorie complète de l'univers ; c'est seulement une théorie qui tend à cela, au monisme. Il dit ainsi :

« S'il fallait donner une formule, il ne serait pas hors de propos de dire que la philosophie qu'implique le matérialisme historique, c'est la tendance au monisme ; et je me sers très intentionnellement du mot tendance et j'ajoute tendance formelle et critique (...).

La raison principale du point de vue critique par lequel le matérialisme historique corrige le monisme est celle-ci : c'est qu'il part de la praxis, c'est-à-dire du développement de l'activité, et de même qu'il est la théorie de l'homme qui travaille, il considère également la science elle-même comme un travail.

Il développe complètement ce qu'impliquent les sciences empiriques, c'est-à-dire que par l'expérimentation nous nous rapprochons de la façon d'agir des choses et nous nous persuadons que les choses elles-mêmes sont une manière d'agir, c'est-à-dire une production (...).

Tendance (formelle et critique) au monisme, d'un côté, virtuosité à se tenir en équilibre dans un domaine de recherche spécialisée, d'autre part – tel est le résultat.

Pour peu qu'on s'écarte de cette ligne, ou bien l'on retombe dans le simple empirisme (la non-philosophie) ou on passe à l'hyperphilosophie, c'est-à-dire à la prétention de se représenter en acte l'univers comme si on en possédait l'intuition intellectuelle. »

Voici comment il considère le matérialisme historique :

« La formation intégrale de, l'homme, dans le développement historique, n'est plus désormais une donnée hypothétique, ni une simple conjecture, c'est une vérité intuitive et palpable. Les conditions du processus qui engendre un progrès sont désormais réductibles en séries d'explications ; et, jusqu'à un certain point, nous avons sous les yeux le schéma de tous les développements historiques morphologiquement entendus.

Cette doctrine est la négation nette et définitive de toute idéologie, parce qu'elle est la négation explicite de toute forme de rationalisme, en entendant sous ce mot ce concept que les choses, dans leur existence et leur développement, répondent à une norme, à un idéal, à une mesure, à une fin, d'une façon implicite ou explicite.

Tout le cours des choses humaines est une somme, une succession de séries de conditions que les hommes se sont faites et posées d'eux-mêmes par l'expérience accumulée dans leur vie sociale changeante, mais il ne représente ni la tendance à réaliser un but prédéterminé, ni la déviation d'un premier principe de perfection et de félicité.

Le progrès lui-même n'implique que la notion de chose empirique et circonstanciée, qui se précise actuellement dans notre esprit, parce que, grâce au développement réalisé jusqu'ici, nous sommes en mesure d'évaluer le passé et de prévoir, ou d'entrevoir, dans un certain sens et dans une certaine mesure, l'avenir. »

Antonio Labriola est donc un défenseur résolu du matérialisme, mais pas du matérialisme dialectique ; il en reste à une opposition totalement erronée entre Hegel et Baruch Spinoza (et donc à la négation de la théorie du reflet).

Dans les faits, il défend la cause politique prolétarienne, notamment contre le socialisme interprété de manière réformiste comme par Filippo Turati (1857-1932) ; toutefois, Labriola ne fait que formuler la pratique propre à la bourgeoisie révolutionnaire transformant le monde, à l'époque où c'était une classe révolutionnaire.

Le grand souci fut donc qu'en apparence, l'approche d'Antonio Labriola avait l'air d'une démarche révolutionnaire s'opposant à l'esprit de contemplation propre à l'aristocratie et aux propriétaires terriens, en pratique, on n'y retrouvait pas le vrai marxisme.

Or, Antonio Labriola va élaborer toute sa philosophie de la « praxis », dans trois œuvres : tout d'abord en 1895 dans *In memoria del Manifesto dei comunisti*, l'année suivante dans *Dal materialismo storico. Dilucidazione preliminare*, œuvre suivie en 1897 de *Discorrendo di socialismo e filosofia*, consistant en des lettres écrites au théoricien syndicaliste révolutionnaire français Georges Sorel.

Et cette réflexion va influencer de manière significative à la fois le principal théoricien libéral, Benedetto Croce (1866-1952), le philosophe officiel du fascisme Giovanni Gentile (1875-1944), mais aussi les deux principaux dirigeants communistes Amadeo Bordiga et Antonio Gramsci.

C'est-à-dire qu'Antonio Labriola va fournir la clef « pratique » pour affronter l'aristocratie et son esprit contemplatif, mais pas de manière dialectique uniquement au prolétariat – comme l'a

fait Lénine.

Tout le spectre intellectuel italien des années 1910-1920 part d'une réflexion sur la philosophie de « praxis » définie par Antonio Labriola et d'une lutte acharnée pour imposer sa propre version.

Au triomphe initial de Benedetto Croce dans la monarchie constitutionnelle succédera celui de Giovanni Gentile avec la monarchie fasciste, tandis qu'Amadeo Bordiga aura la main-mise initiale sur le Parti Communiste italien, avant qu'Antonio Gramsci ne devienne le principal opposant idéologique au régime.

On ne peut pas comprendre le succès du fascisme comme « philosophie de la praxis » sans voir que toutes les variantes politiques étaient elles-mêmes une « philosophie de la praxis », donc incapable de se confronter idéologiquement et culturellement au fascisme.

Le Mezzogiorno

Quelle a été la base pour l'émergence de la pensée d'Antonio Labriola, du courant futuriste, du théâtre « existentiel » de Luigi Pirandello ?

Il s'agit du contraste et de la contradiction entre l'Italie du Nord et l'Italie du Sud, c'est-à-dire d'une question nationale et, par conséquent, d'une question liée à l'émergence du capitalisme face au féodalisme.

Contrairement à la France, qui a émergé en tant que nation dès le XVI^e siècle, avec les débuts d'une réelle unité de langue, de culture, et une stabilité territoriale portés par la monarchie absolue, l'Italie de son côté est restée morcelée en petits États jusqu'au Risorgimento, la « renaissance » du XIX^e siècle.

Auparavant, la péninsule italienne était divisée en petits royaumes ou duchés : au Nord du fleuve Tibre, ceux hérités du Saint Empire Romain Germanique et des invasions lombardes, avec le Royaume de Sardaigne avec Turin pour capitale, la République de Gênes, la République de Venise, des Duchés de Milan, de Modène, de Parme, le Grand Duché de Toscane...

Au Sud du Tibre, et sous l'influence directe de la papauté, on trouve le Royaume de Naples et de Sicile, ainsi que les États pontificaux avec Rome pour capitale.

Concrètement, ce qu'on appelle généralement le Mezzogiorno – précisément cette partie au Sud du Tibre – a connu une unité territoriale bien avant le reste de l'Italie, avec le Royaume de Sicile, et cela dès 1130, incluant déjà les Pouilles (région formant le « talon » de l'Italie), jusqu'à Naples.

Au Nord, tous ces petits États, chacun développé autour d'un grand centre urbain, avec des ports marchands comme ceux de Gênes ou de Venise, qui ont respectivement vu naître Christophe Colomb et Marco Polo, ont pu profiter du commerce maritime pour voir émerger très tôt des bourgeoisies parmi les plus influentes du monde.

Celles-ci furent en mesure de développer une culture et une vision hégémonique dans ces États, notamment à travers la figure de Nicolas Machiavel.

Dans le Midi italien, la situation était fort différente. La base économique resta, jusqu'au XIX^e

siècle, très largement féodale.

La production agricole était organisée en latifundi, des exploitations terriennes extensives, employant beaucoup de paysans sur des surfaces très étendues. Déjà, dans l'antiquité, Pline dénonçait la dimension parasitaire de ce système :

Verumque confitentibus latifundia perdidere Italiam iam vero et provincias.
Il faut avouer que les grandes propriétés ont perdu l'Italie mais aussi désormais les provinces :
sex domini semissem Africae possidebant, cum interfecit eos Nero princeps.
six propriétaires possédaient la moitié de l'Afrique quand l'empereur Néron les mis à mort.

Le Mezzogiorno a donc des caractéristiques spécifiques par rapport au Nord. Les barons se concentraient dans les grandes villes, loin des exploitations, et formaient une classe très puissante formant une cour autour du Roi, bloquant efficacement toutes vellétés des classes urbaines pour s'affirmer, réprimant de régulières révoltes citadines.

Pour reproduire sa puissance économique tout en étouffant les marchands et les industriels méridionaux, l'aristocratie exportait la plus grande partie de ses produits agricoles vers d'autres pays industrialisés, renforçant par là même sa dépendance à l'étranger : le Royaume de Sicile et les États pontificaux importaient quasiment tous leurs produits manufacturés d'Angleterre ou des Duchés du nord de l'Italie.

Dans les agglomérations, les barons se servaient également de groupes de brigands pour faire appliquer la loi et prélever les taxes en leur nom. Ces groupes, comme la Camorra ou la Cosa Nostra, furent par exemple chargés par les Rois Bourbons de gérer la police pénitentiaire et les litiges marchands, fermant, en échange, les yeux sur leurs activités criminelles.

Les mafias étaient aussi un soutien culturel important à la noblesse méridionale : pratique des duels, de la vassalité, de l'honneur chevaleresque. Ils effectuaient le relais de la culture féodale parmi les masses des campagnes, parallèlement à l'influence énorme de l'Église. De son côté, le Vatican possédait les deux tiers des latifundi et des biens immobiliers au Royaume de Sicile, les administrant localement via leur réseau monacal, seul lien social effectif dans les campagnes du pays.

Au milieu du XIXe siècle, la bourgeoisie septentrionale portée par sa vision machiavelique-pragmatique et appuyée par les pouvoirs d'État, put passer à l'offensive pour réaliser son rôle historique : la création d'un grand marché unifié et d'une culture nationale italienne.

Sur le modèle de Nicolas Machiavel, le Roi de Sardaigne Victor Emmanuel II et son premier Ministre Camillo Cavour prirent l'initiative en 1859, jouant habilement de la rivalité franco-autrichienne pour détruire l'influence de l'Autriche sur les États voisins et y imposer des régimes amis. Le gouvernement Sarde – en fait basé à Turin, le Piémont étant la région la plus développée du Royaume – se plaça alors à la tête du mouvement unificateur et annexa un à un ses voisins, par plébiscite.

Mais si, au Nord, ces rattachements ont pu être vécus culturellement comme une libération de

l'emprise étrangère et surtout comme un processus naturel correspondant aux besoins de la production, dans le Mezzogiorno et le Centre ce sont deux États formés depuis plusieurs siècles qui ont été annexés à l'Italie, avec une culture et une structure économique bien différentes.

Malgré des révoltes populaires dans les villes du Sud (toutes écrasées par le régime des Bourbons), le rattachement du Royaume de Sicile à l'Italie fut le fait d'une invasion par les troupes piémontaises en 1860, appelée « expédition des Mille » et menée par Giuseppe Garibaldi.

L'avancée de Giuseppe Garibaldi de la Sicile jusqu'à la capitale, Naples, fut facilitée par de grands renforts de paysans révoltés, journaliers précaires et petits propriétaires espérant une redistribution des terres par le nouveau pouvoir.

Cependant, pour s'assurer le soutien des classes dominantes du Sud au grand projet national – l'adhésion de chaque État s'actant par plébiscite au vote censitaire –, la bourgeoisie du Nord n'était pas en position de tenir cet engagement.

Au mois d'août 1860, la révolte de Bronte contre les latifondistes fut écrasée par les troupes garibaldiennes et les principaux participants furent fusillés. Cet événement, d'une importance symbolique très grande, marqua la fin de la tendance pro-italienne parmi les paysans pauvres du Mezzogiorno, et leur retour dans le giron de l'influence féodale, à travers une mobilisation nationaliste en soutien aux Bourbons.

Le Mezzogiorno connut alors une sorte de guerre civile, le « brigantaggio », avec la formation de bandes armées plébéiennes, s'attaquant aux troupes italiennes, souvent sous la bannière des Bourbons, mais aussi sous la forme de pures bandes de malfrats, jouant les Robins de Bois.

Cette aventure nihiliste a produit des figures mythiques de brigands au grand cœur et a marqué la culture populaire du Sud, malgré l'impasse évidente qu'elle représentait. Avant la fin du XIXe siècle, toutes ces bandes furent éliminées, les mafias offrirent quant à elles leur soutien au nouveau pouvoir central.

Le maintien de l'aristocratie méridionale et de son organisation latifundaire devint clairement, au moment de la création de ce grand marché unifié italien, une cause d'arriération économique du Sud.

Ce modèle extensif, assurant une reproduction constante de la production sur de grandes surfaces, efficace pour écraser la petite bourgeoisie terrienne pendant les siècles précédents, ne pouvait pas rivaliser en productivité avec l'agriculture capitaliste intensive développée au Nord depuis déjà des décennies.

Le nouvel État italien, loin de diviser les latifundi, revendit tels quels ceux qu'il avait saisi à l'Église et à l'État Bourbon. Une politique protectionniste fut mise en place dès les années 1860 pour protéger les industries septentrionales de la concurrence étrangère et remplacer définitivement leur emprise sur les ressources agricoles méridionales.

Quand vint la crise mondiale de surproduction en 1880 et la chute du prix des matières premières, la bourgeoisie sudiste peu compétitive s'effondra et certaines des plus grandes industries du Sud, comme les chantiers navals de Campanie ou la sidérurgie de Mongiana, furent rachetées et

physiquement déplacées vers le Nord par des conglomérats financier septentrionaux.

C'est à cette époque que correspond le début d'une forte émigration vers le Nord du pays ou vers les États-Unis, ainsi que la culture « méridionaliste » présentant le mythe d'un Mezzogiorno humilié et floué, encore présent aujourd'hui, et qui, en l'absence de projet socialiste concret adapté aux conditions de la région, contribue à un esprit anti-unitaire, fortifié par l'Église.

L'absence d'une avant-garde progressiste, qu'elle soit bourgeoise ou prolétarienne, dans le Sud de l'Italie, a donné naissance à un vide qui profita à l'Église, lui permettant d'avoir un poids réactionnaire sur la vie du pays tout entier, contre la laïcité, contre la République, contre l'unité.

Quand, sur le tard, Antonio Gramsci commença à se pencher sur la question, il vit immédiatement un rapport semi-colonial entre le Nord et le Sud, et voici comment il exposa sa vision au Congrès du Parti en 1926 :

« Les résultats de cette politique sont en effet le déficit du budget de l'État, l'arrêt du développement économique de régions entières (Mezzogiorno, les îles...), la misère croissante de la population laborieuse, l'existence d'un courant continu d'émigration et l'appauvrissement démographique qui en découle.

En particulier, le compromis passé entre les classes dominantes du pays donne aux populations laborieuses du Mezzogiorno une position analogue à celles des colonies, les grands propriétaires terriens et la bourgeoisie méridionale jouent le même rôle que celles qui dans les colonies s'allient aux métropoles pour assujettir la masse du peuple qui travaille. »

Antonio Gramsci remarque aussi le danger, dans l'optique d'une révolution prolétarienne strictement limitée au nord, d'un ralliement des paysans méridionaux aux restes de la classe féodale, historiquement et économiquement liée aux puissances étrangères,

Il note ainsi, dans le journal *L'Unità*, en mars 1924 :

« Dans la situation actuelle, avec la dépression des forces prolétariennes, les masses paysannes méridionales ont pris une énorme importance dans le camp révolutionnaire.

Soit le prolétariat, à travers son parti politique, réussit pendant cette période à se doter d'un système d'alliés dans le Mezzogiorno, soit les masses paysannes chercheront des dirigeants politiques dans leur propre zone, c'est à dire qu'ils s'abandonneront complètement entre les mains de la petite bourgeoisie méridionale amendolienne, devenant une réserve pour la contre-révolution, renforçant le séparatisme et la possibilité d'un appel aux armées étrangères dans le cas d'une révolution purement industrielle au nord.

Le mot d'ordre de « gouvernement ouvrier et paysans » doit, pour cette raison, tenir tout spécialement compte du Mezzogiorno, ne doit pas confondre la question des paysans méridionaux et la question générale des rapports entre ville et campagne dans un tout économique organiquement soumis au régime capitaliste: la question méridionale est aussi une question territoriale est c'est de ce point de vue qu'elle doit être examinée afin d'établir un programme de gouvernement ouvrier et paysan qui puisse avoir un large écho parmi les masses. »

Irrédentisme et «victoire mutilée»

La contradiction entre l'Italie du Nord et celle du Sud devait être résolue soit par une révolution démocratique – qui ne pouvait plus être menée que par le prolétariat, la bourgeoisie étant devenue réactionnaire alors – soit par une tentative de modernisation par en haut ossifiant la contradiction dans une fuite en avant.

L'irruption de la première guerre mondiale impérialiste précipita la seconde option ; tel est la nature du fascisme qui triomphera à sa suite.

Initialement, l'Italie n'entra pas en guerre, bien qu'elle faisait alors partie de l'alliance dite de la Triple-Entente, avec l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie. Une intense agitation nationaliste poussa pourtant le régime à aller vers la guerre, ce qui se fit en prenant partie pour la Triple-Entente, composée de la France, du Royaume-Uni et de de la Russie.

Deux raisons sont essentielles ici. La première est que la participation à la guerre renforce le bloc industriel et la conception d'une gestion modernisatrice du pays par en haut pour faire face à la mobilisation générale.

La seconde est qu'il y a l'idée, à l'arrière-plan, que l'ennemi héréditaire autrichien ne sera pas en mesure de maintenir son empire et que l'expansionnisme italien a de vastes possibilités, d'ailleurs encouragées par les forces de la Triple-Entente en l'échange d'une participation à la guerre.

Cet expansionnisme disposait d'une base extrêmement solide, de par les échecs de l'unité italienne, dont les contours devenaient par là extrêmement lâches et prétextes à un nationalisme dépassant largement le cadre du simple droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Le mouvement italien dit « irrédentiste » commença ; de fait, dès la seconde moitié du XIXe siècle, avec la formation en 1877 de l'*Associazione in pro Italia irredenta*, suivi en 1885 de celle du mouvement *Pro Patria*, qui suite aux interdictions deviant en 1891 la *Lega Nazionale Italiana* dans le Trentin et à Trieste, territoires austro-hongrois.

Le vigoureux irrédentisme italien commençait, à partir de là, à viser directement des territoires sous domination autrichienne et considérés comme italiens, notamment le Trentin, l'Istrie, la Dalmatie, mais également Monaco, la Savoie, Nice, la Corse, Malte ainsi que d'autres territoires appelés irrédents car appelant à la rédemption nationale.

Ce courant expansionniste était puissant ; même Antonio Labriola, dirigeant de l'aile gauche du Parti Socialiste italien, avait soutenu l'opération coloniale en Éthiopie.

Le *traité de Londres*, établi en 1915 pour amener l'Italie à participer à la première guerre mondiale, fit les promesses territoriales suivantes à celle-ci :

« le Trentin, le Tyrol du Sud avec ses frontières naturelles et géographiques, le Brenner, la ville de Trieste et ses environs, le comté de Gorizia et de Gradisca, l'Istrie entière jusqu'à Kvarner, y compris Volosko, et les îles istriennes de Cres (Cherso) et de Losinj (Lussino), ainsi que les petites îles de Plavnik, Unije, Vele Srakane, Palazzuoli, Sveti

Petar, Asinello et Gruica ainsi que leurs îlots voisins. »

A cela s'ajoute la Dalmatie septentrionale, ainsi que « toutes les îles situées au nord et à l'ouest de la Dalmatie depuis Premuda, Selve, Olib, Scherda, Maona, Pag et Vir au nord jusqu'à Mljet au sud, comprenant les îles de Sveti Andrija, Biševo, Vis (Lissa), Hvar (Lesina), Šćedro, Korcula (Curzola), Sušac et Lastovo (Lagosta) ainsi que les îlots et de rochers avoisinants et Pelagosa, à l'exception seulement des îles de Drvenik Veli et Drvenik Mali, Čiovo, Šolta et Brač (Brazza) ».

De plus, la côte yougoslave devait être pratiquement neutralisée militairement.

Qui plus est, l'Albanie devait être démantelée, avec un protectorat italien fondé dans sa partie centrale, la souveraineté sur la ville albanaise de Vlora, ainsi que sur les îles de Dodécannèse.

L'Italie participa ainsi de plain-pied à la première guerre mondiale, mobilisant 5,6 millions d'hommes, mais n'obtenant, en fin de compte, qu'une « victoire mutilée » selon elle, puisque le traité de Londres n'est pas appliqué, notamment sous la pression de l'impérialisme américain.

Cette expression de « victoire mutilée » fut façonnée par l'écrivain dandy, lié au symbolisme-décadentisme, Gabriele D'Annunzio (1863-1938).

Ce dernier avait été un ardent partisan de l'entrée en guerre et en 1918 organisa un vaste largage de centaines de milliers de tracts depuis des avions au-dessus de la capitale autrichienne, Vienne, appelant à cesser la guerre et célébrant la « liberté » italienne.

Déçu que la ville de Rijeka, Fiume en italien, ne soit pas remise à l'Italie malgré que la majorité de la ville soit de culture italienne, il décide de l'occuper militairement avec une 2000 aventuriers, chassant en 1919 les forces anglo-franco-américaines et instaurant une « Régence italienne du Carnaro ».

Le syndicaliste, d'orientation national-syndicaliste, Alceste De Ambris (1874-1934) écrivit la constitution de ce projet, Gabriele D'Annunzio ajoutant la dimension mystico-poétique.

Gabriele D'Annunzio en devint le « Commandant », mais surtout le *Vate* (magicien-prophète) puisque le projet se voulait une sorte de cité idéale, dans une démarche nietzschéenne, avec l'établissement du salut romain comme symbole absolu, la généralisation des cérémonies et des discours depuis un balcon, etc.

Un conseil des « meilleurs », composés de membres élus pour trois ans, s'occupait de la vie politique, alors qu'un conseil des « corporations » dirigeait l'économie qui se divisait en neuf corporations, la dixième étant artistique, rassemblant les poètes, les héros, les prophètes, les surhommes, etc.

En 1920, l'Italie mit elle-même fin à ce projet qui, toutefois, avait canalisé et galvanisé tout le courant irrédentiste qui, désormais, par la victoire mutilée, se combinait avec l'exaltation nationaliste de l'Italie comme pays trahi et opprimé.

Tout un espace était ouvert pour considérer l'Italie comme la *grande prolétaire*, pour que le nationalisme se transforme en vecteur d'une lutte présentée comme celle pour l'existence sociale.

Le «*biennio rosso*»

Au lendemain de la Première Guerre mondiale impérialiste, ce n'est pourtant pas le nationalisme qui a immédiatement l'initiative, mais le mouvement ouvrier, avec deux années d'intenses mobilisations.

Le drame historique est qu'il n'y eut pas de développement d'un contenu idéologique et culturel conséquent; pour cette raison, le «*biennio rosso*» - les «*deux années rouges*» - ont abouti directement à renforcer le fascisme en lui laissant un espace majeur.

De fait, le Parti Socialiste italien disposait en 1919 d'une base solide. Il avait 200 000 membres, ayant encore ses structures intactes en s'étant surtout mis en veilleuse pendant la Première Guerre mondiale, sur une ligne refusant tant le soutien à la guerre que son refus, synthétisé par le mot d'ordre «*ni adhérer ni saboter*».

Aux premières élections à la proportionnelle, justement en 1919, il reçut 32 %, devenant la première force électorale du pays.

La *Confederazione Generale del Lavoro*, le syndicat lié au PSI, avait 250 000 adhérents en 1918, 1,5 million en 1919, 2 millions en 1920.

De son côté, l'*Unione Sindacale Italiana*, d'esprit anarcho-syndicaliste, possédait plusieurs centaines de milliers de membres. Une grève générale de solidarité avec la Russie révolutionnaire eut ainsi lieu les 20 et 21 juillet 1919.

Cela se déroulait dans un contexte explosif : l'Italie avait gagné la guerre, mais sans en obtenir de profits ; l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie qui étaient des partenaires économiques importants étaient totalement ruinés ; l'industrie de guerre parvenait très difficilement à se reconvertir.

Cela aboutit à un vaste mouvement, engageant pratiquement un million d'ouvriers et un million de paysans dans des grèves, marquées souvent par des occupations d'usines et de terres.

Le fait le plus marquant, déclenchant toute une démarche qui se généralisa, se passa à la Fiat-Centro de Turin, où les ouvriers décidèrent d'élire des délégués d'ateliers.

Le mouvement se développa et au milieu du mois d'octobre 1919, la première assemblée des délégués représentait 30 000 ouvriers.

Initialement isolée, avec l'armée bloquant la ville, le mouvement s'étendit rapidement de Turin aux autres villes du nord industriel, comme Gênes, Pise, Livourne, Florence. 500 000 ouvriers occupaient leurs usines, donnant aux conseils ouvriers formés une signification historique.

Les cheminots du *Ferrovie dello Stato* rejoignirent le mouvement, qui eut même un très large écho dans la paysannerie, notamment en Émilie-Romagne, avec des occupations de terres agricoles, marquées par des affrontements armés avec les bandes des propriétaires terriens.

La chose se réédita, à Turin seulement, avec 200 000 ouvriers, en avril 1920. Une nouvelle vague de grèves et d'occupations se déroula en septembre 1920, puis en mars 1921 : cette fois-ci elle fut cependant écrasée par les fascistes.

Les ouvriers avaient obtenu des victoires, comme la journée de huit heures, une hausse des salaires ;

les paysans avaient toutefois peu gagné : 30 000 hectares illégalement, 60 000 avec des accords, mais sur 27 millions d'hectares c'était infime.

En fait, ouvriers et paysans avaient surtout atteint une riche expérience, notamment combattante, alors que l'année 1920 a amené à elle seule la mort de 227 personnes, alors que 1072 furent blessés.

Les occupations d'usines étaient gérées par des gardes rouges ; les entrées et sorties étaient surveillées, l'alcool interdit, le vol sévèrement puni.

Pourtant, c'est le paradoxe, il n'existait pas d'atmosphère révolutionnaire. Absolument aucun commentateur ne considérait qu'il s'agissait là d'une vague révolutionnaire, que la révolution était possible. Par contre, la gauche de la social-démocratie voyait dans la lutte une forme idéale de combat, voire même le combat lui-même.

Antonio Gramsci et Amadeo Bordiga représentent ici les deux options possibles au sein de la gauche de la social-démocratie italienne ; ils seront à ce titre les deux premiers dirigeants du Parti Communiste d'Italie qui va naître suite au *biennio rosso*.

Ils s'étaient déjà rencontrés le 18 novembre 1917, lors d'une conférence clandestine d'une vingtaine de personnes, délégués des sections socialistes italiennes les plus importantes. Antonio Gramsci, basé à Turin et fils d'un employé, avait alors 26 ans ; Amadeo Bordiga, âgé de 28 ans et fils d'un enseignant à une école supérieure d'agriculture, venait de Naples.

S'ils appartenaient tous deux à la fraction dite « maximaliste », leurs options divergeaient déjà. Il est symbolique qu'Amadeo Bordiga ait fondé en décembre 1918 le journal « *Le Soviet* », dans une optique d'un léninisme idéalisé comme force donnant par en haut la vigueur au soviétique (c'est-à-dire au « conseil », en russe), alors que le journal d'Antonio Gramsci soit « *Ordre nouveau* », fondé en mai 1919, avait une ligne qu'on peut qualifier de « basiste », insistant sur la question de l'organisation à la base.

La position d'Antonio Gramsci au sujet du *biennio rosso* est significative ; dans son article intitulé *Aux délégués d'ateliers de l'usine Fiat-centre et de l'usine Brevetti-Fiat*, connu pour exprimer une sorte de synthèse à ce sujet, il salue le mouvement dans son ensemble et affirme :

« La nouvelle forme prise dans votre usine par le comité d'entreprise, avec la nomination de délégués d'ateliers ainsi que les discussions qui ont précédé et accompagnent cette transformation, ne sont pas passées inaperçues dans le monde ouvrier ni dans le monde patronal turinois.

Dans l'un des camps, les ouvriers d'autres établissements de la ville et de la province s'appliquent à vous imiter, dans l'autre, les propriétaires et leurs agents directs, les dirigeants des grandes entreprises industrielles, observent ce mouvement avec un intérêt croissant, et ils se demandent, et ils vous demandent, quel peut être son but, quel est le programme que la classe ouvrière turinoise se propose de réaliser (...).

Et c'est ainsi que les organismes centraux qui seront créés pour chaque groupe d'ateliers, pour chaque groupe d'usines, pour chaque ville, pour chaque région, et qui aboutiront au Conseil ouvrier national suprême, poursuivront, élargiront, intensifieront l'œuvre de

contrôle, de préparation et d'organisation de la classe tout entière avec, comme objectif, la prise du pouvoir et la conquête du gouvernement. »

C'est là un point de vue absolument syndicaliste, oscillant entre syndicalisme-révolutionnaire et anarcho-syndicaliste. Les conseils ouvriers vont se développer, organiser, structurer, aboutissant par conséquent, au bout d'une certaine dimension, à la prise du pouvoir.

Les syndicalistes-révolutionnaires et les anarcho-syndicalistes ne disent pas autre chose, par l'intermédiaire du syndicat et non des conseils, mais la démarche est strictement la même dans le fond.

La réaction d'Amadeo Bordiga, l'autre grand dirigeant de la gauche de la social-démocratie italienne, est tout autant parlante. Dans le bilan qu'il fait du *biennio rosso*, il s'oppose de manière frontale à Antonio Gramsci. Dans *Pour la constitution des conseils ouvriers en Italie*, il explique :

« Le véritable instrument de la lutte de libération du prolétariat, et avant tout de la conquête du pouvoir politique, c'est le parti de classe communiste.

Sous le pouvoir bourgeois, les conseils ouvriers ne peuvent être que des organismes dans lesquels travaille le parti communiste, moteur de la révolution. Dire qu'ils sont les organes de libération du prolétariat sans parler de la fonction du parti, comme dans le programme approuvé par le Congrès de Bologne, nous semble une erreur.

Soutenir, comme le font les camarades de « l'Ordine Nuovo » de Turin [dont le dirigeant est Antonio Gramsci], qu'avant même la chute de la bourgeoisie les conseils ouvriers sont déjà des organes non seulement de lutte politique mais aussi de préparation économique-technique du système communiste, est un pur et simple retour au gradualisme socialiste celui-ci, qu'il s'appelle réformisme ou syndicalisme, est défini par l'idée fautive que le prolétariat peut s'émanciper en gagnant du terrain dans les rapports économiques alors que le capitalisme détient encore, avec l'Etat, le pouvoir politique. »

Amadeo Bordiga s'oppose à l'économisme de la ligne en faveur des conseils prônée par Antonio Gramsci, mais pour lui opposer la ligne de l'économisme en faveur du « Parti ». Car tous deux restent économistes, au sens où les questions idéologiques, théoriques, culturelles, sont absolument remises à l'arrière-plan, quand elles ne sont pas directement niées.

Or, cette réduction économiste d'Antonio Gramsci et Amadeo Bordiga, leur affrontement en fait fictif, a une importance capitale, puisque dès 1917, au sein du Parti Socialiste italien, la motion des « maximalistes » avaient reçu 14 000 voix, contre 17 000 aux « centristes ». Lorsque le PSI progresse, les maximalistes ont le dessus en son sein ; dès 1919, il y avait pratiquement 88 000 membres, alors que le quotidien du Parti tire à 300 000 exemplaires.

Antonio Gramsci et Amadeo Bordiga vont se voir propulser à la direction du nouveau parti, le PCI, avec la responsabilité de diriger des milliers de militants suivant leurs principes. Et ils vont devoir le faire alors que le fascisme se développe massivement, en réaction au mouvement ouvrier, dans le prolongement de l'irrédentisme et du nationalisme.

Le squadrisme fasciste

En réaction au mouvement ouvrier, ainsi que dans le prolongement de l'irrédentisme et du nationalisme, le fascisme s'est développé en Italie avec un grand succès. Son symbole était un faisceau, un fascio, d'où le qualificatif de fasciste (qui se prononce ainsi initialement en français avec un son en « s » et non en « ch »).

Le faisceau avait été utilisé comme symbole révolutionnaire, surtout démocrate, dans l'Italie de la fin du XIXe siècle, notamment en Sicile ; composé de verges, c'est-à-dire de baguettes en bois, le faisceau représentait la force de l'unité, de par la solidité de l'ensemble par rapport à la fragilité d'une verge seule.

Le faisceau date également de l'Antiquité romaine, symbolisant le pouvoir de fouetter au moyen des verges, mais également de décapiter puisque une hache y était accrochée par des lanières.

Les magistrats romains l'utilisaient comme symbole, étant accompagnés d'un officier *licteur* le portant sur son épaule gauche et ouvrant la marche. A ce titre, il est également utilisé dans les armoiries de la République française actuelle (qui sont toutefois officieuses seulement, car non précisées dans la Constitution).

Les fascistes italiens, qui apparaissent alors, reprennent le symbole, car se présentant eux-mêmes à la fois comme « révolutionnaires » et comme des miliciens dans une sorte d'esprit romain antique.

L'esprit est combattant et le fascisme italien a une caractéristique essentiel : le *squadrisme*. Le terme vient de « squadra », signifiant l'équipe, l'escouade, et désigne des petites équipes paramilitaires menant des opérations coup de poing.

Il n'y a initialement pas tant un fascisme, que des fascistes, qui reprennent la tradition de la Première Guerre mondiale et de son esprit d'équipe menant des offensives sur le front, le tout bien entendu idéalisé en « *refus de la vie commode* », en camaraderie et en esprit chevaleresque au service de la Nation.

La nature des slogans fascistes est ici absolument expressive. Le grand classique du genre est *Me ne frego*, signifiant *Je m'en fous*. Le fasciste se veut un pirate des temps modernes, ayant une existence sociale reconnue mais en étant en même temps un non conformiste à l'esprit d'aventure : *Boia chi molla* dit le slogan, c'est-à-dire *Qui abandonne doit crever*.

Faire partie des chemises noires – l'uniforme donnant esprit de corps – va avec la logique du combat : le mot d'ordre *Libro e moschetto, fascista perfetto* – *Livre et mousquet, fasciste parfait* – reflète cet état d'esprit où le fasciste met sa vie en jeu dans une bataille qui donne un sens à sa vie, comme dans un duel avec un pistolet avec un coup, ce que retranscrit bien le slogan *Chi si ferma è perduto* – *Qui hésite a perdu*.

L'idéologie viriliste est outrancièrement présente bien entendu, des slogans comme *La guerra è per l'uomo come la maternità è per la donna* – *La guerre est pour l'homme comme la maternité pour la femme* – en témoignant. Tout était extrêmement hiérarchisé de manière anti-démocratique, avec à chaque fois des *Ras* locaux, petits seigneurs de la guerre, le terme venant de celui pour désigner des chefs éthiopiens.

D'ailleurs, pour renforcer cette dimension hiérarchique, le Ministère de la Guerre viendra même aider à renforcer leurs rangs fascistes en démobilisant 60 000 officiers en juillet 1920, maintenant leur solde à condition qu'ils rejoignent un *Fascio di Combattimento*.

La cible des fascistes est ce qui est anti-national, avec des expéditions punitives allant de faire forcer à boire de l'huile de ricin jusqu'au meurtre à coups de poignards ou de pistolets, en passant par les incendies et les bombes.

A partir de l'automne 1920, les fascistes ont attaqué toutes les structures de gauche, depuis les coopératives jusqu'aux chambres du travail, en passant par les syndicats agricoles et les groupements ouvriers.

Giacinto Serrati, alors président du Parti Socialiste italien, décrit ainsi la stupeur des socialistes en la fin d'année 1920 :

« C'est tout notre mouvement qui se voit défiguré par un déchaînement de violence qui n'a d'égal dans aucun autre pays. Giolitti n'a rien à voir là dedans. Ce vieux routinier parlementaire avait évoqué le diable fasciste pour gagner les élections, mais en est aujourd'hui lui même victime.

La réaction qui nous tourmente est telle qu'il est difficile de l'imaginer, car elle ne vient pas de l'Etat, elle ne part pas des pouvoirs publics, elle vient d'en bas (...). La bourgeoisie a eu tellement peur de nos aboiements qu'elle mord, elle, sans hésiter. »

Le financement venait du patronat, avec un petit salaire quotidien ; l'armée et la police prêtait main-forte en sécurisant les alentours. Les fascistes eux-mêmes avaient un mode opératoire très précis, débarquant en force dans des camions depuis des localités voisines, pratiquant le coup de force contre la gauche puis rassemblant les forces opposées à la gauche afin de faire bloc.

En 1920, il y a 108 faisceaux, 1600 en 1921 ; en quelques mois, les fascistes sont 80 000, puis pratiquement 200 000 et les affrontements font des dizaines de morts de manière régulière.

Les fascistes détruisent, par exemple, rien qu'en six mois, 83 ligues paysannes, 1090 centres culturels, 28 syndicats, 141 sections socialistes et communistes, 107 coopératives, 59 maisons du peuple, 119 chambres du travail, y compris celle de Turin.

L'assassinat en février 1921, de la figure communiste Spartaco Lavagnini, secrétaire du Syndicat ferroviaire de Florence, fut un très rude coup contre le mouvement ouvrier.

Il y a cependant plus que cela encore : le fascisme a comme base mobilisatrice le syndicalisme révolutionnaire qui s'est tourné vers le nationalisme. Il porte un économisme idéalisé au moyen de la Nation – le corporatisme – qui n'a aucun mal à bousculer idéologiquement et culturellement la gauche, elle-même fondée sur cette base syndicaliste révolutionnaire.

Le dirigeant des fascistes, Benito Mussolini, né en 1883, vient lui-même de cette gauche qui ne connaît pas le marxisme et est entièrement façonné par le syndicalisme révolutionnaire. Il a vécu dans la pauvreté en Suisse tout en menant une activité de révolutionnaire d'orientation syndicaliste révolutionnaire de 1902 à 1904, avant de devenir un activiste accédant à la direction du Parti Socialiste italien, devenant le directeur de son quotidien, *L'Avanti!*.

Avec la guerre de 1914 qui s'ouvre, une partie de la gauche, d'esprit syndicaliste révolutionnaire, soutient celle-ci, appelle à la participation et publie un manifeste intitulé *Faisceaux d'action internationaliste*, qui se voit succédé par la naissance d'une structure politique, les *Faisceaux d'action révolutionnaire interventionniste*.

En mars 1919, Mussolini reprend le principe et fonde des *Fasci italiani di combattimento* – Faisceaux italiens de combat –, organisation dont l'option militante fait qu'elle est massivement rejointe par des éléments bourgeois et petit-bourgeois paniqués par le mouvement ouvrier.

Benito Mussolini a été influencé par Georges Sorel, par Friedrich Nietzsche, il a compris que le syndicalisme intégral qu'il entrevoit peut profiter de l'élan nationaliste ; il a compris que le marxisme s'opposait à sa démarche.

Il peut donc profiter d'une aura « révolutionnaire » avec sa démarche syndicaliste, soutenu par la bourgeoisie, avec la petite-bourgeoisie comme forces sociales militantes, avec le nationalisme comme facteur de mobilisation. Benito Mussolini conserve du syndicalisme révolutionnaire l'union sociale et l'esprit mobilisateur, il reprend son refus du programme, il en fait un style de vie ; il dira quelques années plus tard :

« Le fascisme est une conception spiritualiste, surgie elle-même de la réaction générale du siècle contre le matérialisme et faible XIXe siècle... La vie telle que la conçoit le fascisme est par conséquent sérieuse, austère, religieuse, se déroulant toute dans un monde soutenu par les forces morales, et responsable de l'esprit. Le fascisme dédaigne la vie facile. Le fascisme est une conception religieuse... »

En face, la gauche est faible culturellement et idéologiquement ; elle ne comprend pas que le fascisme est un dépassement idéaliste de l'économisme syndicaliste révolutionnaire, avec le nationalisme comme moteur.

Elle est dépassée par la dynamique fasciste, qui combine action rapide et esthétisme, profitant d'appuis financiers d'industriels, de cadres de gauche qui par nationalisme cessent de croire au socialisme pour rejoindre une cause leur semblant transcendante, capable de changer les choses immédiatement, à la force de l'instinct, de l'intuition.

Scission du PSI et naissance du PCI

Les fascistes avaient réussi à s'organiser et à développer une réelle pratique. Qu'en était-il à gauche ? Tout dépendrait de cela.

Soit la gauche s'épuisait, soit elle avançait réellement et alors elle pouvait faire face au fascisme.

L'aile droite du PSI ne le voulait pas, appelant à « *tendre l'autre joue* », à respecter la « *civilité socialiste* » à tout prix, pensant que le fascisme n'était qu'un phénomène faible et passager.

Aller de l'avant était par contre le point de vue des révolutionnaires maximalistes, qui voyaient la révolution comme imminente, entraînant les partisans de la Russie soviétique.

Ils entendaient pousser le Parti Socialiste italien à l'action révolutionnaire ; ne parvenant pas à briser l'aile droite, ils quittèrent la salle de débat en janvier 1921, en chantant l'Internationale, lors du

XVIIe congrès du PSI à Livourne, pour aller dans une autre salle de conférence fonder le Parti Communiste d'Italie (PCI).

Ce nouveau parti est rejoint notamment par de fortes bases socialistes à Turin, Florence, Trieste, Novara, Gênes, Crémone, Forli, Ravenne, Alessandria, mais il est particulièrement faible dans le sud, ainsi qu'en Vénétie.

Un programme officiel fut établi, en dix points, ainsi qu'un règlement intérieur de 67 articles, extrêmement militarisé : le PCI est alors un parti de militants éprouvés, à la discipline de fer.

Il est porté par une jeunesse volontaire, ardente ; dès l'année suivante, la motion pour que la Fédération de Jeunesse Socialiste d'Italie remplace le mot socialiste par communiste et rejoigne le PCI reçoit 35 000 voix sur 43 000 – et le PCI a au total 40 000 membres.

Si la direction est collégiale, le grand dirigeant est Amadeo Bordiga ; Antonio Gramsci n'a même pas pris la parole au Congrès : il est à l'écart, considéré comme un intellectuel influencé par Henri Bergson, ayant eu en 1914 des sympathies pour le social-patriotisme de Benito Mussolini.

Or, Amadeo Bordiga est un « ultra », tout à fait représentant de la jeunesse maximaliste, dont une des campagnes en 1920 fut effectuée sous le mot d'ordre « *Camarades députés, hors du Parlement* ».

Amadeo Bordiga réfute la participation à toute institution que ce soit ; à ses yeux, la révolution est imminente et le camp prolétarien doit être d'une clarté limpide.

Le fascisme n'est à ses yeux qu'un mouvement de soutien à la réaction, mais la nature du régime ne saurait changer, le capitalisme ayant besoin du libéralisme et n'ayant aucun intérêt à un retour en arrière à l'absolutisme de type féodal.

Antonio Gramsci, de son côté, est totalement minoritaire, et n'est pas en accord avec Amadeo Bordiga sur ce point. Néanmoins, il le rejoint sur la conception d'un système formant un bloc uni, où les différences sont secondaires.

A ce titre, tout comme Amadeo Bordiga, il voit en les socialistes des ennemis. Dans l'article *Coup d'État*, non signé, et publié dans l'*Ordre Nouveau* du 27 juillet 1921, il dit :

« Il se produira en Italie le même processus qui s'est produit dans les autres pays capitalistes.

Il y aura, contre l'avancée de la classe ouvrière la coalition de tous les éléments réactionnaires, des fascistes aux populaires et aux socialistes.

Mieux encore ; les socialistes deviendront l'avant-garde de la réaction anti-prolétarienne parce que ce sont eux qui connaissent le mieux la faiblesse de la classe ouvrière. »

Le PCI voit en le PSI un organe de la réaction. Voici comment Antonio Gramsci, dans l'*Ordre Nouveau*, résume la position du PCI, dans l'article *Le Congrès socialiste* du 9 octobre 1921 :

« Après le Congrès de Livourne, le Parti socialiste italien s'est placé en dehors de la vie morale de la classe ouvrière.

Avec la rupture des communistes et le départ d'environ 50.000 autres travailleurs, le Parti socialiste a été réduit à un parti de petits bourgeois, de fonctionnaires attachés à leur charge comme l'huître à son rocher, capables de n'importe quelle faute et n'importe quelle infamie pour ne pas perdre la place qu'il occupe.

Le Parti socialiste entra ainsi dans la plus pure tradition nationale italienne, la tradition de l'habitude inculquée par les sbires et les jésuites, la tradition de n'avoir pas de parole d'honneur, la tradition de la déloyauté et de l'opportunisme le plus honteux, la tradition de Maramaldo. »

Or, le PCI n'a pas du tout arraché au PSI toutes ses forces, il reste minoritaire. Au congrès de Livourne, les communistes obtinrent 58 783 voix, contre 98 028 aux maximalistes unitaires et 14 695 aux réformistes.

Seulement 16 députés PSI sur 156 rejoignent le PCI ; de même il y a très peu de maires devenant communistes (Savona, Tivoli, Crémone, San Remo, Bussoleno, Trecate). Au niveau des chambres du travail, seules celles de Salerne, Trieste, Taranto et Livourne passent au nouveau parti. Aux élections de mai 1921, le PSI obtient 24,7% (soit 1,6 millions de voix), le PCI 4,6 % (soit 304 000 voix).

Or, de son côté, le PSI qui prétendait soutenir l'Internationale Communiste bascule ouvertement dans une tendance droitière, les réformistes dominant très largement, avec un petit courant centriste et un encore plus petit courant partisan de la IIIe Internationale.

L'allemande Clara Zetkine, qui a suivi le PSI, constate la chose suivante :

« Ma plus forte impression a été celle d'une confusion générale au sein du PSI.

Seuls les réformistes de Turati ont une position conséquente sur la situation et savent ce qu'ils veulent. Les maximalistes, les centristes et les unitaires n'ont aucune clarté sur ce qu'ils voient ou sur la manière dont ils le voient, ni sur la position à prendre.

Le débat est serré, grondant et tempétueux mais il ne va jamais au-delà de la surface des problèmes et ne les approfondit pas. Il n'y a pas de large perspective...

L'autorité des chefs vit de souvenirs sentimentaux et de grandeur passée, un capital qui se consume rapidement au cas où le développement objectif continue et se fait plus aigu. Étant donné le caractère du Congrès, je suis extrêmement sceptique sur la possibilité d'un renouvellement et d'un assainissement du parti de l'intérieur.

On ne peut regarder le centre fondamental des masses prolétariennes dans le cadre du PSI. C'est au PCI que revient la tâche d'employer toutes ses énergies pour le rassemblement, l'éducation politique et la mobilisation des masses. »

Le problème est alors que le PSI ne veut plus avancer vers la révolution, que le PCI ne le peut pas, et cela se déroule alors que le fascisme est à l'offensive et qu'il a réussi en cela.

La syndicat CGL avait 2 millions d'adhérents, il n'en a plus que 800 000, le PSI qui avait 216 000 membres en 1921 en a un peu plus de 73 000 en octobre 1922 à son IXe congrès, et 10 250 en avril

1923 à son Xe congrès. En 1922, les salaires ont été réduits de 30 %, il y a 500 000 chômeurs (sur 4 millions de travailleurs industriels, 4 millions de salariés agricoles et 4 millions de paysans).

Benito Mussolini, dans l'éditorial de son journal, *Popolo d'Italia*, peut annoncer le 15 juillet 1922 :

« Le fascisme italien est actuellement engagé dans quelques batailles décisives d'épuration locale...Il suffit de lire les journaux des adversaires pour comprendre que la plus grande confusion règne dans le camp ennemi. L'un invoque l'aide du gouvernement, l'autre menace de la grève générale, l'autre incite encore au crime individuel, il y en a qui recommandent d'attendre et de patienter...

Nous vous répondons en vous sciant politiquement et syndicalement les os. Avec une chirurgie inexorable. »

Un syndicalisme nationaliste de masse

La gauche, à la suite du *biennio rosso*, a de plus en plus perdu les masses. Les fascistes ont réussi à happer des secteurs entiers dans le corporatisme, c'est-à-dire le syndicalisme révolutionnaire sans la révolution, l'énergie sociale-révolutionnaire passant dans le nationalisme.

On reste dans l'apolitisme, au nom de l'anti-parlementarisme, mais la sortie n'est plus une hypothétique révolution, mais la transformation nationale-révolutionnaire.

Benito Mussolini est historiquement le dirigeant socialiste qui a le plus accepté et soutenu le syndicalisme révolutionnaire.

C'est paradoxal, car le syndicalisme révolutionnaire se pose comme anti-socialiste : la social-démocratie est considérée comme réformiste par nature et la politique comme une source de corruption institutionnelle et de division.

Mais c'est justement que Benito Mussolini représente un esprit de synthèse, celui entre le syndicalisme révolutionnaire et la révolution nationale comme « moteur », en remplacement de la révolution socialiste.

Le subjectivisme des syndicalistes révolutionnaires, théorisé principalement par Georges Sorel, accouplé au rejet du matérialisme comme idéologie, a fortiori du matérialisme dialectique, a fait que le pessimisme quant aux perspectives de révolution a été remplacé en optimisme nationaliste.

La bataille pour l'Italie, présentée comme « nation prolétaire », apparaît comme une grande source de mobilisation de masse, de possibilité de renouvellement social.

Benito Mussolini est ici l'homme clef, celui qui combine, qui reformule, qui unifie, qui synthétise, lorsqu'il affirme dans le *Popolo di Trento*, en 1909 :

« Je crois que c'est de la masse ouvrière, purifiée par la pratique syndicaliste, que sortira le nouveau caractère humain. »

Benito Mussolini réussit, en fait, là où le Cercle Proudhon avait échoué en France, dans sa synthèse du syndicalisme révolutionnaire et du nationalisme de l'Action française.

Lorsque la direction du syndicalisme révolutionnaire se lance dans le soutien à la guerre, au nom du « travail » soutenant la patrie, et que la victoire arrive, il y a comme une légitimité historique à s'approprier le sort de la nation, à devenir des « travailleurs » en lieu et place de « prolétaires ».

A la rupture culturelle et idéologique voulue par les communistes, le syndicalisme révolutionnaire oppose l'esprit de producteur capable de gérer sa production.

A ce titre, l'Union Italienne du Travail, fondée en 1918, combinait lutte sociale et nationalisme ; lorsqu'en mars 1919 une grève générale est organisée par cette structure dans un atelier de métallurgie dans la région de Bergame, les ouvriers pratiquant la première expérience d'autogestion italienne agitent le drapeau italien comme bannière.

C'est Benito Mussolini qui harangua les grévistes avant de fonder justement une semaine après les *Faisceaux Italiens de combat*.

Voici ce qu'il dit notamment aux grévistes, témoignant de cette fusion de volontarisme syndicaliste révolutionnaire et d'esprit gestionnaire « responsable » d'orientation nationaliste :

« L'avenir du prolétariat est un problème de capacité et de volonté, non pas uniquement de volonté, non pas uniquement de capacité, mais tout à la fois de capacité et de volonté...

C'est le travail qui s'exprime par vos lèvres. C'est le travail qui, dans les tranchées, s'est conquis le droit de n'être plus fait et symbole de fatigue et de désespoir, celui de devenir synonyme d'orgueil, de création, de conquête pour des hommes libres, évoluant dans une Patrie libre et grande, tant dans les limites de ses frontières qu'au dehors. »

Mieux encore, leur expérience représente l'avenir :

« Vous obscurs travailleurs de Dalmine, vous avez ouvert l'horizon. C'est le travail qui parle en vous, non pas le dogme idiot ou l'église intolérante, bien que rouge, c'est le travail qui a consacré dans les tranchées son droit de ne pas être plus de fatigue, de pauvreté ou de désespoir, parce qu'il doit devenir la joie, l'orgueil, la création, la conquête de l'homme libre dans la patrie libre et grande au-delà des frontières. »

C'est cette démarche qui triomphe, à partir de 1922, avec la *Confederazione nazionale delle corporazioni sindacali*, qui a dès le départ 800 000 adhérents. Au tout début de 1925, elle a 1,7 million d'adhérents, 2,3 millions à la fin de l'année.

Bien sûr, cette orientation, ouvertement dans une logique de collaboration entre les classes sociales, amena une rupture avec certains syndicalistes-révolutionnaires nationalistes désirant « sincèrement » la révolution ; le plus connu fut Alceste de Ambris, qui se réfugia en France et devint un opposant au fascisme.

Les autres devinrent les grands théoriciens du fascisme : Sergio Panunzio surtout, le grand précurseur de la conception corporatiste, mais aussi Michele Bianchi, Edmondo Rossoni, ce dernier tentant de développer une ligne de « gauche » au sein de la collaboration de classes, ce qui lui valut d'être relativement mis à l'écart.

La défaite des Arditi del Popolo et de la grève générale de l'Alleanza del Lavoro

Pendant que les forces du PCI sont harcelées et débordées sur tout le territoire, des antifascistes se regroupent spontanément, principalement des anciens combattants progressistes, des républicains du Parti Populaire Italien (catholique), des anarchistes, des socialistes...

En quelques mois, ce phénomène de cellules autonomes, les *Arditi del Popolo*, prend une ampleur telle que leur nombre atteint 20 000 hommes pour 144 sections.

Le style des *Arditi del Popolo* était au moins en partie problématique, car il reprenait le principe de la brigade de choc de la première guerre mondiale, l'esthétique rebelle sans délimitations culturelles et politiques, etc. C'était une révolte populaire épidermique, née sur le terrain de la contre-violence face aux violences fascistes.

A l'été 1921, s'ouvra ainsi un débat au sein du PCI pour décider de la conduite à tenir vis à vis de ces brigades. Le PSI réformiste et son syndicat la CGL venaient alors juste de signer une trêve avec les fascistes (le *Pacte de Pacification*, qui tiendra jusqu'à novembre de la même année), et en ont profité dans le même temps pour dénoncer les *Arditi Del Popolo*, dont justement de nombreux membres étaient des socialistes.

Antonio Gramsci opta pour un rapprochement et un soutien de ce mouvement de masse :

« Les masses laborieuses qui ont continué à soutenir le PSI après la scission étaient persuadées que le mot d'ordre de non-résistance lancé par celui ci était en fait un masque tactique, qui servait à la préparation d'une grande initiative stratégique contre le fascisme. Ceci explique le grand enthousiasme avec lequel fut accueillie l'apparition des Arditi Del Popolo.

Beaucoup d'ouvriers croyaient que la prédication de non-résistance était en fait mise en avant par le Parti Socialiste et par la Confédération Générale du Travail pour minutieusement organiser le corps des Arditi Del Popolo, pour donner une forme solide et cohérente à l'insurrection populaire.

Cette illusion s'est désormais évanouie. Les grandes masses populaires doivent maintenant se convaincre que derrière la position des réformistes il n'y avait rien.

Si de nombreux socialistes (aussi bien parmi les plus droitiers) ont participé à la création des premiers noyaux d'Arditis, il est désormais certain que la fulminante diffusion de l'initiative n'as pas été poussée par un plan général, préparé par le PSI, mais était dû simplement à l'état d'esprit se généralisant dans le pays, à la volonté d'insurrection qui couvait dans les larges masses. Tout ceci fut dévoilé à l'occasion du Pacte de Pacification, lequel ne pouvait que déterminer une période de reflux dans le mouvement de défense prolétarienne. »

L'Internationale Communiste défendit la même ligne et expédia alors cette lettre :

« Le PCI doit pénétrer immédiatement et énergiquement le mouvement des Arditi, s'entourer d'ouvriers et convertir en sympathisants les éléments petits bourgeois, dénoncer les aventuriers et les écarter des postes de direction, placer des éléments de

confiance à la tête de mouvement.

Le Parti Communiste est le cerveau et le cœur de la classe ouvrière, il n'y a aucun mouvement auquel participe la classe ouvrière qui ne soit trop « bas » ou trop impur (...).

Votre jeune parti doit utiliser toutes les opportunités de contact direct avec les larges masses et vivre avec elles. Pour notre mouvement il est toujours préférable de commettre des erreurs avec les masses que loin d'elles, enfermé dans un cercle de dirigeants de parti, affirmant leur chasteté par principe. »

Toutefois, la majorité des cadres du Parti, dirigé par Amadeo Bordiga et sa ligne de « purisme » révolutionnaire, décidèrent de se tenir à l'écart des *Arditi*, de peur d'affaiblir leur propre organisation armée en se dispersant et de corrompre la direction idéologique du mouvement.

Il sera même envoyé un émissaire pour faire savoir aux *Arditi* que leurs dirigeants étaient des provocateurs et que le PCI appelait les communistes à quitter leurs rangs.

Il est vrai que la situation était complexe : ainsi, si à Parme les fascistes, pourtant composés de 15 000 fascistes, se brisèrent en 1922 à la résistance populaire, avec surtout les *Arditi*, on voit qu'il y a dans le mouvement une *légion prolétarienne Filippo Corridoni*, du nom d'un syndicaliste révolutionnaire partisan de la participation à la première guerre mondiale et proche de Benito Mussolini, qui le présentera par la suite comme une grande figure historique.

On a ici un mouvement d'une très grande ambiguïté, avec une nature à la fois rebelle et irrationnelle, largement ouverte culturellement au romantisme nationaliste.

Au final, les *Arditi del Popolo* ne purent se maintenir, leur formation étant trop spontanée, sans aucune ossature idéologique et culturelle, voire littéralement poreux au fascisme ; en octobre de la même année, on ne comptait déjà plus que 5 000 *Arditi*, et le mouvement s'éteignit rapidement de lui-même, mis en quarantaine par les organisations ouvrières et privé de direction stratégique conséquente.

Ce fut une perte d'énergie populaire considérable, et, de par l'ampleur du désastre face au fascisme, la gauche devait faire vite.

Pourtant, la seule chose qu'elle fut en mesure de faire, c'est de tenter une unité syndicale. Idéologiquement et culturellement, la gauche était battue : il ne restait que la substance commune à toutes les structures de gauche, le seul dénominateur commun : le syndicalisme.

Le constat sur ce point est facile à faire au niveau du PCI. C'est un parti de combat syndical, strictement équivalent au PCF de Maurice Thorez en France dans les années 1930.

En mars 1922, il y a au PCI de Turin seulement neuf intellectuels, un professeur et trois avocats, à Gênes les chiffres sont de respectivement 10, 1 et 6, ainsi que de 13, 5 et 4 à Milan, 4, 0 et 3 à Bologne, 10, 8 et 0 à Florence, 41,3 et 2 à Rome, 9, 4, et 0 à Naples, pratiquement rien pour les autres localités.

Seulement 0,5% des membres sont des intellectuels ; la démarche ne possède pas de socle

idéologique et culturel développé. Reflet de ce positionnement syndicaliste éloigné du travail du Parti, il n'y a que très peu de permanents : 5 sont membres de l'Exécutif de l'Internationale Communiste, 1 est secrétaire de la Fédération de jeunesse, 4 sont des inspecteurs propagandistes, à quoi s'ajoute 12 employés et commissionnaires. A côté de cela, seulement 3 fédérations disposent de permanents.

La presse est, quant à elle, en déficit ; son tirage est faible : 45 000 pour le quotidien *l'Ordine Nuovo* (*l'Ordre Nouveau*), 16 000 pour *Il lavoratore* (*Le travailleur*) bi-hebdomadaire, pas plus de 10 000 quand il passe quotidien.

Le premier quotidien est basé à Turin et dirigé par Antonio Gramsci qui reçoit 1294 lires comme salaire, le second est basé à Trieste et dirigé par Palmiro Togliatti, avec 1500 lires comme salaire, alors que la sténo, non communiste, en touche 2000.

l'Ordine Nuovo dispose de deux rédacteurs, trois chroniqueurs, une sténo, une dactylo, trois commissionnaires, cinq employés, alors que *Il lavoratore* a cinq rédacteurs et deux chroniqueurs, en plus de la sténo.

Tout cela est très peu, qualitativement et quantitativement ; même *Le Syndicat rouge* édité par le comité syndical ne dépasse pas 15 000 exemplaires, l'organe de la jeunesse *Avant-Garde* fait tout juste un peu mieux avec 25 000 exemplaires.

La seule base, réelle, était le syndicalisme ouvrier, sans autre perspective. Ce qui était valable pour le PCI était valable pour le reste de la gauche ; c'est pourquoi fut fondée une organisation unitaire, une *Alleanza del Lavoro* – alliance du travail – regroupant en 1922 les organisations syndicales de la gauche, sur la base de l'unanimité pour décider des actions.

On y retrouve évidemment la *Confederazione Generale del Lavoro* lié au PSI et marquée par une présence communiste : au congrès de Livourne de 1921, les communistes obtinrent 288.000 voix contre 556.000 aux socialistes dans les Chambres du travail, 136.000 contre 798.000 dans les fédérations de métiers.

Mais on a également *l'Unione Sindacale Italiana*, d'orientation syndicaliste révolutionnaire, historiquement opposé à la CGL ; même durant le *biennio rosso*, il n'y avait pas eu d'unité. L'USI n'a d'ailleurs accepté de participer qu'avec la précision qu'elle n'accepte que l'action directe.

On a aussi *l'Unione Sindacale del Lavoro* et la *Federazione Italiana del Mare*, ainsi que parfois localement des structures catholiques.

A la direction de l'alliance, les réformistes dominant entièrement, avec les 5 représentants de la CGL, un représentant de la Fédération des travailleurs des ports (le second étant « syndicaliste »), un représentant du syndicat des chemins de fer.

Le second représentant de ce dernier syndicat est anarchiste, tout comme les deux représentants de l'Union Syndicale. On a, enfin, deux syndicalistes républicains représentant l'Union italienne du travail.

L'Alliance est donc une initiative purement défensive, visant des revendications sociales ; ce n'est

pas un Front populaire capable d'initiative. C'est cependant la dernière chance, comme le constate Antonio Gramsci :

« Des ministères ont été renversés, on a cru trouver une limite aux prétentions des industriels, en nommant une commission d'enquête tout exprès, mais toutes les promesses, toutes les tentatives se sont soldées sur ce terrain au détriment des ouvriers.

C'est donc la réalité qui a entraîné l'adhésion du prolétariat à la lutte générale. Sous la poussée de cette conviction, qui a pénétré dans la conscience des ouvriers, même les plus hostiles au front unique ont dû modifier leur attitude et s'orienter bon gré mal gré, vers l'action de toutes les forces ouvrières, déployées sur un unique champ de bataille. Cette même force féconde de l'unité a donné naissance en Italie à l'organisme de l'Alliance du travail dans laquelle les ouvriers placent aujourd'hui toutes leurs espérances de lutte.

L'Alliance du travail est comme la nouvelle forteresse, dans laquelle la classe ouvrière espère enfin trouver la raison de sa sérénité.

Pour cette raison même, grande est la tâche de l'Alliance du travail en ce moment décisif pour la vie du prolétariat italien.

En demandant qu'intervienne à leurs côtés l'Alliance du travail, les métallos du Piémont et de Lombardie n'avaient certainement pas pour but de faire peser une menace, afin d'obtenir un geste de solidarité des plus vagues, mais ils l'ont fait en étant fermement persuadés que c'est seulement en combattant sous le drapeau de l'unité prolétarienne qu'il est possible de faire face aujourd'hui à l'offensive patronale.

Si cette vérité n'est pas entendue aujourd'hui de ceux qui portent la responsabilité de la totale défaite de la classe ouvrière, cette dernière a bien le droit de demander demain des comptes aux responsables, en leur faisant expier par le sang leurs lâchetés et leurs trahisons. » (L'expérience des métallurgistes en faveur d'une action généralisée, 23 mai 1922)

Les communistes, à ce titre, poussent dans la CGL : en novembre 1921, la motion communiste pour une grève générale nationale, alors qu'il y a 600 000 personnes au chômage, obtient 415 712 voix, le refus triomphant avec 1 466 000 voix, mais témoignant de la polarisation.

La première manifestation publique de l'*Alliance du travail* se déroule d'ailleurs à Milan, fin mars 1922, à l'occasion d'un cortège funéraire d'Emilio Corazza, un ouvrier tué par les fascistes. En mai a lieu une très grande manifestation à Rome, ville où est même proclamée par la suite la grève générale, dans un contexte d'affrontements, y compris armés.

Mais la grande catastrophe se produit lors du congrès de la CGL, à Gênes, plus tard dans l'année. Pas moins de cinq motions sont présentées. Les réformistes, partisans du refus de la lutte pour tenter d'arriver à un gouvernement dont le PSI est une composante, reçoit 537 651 voix, alors que les centristes en ont 43 533.

La gauche est plus forte, mais elle est incapable de s'unir : les communistes obtiennent 253 558 voix et du côté de la gauche du PSI les maximalistes ont 247 433 voix, les partisans de la IIIe

Internationale 37 734.

La conséquence est fatale : alors que l'*Alliance du travail* parvient à appeler à une grève générale, dite « grève légale », le 31 juillet 1922, la réaction fasciste est immense et d'une extrême violence, avec l'appui de l'État, et finalement la CGL et l'Union italienne du travail reculent. La voie est libre pour la prise du pouvoir par Benito Mussolini.

Amadeo Bordiga et le bordiguisme

Né en 1889, Amadeo Bordiga a été le premier dirigeant du Parti Communiste d'Italie, sa grande figure théorique. A ce titre, il a une responsabilité absolue dans la défaite du PCI.

Amadeo Bordiga était quelqu'un se plaçant directement dans la lignée du syndicalisme révolutionnaire, rejetant la politique : à ses yeux, le Parti Communiste jouait le rôle moteur, comme le syndicat pour les syndicalistes révolutionnaires, et c'était absolument suffisant pour le processus révolutionnaire.

Le Parti Communiste ne peut d'ailleurs, selon Amadeo Bordiga, exister qu'en période révolutionnaire ; il est le vecteur de la révolution lui-même. Pour cette raison, du moment qu'il y a un Parti Communiste qui est fondé, il doit refuser tout lien avec les institutions, pour des raisons de cohérence tactique.

Amadeo Bordiga prône, et à sa suite le courant qu'on appellera le bordiguisme, la réfutation intégrale de toute participation à la vie sociale, politique, culturelle, idéologique, scientifique, en raison de l'affirmation de l'autonomie intégrale du prolétariat.

Cette notion d'intégralité est typiquement italienne ; si Amadeo Bordiga et Antonio Gramsci ne l'utilisent pas, elle est au cœur de leur démarche, de par la base syndicaliste révolutionnaire et le fascisme, quant à lui, parlera de syndicalisme intégral.

Pour cette raison, Amadeo Bordiga a joué un rôle terriblement négatif au début des années 1920, en refusant tout front unique, tout front antifasciste, au nom d'une lecture catastrophiste du monde. Dans l'article *Le régime à la dérive*, publié dans *L'Ordre Nouveau* du 26 juillet 1922, il explique sans ambages :

« Les fascistes veulent jeter à terre la barque parlementaire ? Mais nous en serons très contents.

Les collaborationnistes veulent la grève générale qu'ils ont toujours contrecarrée et sabotée pour la défense directe et effective des travailleurs si elle s'avère nécessaire pour les manœuvres de la crise ? Très bien.

Le plus grand danger est encore et toujours qu'ils se mettent tous d'accord pour ne pas remuer les eaux pour une solution parlementaire et légale. »

La position de Amadeo Bordiga, largement exposé dans ses *Thèses de la fraction communiste abstentionniste du P.S. Italien* en 1920, n'est pas originale ; elle rejoint à bien des égards la position de ceux qui se désigneront comme la « gauche allemande » et la « gauche hollandaise », bien que

dans ces cas, ils mettent en avant les Conseils, et non comme Amadeo Bordiga, le Parti Communiste.

La gauche dite germano-hollandaise réfutait la centralisation au nom de la démocratie à la base ; Amadeo Bordiga fait la théorie inverse : la démocratie est une notion ouvertement rejetée – il conceptualise cela dans son article *Le principe démocratique* – au profit du seul centralisme.

C'est pour cela que ces prétendues gauches – italienne d'un côté, germano-hollandaise de l'autre – seront dénoncées par Lénine dans son fameux écrit sur le gauchisme comme maladie infantile du communisme. Amadeo Bordiga n'hésitera pas à défendre son point de vue devant l'Internationale Communiste ; par la suite, il expliquera qu'il était en accord avec Lénine du point de vue programmatique, mais avec des divergences sur la tactique.

Dans le contexte italien, Amadeo Bordiga a surtout théorisé, par exemple dans son article de 1921 intitulé *Le Fascisme*, la conception du dédoublement du programme de la bourgeoisie : démocratie bourgeoise et fascisme convergent vers le même but, à savoir empêcher l'avènement de la révolution.

Aux yeux de Amadeo Bordiga, le fascisme et la démocratie bourgeoise ne se distinguent pas, c'est le même phénomène. Dans les *Thèses de Rome*, en 1922, il explique ainsi :

« Il pourra arriver que le gouvernement de gauche laisse des organisations de droite, des bandes blanches de la bourgeoisie mener leur action contre le prolétariat et, bien loin de réclamer l'appui de ce dernier, lui refuse le droit de répondre par les armes.

Dans ce cas, les communistes dénonceront la complicité de fait, la véritable division du travail entre le gouvernement libéral et les forces irrégulières de la réaction, la bourgeoisie ne discutant plus alors des avantages respectifs de l'anesthésie démocratico-réformiste et de la répression violente, mais les employant toutes les deux à la fois. »

Pour Amadeo Bordiga, le fascisme n'est d'ailleurs qu'une forme de la démocratie bourgeoise elle-même, un simple facteur répressif. Seule la révolution est à l'ordre du jour et le capitalisme ne peut exister que sous la forme démocratique bourgeoise, aussi les communistes doivent-ils être les plus anti-démocratiques. Dans *Sur le cadavre de la démocratie*, Amadeo Bordiga résume de la manière suivante sa thèse, selon laquelle le fascisme n'est qu'un avatar temporaire, qui ramènera inéluctablement un système démocratique bourgeois :

« L'idéologie anti-démocratique du fascisme ne contient donc rien de respectable et de vivant.

Parti du mensonge démocratique, le fascisme y retournera ; et comme il s'agit d'un cadavre, il en partagera le sort, sans ouvrir au régime actuel les horizons d'une nouvelle histoire. »

Amadeo Bordiga n'a donc nullement compris que le fascisme était d'une substance différente de la démocratie bourgeoise ; il ne voit pas les monopoles, le rôle du capital financier. Le capitalisme est pour lui une forme statique, pouvant apparaître comme démocratie bourgeoise, comme fascisme, ou les deux simultanément. Tout front antifasciste est donc, par définition, contre-révolutionnaire.

Amadeo Bordiga a ici inauguré une ligne anti-fasciste qui sera toujours celle de l'ultra-gauche, y compris trotskyste ; à l'opposé des communistes qui soutiennent la ligne comme quoi la démocratie s'oppose au fascisme, l'ultra-gauche explique que la révolution seule s'oppose au fascisme. Il faut donc s'opposer coûte que coûte à l'antifascisme.

On a un excellent exemple de convergence de cette ultra-gauche lorsqu'on voit que, durant la guerre d'Espagne, la « colonne Lénine » du POUM – le parti d'ultra-gauche en Catalogne – était composée de bordiguistes et de trotskystes ayant décidé de rejoindre l'Espagne.

Dans le contexte italien, Amadeo Bordiga a saboté l'unité avec la gauche, sur une base unitaire antifasciste. A ce titre, il fut considéré par l'Internationale Communiste comme un gauchiste de type trotskyste et expulsé.

La marche sur Rome

La marche sur Rome est l'événement le plus connu du fascisme italien. Il est souvent associé à la prise du pouvoir en tant que tel, ce qui est tout à fait erroné : avec cette marche, le fascisme a progressé d'une étape, mais il ne possède pas encore réellement le pouvoir.

Ce qui se passe est que, après que les faisceaux italiens de combat se soient lancés contre la gauche par la violence, il y a une tentative de capitaliser cela politiquement avec la fondation, le 9 novembre 1921, d'un Parti National Fasciste (PNF).

Benito Mussolini tente, par cette manœuvre, d'unifier un mouvement disparate. Avant la fondation du PNF, les 2200 faisceaux regroupent 320 000 personnes, dont la majorité consiste en des étudiants, des employés, des commerçants et artisans, des propriétaires terriens.

Il parvient à réaliser son coup politique en faisant défiler à Rome, le 22 octobre 1922, 30 000 chemises noires, sous la pluie et avec la passivité de 28 000 soldats, alors qu'à Naples se rassemble deux jours après 60 000 chemises noires pour le conseil national du PNF.

Le Parti Socialiste ne prend pas les choses au sérieux et alors qu'il scissionne, son nouveau dirigeant part à Moscou dans une délégation. De son côté, le PCI appelle à la grève générale, mais elle est réfutée ouvertement par le syndicat CGdL :

« La CGdL, au moment où la passion politique s'embrase et que des forces étrangères aux syndicats ouvriers se disputent violemment la possession du pouvoir, ressent le besoin précis de mettre en garde les travailleurs contre les spéculations de partis ou de groupements politiques qui ont l'intention d'entraîner le prolétariat dans une contestation à laquelle nous devons absolument rester étrangers pour ne pas compromettre notre indépendance. »

Dans ce contexte, le roi Victor-Emmanuel III décide alors de nommer, le 29 octobre, Benito Mussolini chef du gouvernement à la place du libéral Luigi Facta qui voulait instaurer l'état d'urgence, alors que 25 000 chemises noires défilent dans Rome. Benito Mussolini devient alors, en plus du président du conseil, ministre tant de l'intérieur que des affaires étrangères, alors que des fascistes sont aux commandes de la justice, des finances et des terres libérées, tous les autres postes étant confiés à tous les partis, sauf le PSI et le PCI.

Les fascistes procédèrent d'ailleurs immédiatement à la mise à sac, avec l'aide de la police, de tous les journaux de gauche : la *Voix Républicaine*, l'*Ordre Nouveau*, l'*Avanti !*, le *Communiste*, avec dans ce dernier cas le rédacteur Palmiro Togliatti s'enfuyant par les toits héroïquement, échappant in extremis à un peloton d'exécution.

On notera que Benito Mussolini avait même demandé qu'il y ait un ministre du syndicat CGdL, mais la droite y avait mis son veto. Et lorsque 306 députés contre 116 votent pour Benito Mussolini, ce dernier salue la décision... de ne pas le soutenir faite par Ludovico D'Aragona, secrétaire général de la CGdL, au nom de l'indépendance syndicale par rapport à la politique.

De fait, Benito Mussolini n'a pas de majorité. Aux élections de 1921, sa liste était un front intitulé « blocs nationaux » avec, en plus du Parti National Fasciste, l'Associazione Nazionalista Italiana (ANI) d'Enrico Corradini et d'autres regroupements nationalistes, ainsi que des libéraux soutenant Giovanni Giolitti, qui fut premier ministre à de nombreuses reprises et notamment de juin 1920 à juin 1921.

Elle avait obtenu un peu plus de 1,2 million de voix, soit 19,7 %, avec 105 sièges sur 535, dont 35 pour le PNF, 20 pour l'ANI.

Or, le PSI avait obtenu plus de 1,6 million de voix, soit 24,7 % et 123 sièges et le Parti populaire italien, d'orientation catholique sociale, plus de 1,3 million de voix, soit 20,4 % des voix et 108 sièges. Le PCI, de son côté, avait reçu plus de 304 000 voix, soit 4,6 % et 15 sièges.

Si Benito Mussolini voulait avoir un gouvernement stable et dépasser sa situation de minorité avec 35 députés, il lui fallait conquérir la majorité, en brisant le PSI et en scindant le Parti Populaire italien pour qu'une partie le rejoigne.

Le PSI et le PCI ne pensaient pas que cela soit faisable : ils s'attendaient à une répression, mais dans un cadre légal ou para-légal. A leurs yeux, le fascisme serait intégré lentement, mais sûrement, dans les institutions. Pourquoi en serait-il autrement, alors que le *biennio rosso* avait échoué, que le prolétariat avait vu ses principales structures pratiquement démantelées ?

Dans son article pour l'*Internationale Communiste sur les origines du cabinet Benito Mussolini*, Antonio Gramsci ne parle ainsi pratiquement pas des fascistes : pour lui, c'est juste un aléa de la vie politique italienne.

Dans l'*Ordre Nouveau*, qui paraît désormais clandestinement, on lit le 21 novembre 1922, dans la déclaration du PCI quant à sa presse supprimée par les fascistes, on peut lire :

« La fusion de tous les partis bourgeois autour du fascisme est une confirmation de l'exactitude de notre critique. Le fascisme au gouvernement démontre beaucoup mieux que certaines de nos conférences qu'une période révolutionnaire s'est ouverte.

La mort de la démocratie coïncide avec l'agonie de la classe dominante.

Que demande le prolétariat au nouveau gouvernement ? Rien. Nous donnerez-vous peu ou beaucoup de libertés ? Nous nous servons de cette liberté que vous nous donnerez. Les bribes de libertés n'existeront que quelques heures et nous les emploierons de manière rentable.

Vous, les fascistes, vous êtes les continuateurs et les héritiers légitimes de toute la tradition politique de la bourgeoisie italienne. »

La gauche italienne n'avait pas compris que le fascisme n'était pas une simple forme particulière de la démocratie bourgeoise, mais sa transformation nécessaire sous la pression des monopoles, dans le cadre de la concurrence au sein même des fractions de la bourgeoisie.

1923, l'année terrible

Les avancées énormes du fascisme ont deux conséquences à gauche. La première est l'organisation militaire du PCI, la seconde la scission du Parti Socialiste italien.

A partir de 1921 et du tournant de 1922, le PCI dispose de structures clandestines qui sont progressivement efficaces, principalement dans les villes : Turin est son bastion, à quoi il faut ajouter Milan et Rome, ainsi que Novara, Trieste et Gênes.

En fait, à partir de 1922, le PCI n'a plus de structures légales réellement actives ; nombre de ses membres sont licenciés, les isolant socialement. A cela s'ajoute des capitulations, au point que le nombre d'adhérents est passé de 42 956 à la fin de 1921 à 24 638 en septembre 1922.

De son côté, le PSI n'envisage pas du tout la clandestinité. Il est cependant profondément divisé, avec plusieurs fractions ; finalement, en octobre 1922, les réformistes avec à leur tête Filippo Turati et Giacomo Matteotti sont battus, avec 29 119 voix contre 32 106 pour la gauche.

Cela aboutit à l'exclusion de l'aile droite, qui forme alors le *Partito Socialista Unitario*, avec comme organe de presse *La Giustizia* (La Justice), emportant 61 parlementaires et de nombreux cadres des syndicats et des coopératives.

Le PSI bascule à gauche, avec 25 000 militants et 30 députés et envoie une délégation au IV^e congrès de l'Internationale Communiste, qui décide – contre la direction du PCI – de faire fusionner le PCI et le PSI dans un Parti communiste unifié d'Italie.

Dans la résolution sur la question italienne, on lit ainsi notamment :

« L'absence d'un parti ouvrier révolutionnaire décida du sort de la classe ouvrière, consacra sa défaite et prépara le triomphe actuel du fascisme. La classe ouvrière n'a pas su trouver suffisamment de forces, au point culminant de son mouvement, pour s'emparer du pouvoir ; voilà pourquoi la bourgeoisie, en la personne du fascisme, son aile la plus énergique, réussit bientôt à faire mordre la poussière à la classe ouvrière et à établir sa dictature.

Nulle part, la preuve de la grandeur du rôle historique d'un Parti Communiste pour la révolution mondiale n'a été fournie d'une façon plus nette que dans ce pays, où précisément, faute d'un tel parti, le cours des événements a pris une tournure favorable à la bourgeoisie.

Non pas qu'il n'y ait pas eu en Italie, pendant ces années décisives, de parti ouvrier : le vieux Parti Socialiste était considérable par le nombre de ses membres et jouissait, extérieurement du moins, d'une grande influence. Mais il abritait dans son sein des

éléments réformistes qui le paralysaient à chaque pas.

Malgré la première scission qui avait eu lieu en 1912 (exclusion de l'extrême-droite) et en 1914 (exclusion des Francs-Maçons), il restait encore dans le Parti Socialiste Italien, en 1919-1920, un grand nombre de réformistes et de centristes. A tous les moments décisifs, les réformistes et les centristes étaient comme un boulet aux pieds du Parti. Nulle part ils n'étaient autre chose que des agents de la bourgeoisie dans le camp de la classe ouvrière (...).

Si la classe ouvrière italienne est obligée en ce moment de reprendre, pour ainsi dire, par le commencement, un chemin terriblement dur à parcourir, c'est parce que les réformistes ont été trop longtemps tolérés dans le Parti Italien.

Au début de 1921 se produisit la rupture de la majorité du Parti Socialiste avec l'Internationale Communiste. A Livourne, le centre préféra se séparer de l'Internationale Communiste et de 58.000 communistes italiens, simplement pour ne pas rompre avec 16.000 réformistes.

Deux partis se constituèrent : d'une part, le jeune Parti Communiste qui, en dépit de tout son courage et de tout son dévouement, était trop faible pour mener la classe ouvrière à la victoire ; d'autre part, le vieux Parti Socialiste dans lequel, après Livourne, l'influence corruptrice des réformistes alla grandissante. La classe ouvrière était divisée et sans ressources. Avec l'aide des réformistes, la bourgeoisie consolida ses positions (...).

La situation générale en Italie, surtout après la victoire de la réaction fasciste, exige impérieusement la fusion rapide de toutes les forces révolutionnaire du prolétariat. Les ouvriers italiens reprendront courage s'ils voient se produire, après les défaites et les scissions, une nouvelle concentration de toutes les forces révolutionnaires. »

Cependant, la fusion ne va pas se réaliser : la direction du PCI, par l'intermédiaire d'Amadeo Bordiga, ne la veut pas, pas plus d'ailleurs qu'Antonio Gramsci au final même s'il est davantage ouvert pour que le PSI soit avalé. Or, le PSI ne le veut justement pas et toute une fraction se lève contre ce qui est considéré comme sa disparition pure et simple.

De son côté, le gouvernement n'attend pas et entend précisément empêcher cette fusion qui formerait un réel bloc antifasciste. Au début de l'année 1923, 5 000 communistes sont arrêtés, soit tous les militants ayant des responsabilités publiques en tant que chefs de fédération et de section, élus, responsables syndicaux, etc. Giacinto Serrati est arrêté dès son retour de Moscou.

Entre février et avril 1923, Amadeo Bordiga est en prison, ainsi que pratiquement tout le Comité Central, 72 secrétaires fédéraux, 41 secrétaires des organisations de jeunesse de province. Il ne reste plus qu'environ 5000 communistes militants, largement éparpillés : on en retrouve 120 à Rome, 54 à Naples, 78 à Gênes, 34 à Pise, 15 à Mantoue, 50 à Bologne, 68 à Turin, etc.

Le PCI doit alors organiser des fonctionnaires du Parti vivant dans la clandestinité, abandonnant tous leurs anciens liens pour s'immerger comme « monsieur et madame tout le monde » dans des zones où ils organisent la presse clandestine, des caches, des planques, les liens entre les cellules clandestines, au départ par des « interrégionales » (Piémont et Ligurie ; Lombardie et Emilie ;

Veneto et Vénétie Julienne ; Toscane, Ombrie, Marches, Latium et Abruzzes ; Mezzogiorno).

Voici ce que donne par exemple une circulaire communiste à Ravenne comme conseil face à la répression :

« La police et la magistrature essaieront d'arracher des informations et des dates en interrogeant les camarades arrêtés, en utilisant tantôt la manière violente, la menace, tantôt la manière polie et la flatterie, avec une négligence apparente.

Il arrive souvent que nos camarades aient l'illusion de mieux s'en tirer en donnant des demi informations et en jouant d'astuce.

Cette attitude conduit presque toujours l'interrogé à s'empêtrer dans des contradictions, des omissions, des réticences, des sottises dont l'interrogateur se sert pour le faire chanter.

L'interrogateur a souvent recours à un système de feinte délation, de fausse trahison de la part de camarades pour ébranler l'esprit de l'interrogé, pour lui faire croire qu'il est vain de nier et le pousser à la délation.

Le camarade arrêté ou également interrogé, s'il n'est pas sûr de lui, qu'il nie quelle que soit la question et quelle que soit la manière dont elle est posée : sur les choses du Parti, sur ses membres, ses dirigeants, sur leur travail etc... »

Un élément décisif est également le fait que la répression provoque l'émigration de 100 000 personnes membres de la gauche italienne. L'apathie, le désespoir et l'esprit de capitulation prédominent dans les masses. Les syndicats se retrouvent souvent avec 5 % de leurs membres, alors qu'au niveau national la CGdL voit son nombre d'adhérents passer de 900 000 à 300 000, 30 000 cheminots sont licenciés, les salaires diminuent jusqu'à 50 %, le chômage touche pratiquement 500 000 personnes, la journée de huit heures est de moins en moins respectée.

Les syndicats sous l'égide du fascisme ont, de leur côté, 1,295 million de membres, la majorité dans les campagnes.

Le 1er mai est même remplacé par le « Noël de Rome », le 21 avril, en tant que fête du travail, avec toutefois une série de grèves le 1er mai, dont 20 000 ouvriers à Testaccio, un quartier de Rome. La situation est proche à Gênes, Parme, Milan, Florence et Bari, alors que le drapeau rouge est hissé sur le principal bâtiment de Turin, la Mole Antonelliana.

Le PCI est battu : il ne lui reste plus qu'à renaître.

Gramsci remplace Bordiga

L'Internationale Communiste, depuis le début, a un problème avec la direction du PCI, qui n'hésite pas à faire comme bon lui semble, au nom de la révolution qui serait imminente dans toutes les situations, ce qui nécessiterait une position ultra-gauchiste afin d'apparaître comme la seule option aux yeux des masses.

Lorsque l'Internationale Communiste exige que le Parti Communiste d'Italie fusionne avec le Parti

Socialiste italien, Amadeo Bordiga qui est emprisonné parvient à exposer sa ligne dans ses messages : il faut dire non et rejeter l'Internationale Communiste.

La rupture est alors complète et l'Internationale Communiste peut enfin remplacer la direction du PCI, ce qui se réalise à la mi-1924, avec enfin un poste de secrétaire général qui est formé, Antonio Gramsci assumant cette fonction.

A l'opposé complet d'Amadeo Bordiga qui n'a pas de formation intellectuelle et a toujours été un activiste de type syndicaliste révolutionnaire, Antonio Gramsci a étudié pendant longtemps, en partie également de par sa santé extrêmement fragile, le rendant vite exténué ; il a ainsi obligatoirement besoin d'un camarade pour l'épauler physiquement.

Le grand problème est qu'Antonio Gramsci a un fond idéologique qui est également syndicaliste révolutionnaire, comme l'ont montré ses positions purement conseilliste au tout début des années 1920. Il n'a pas compris le matérialisme dialectique et il considère ainsi comme une question tout à fait secondaire la question de la dialectique de la nature.

Toutefois, Antonio Gramsci progresse. Il est l'envoyé du PCI à Moscou de mai 1922 à décembre 1923, avant de passer ensuite six mois à Vienne, jusqu'en mai 1924. Il échappe à l'influence de la culture syndicaliste révolutionnaire du PCI et comprend le fonctionnement de l'Internationale Communiste.

En septembre 1923, il établit ainsi le plan d'un quotidien destiné à la gauche en général, porté par le PCI et la gauche du PSI, qui se fait d'ailleurs expulser du PSI, avec notamment Fabrizio Maffi, Giacinto Menotti Serrati, Ezio Riboldi, Francesco Buffoni, Mario Malatesta.

Il a enfin compris la question du front et il pose la nécessité d'une conformité avec la situation italienne, dans la logique de la Pensée-Guide ; voici comment il expose son point de vue à l'Internationale Communiste :

« Je propose comme titre « L'Unité » qui aura une signification pour les travailleurs et une signification générale, parce que je crois qu'après la décision de l'Exécutif élargi nous devons accorder de l'importance, tout spécialement, à la question méridionale, c'est à dire à la question où se pose le problème des rapports entre ouvriers et paysans.

Il se pose non seulement comme un rapport de classe mais également et particulièrement comme un problème territorial, c'est à dire comme un aspect de la question nationale. Je pense personnellement que le mot d'ordre de « gouvernement ouvrier et paysan » doit être adapté en Italie de la manière suivante : « République fédérale des ouvriers et des paysans ».

Je ne sais pas si le moment actuel est favorable à cela mais je crois que la situation que le fascisme est en train de créer et la politique coopérative et protectionniste des confédérations amènera notre Parti à ce mot d'ordre. A ce propos je suis en train de préparer un rapport que vous examinerez et discuterez.

Si cela s'avère utile, après quelques numéros, on pourra commencer une polémique dans le journal sous des pseudonymes et voir quelles répercussions cela aura dans le pays et dans les couches de gauche des populistes et des démocrates qui représentent

des tendances réelles de la classe paysanne qui ont toujours dans leur programme de mot d'ordre de l'autonomie locale et de la décentralisation.

Si vous acceptez la proposition du titre « L'Unité » vous laisserez le champ libre pour une solution de ces problèmes et le titre sera une garantie contre les dégénérescences autonomistes et les tentatives réactionnaires de donner des interprétations tendancieuses et policières aux campagnes que l'on pourra faire : je crois, d'autre part que le régime des Soviets, avec son centralisme politique donné par le Parti communiste et sa décentralisation administrative et sa colorisation des forces populaires locales, trouve une excellente préparation idéologique dans le mot d'ordre de « République fédérale des ouvriers et des paysans. »

De fait, la question méridionale est selon Antonio Gramsci la clef de l'histoire italienne et pour forger un corpus idéologique au PCI, il refonde également *L'Ordre Nouveau* comme organe idéologique et culturel. C'était également une demande de Palmiro Togliatti et d'autres camarades autour de lui, qui avaient formé en août 1923 *Lo Stato Operaio* – L'État Ouvrier – comme organe politique du PCI et qui voyaient un manque idéologique et culturel qu'à leurs yeux seul Antonio Gramsci pouvait combler.

Ce n'est pas tout : Antonio Gramsci comprend que contrairement à la Russie qui était arriérée, les pays capitalistes ont davantage développé des appareils culturels et idéologiques. Il constate ainsi :

« Amadeo... pense que la tactique de l'Internationale souffre de l'influence de la situation russe, c'est à dire d'une civilisation capitaliste arriérée et primitive.

Pour lui, cette tactique est extrêmement volontariste et théâtrale parce que ce n'est que par un immense effort de volonté que l'on pouvait obtenir des masses russes une activité révolutionnaire et que ce n'était pas déterminé par une situation historique.

Il pense que pour les pays plus évolués de l'Europe centrale et occidentale cette tactique est inadéquate et carrément inutile. Dans ces pays, le mécanisme fonctionne selon toutes les règles marxistes : c'est la détermination qui manque en Russie et c'est pourquoi le devoir, absorbant, devait être d'organiser le Parti en soi et pour soi.

Je crois que la situation est très différente. En premier lieu parce que la conception pratique des communistes russes s'est formée sur le terrain international et non sur le terrain national ; deuxièmement parce qu'en Europe centrale et occidentale, le développement du capitalisme a déterminé, non seulement la formation de larges couches prolétariennes mais que, également à cause de cela, s'est formée une couche supérieure de bureaucrates syndicaux et de groupes sociaux-démocrates.

La détermination qui existait en Russie et qui lançait les masses sur la voie de l'assaut révolutionnaire se complique en Europe centrale et occidentale à cause de toute cette superstructure politique créée par le développement plus grand du capitalisme, et rend l'action des masses plus lente et plus prudente et demande donc au Parti révolutionnaire toute une stratégie et une tactique bien différentes de celles qui furent nécessaires aux bolcheviques entre mars et novembre 1917. »

Pour cette raison, le Parti a une autre signification chez Antonio Gramsci que chez Amadeo

Bordiga. S'il considère que la rupture PCI-PSI a été juste et que le PCI forme vraiment le noyau de la révolution, il ne pense pas pour autant que l'Internationale Communiste ait tort pour autant. Aussi faut-il, selon lui, remettre en cause la conception du Parti qui a prévalu jusque-là. Dans une lettre du 9 février 1924, Antonio Gramsci dit ainsi, remettant en cause la conception pratique de construction du Parti selon Amadeo Bordiga :

« Le Parti n'a pas été conçu comme le résultat d'un processus dialectique dans lequel convergent le mouvement spontané des masses révolutionnaires et la volonté d'organisation et de direction du centre mais seulement comme quelque chose en l'air qui se développe en soi et pour soi et que les masses rejoignent quand la situation est propice et que la crête de la vague révolutionnaire arrive à sa hauteur ou bien quand la direction du Parti considère devoir commencer une offensive et s'abaisser vers les masses pour les stimuler et les conduire à l'action (...).

Certains pensent qu'une reprise prolétarienne peut et doit survenir au profit de notre Parti. Je crois que, au contraire, en cas de reprise, notre parti sera encore minoritaire, que la majorité de la classe ouvrière ira avec les réformistes et que la bourgeoisie démocratique libérale aura encore beaucoup à dire.

Que la situation soit activement révolutionnaire, je n'en doute pas ni qu'ensuite, dans une période de temps déterminé, notre Parti ait la majorité avec lui.

Mais si cette période n'est peut-être pas longue chronologiquement, elle sera indubitablement riche en phases supplétives que nous devons prévoir avec une certaine exactitude pour pouvoir manœuvrer et ne pas tomber dans des erreurs qui prolongeraient les expériences du prolétariat. »

Il y a ainsi un tournant Antonio Gramsci : la parenthèse Amadeo Bordiga se referme, le Parti Communiste d'Italie redémarre son processus, après la faillite gauchiste.

Le fascisme au gouvernement

C'est donc une chose très importante à comprendre : en 1922, le fascisme ne prend pas le pouvoir, il prend seulement la tête du gouvernement.

Il y a une répression illégale menée par les squadristes, il y a des interdictions, mais le régime n'a pas changé officiellement de nature.

Ainsi, en 1923 l'État procède à un très vaste coup de filet anti-communiste, décapitant la direction du Parti Communiste d'Italie. Or, les 2000 personnes arrêtées ne le sont que pour peu de temps, quelques mois au maximum, 97 sont libérées pour manques de preuves alors que les 31 personnes passant en procès sont acquittées, sauf une condamnée à quatre mois de prison.

La sentence explique que, dans les faits, le PCI n'est pas interdit et qu'on ne peut pas condamner ses membres pour appartenance au PCI en s'appuyant sur les chefs d'accusation (association de malfaiteurs, incitation à la révolte et à la désertion militaire et à la conspiration pour renverser les pouvoirs constitutifs de l'État, incitation à la haine, etc.) :

« Le Parti communiste en Italie a été toléré et reconnu comme parti politique ; c'est

tellement vrai qu'après la scission survenue au Congrès socialiste de Livourne, il s'est affirmé comme tel au Parlement national par le truchement de ses représentants politiques. D'où le fait que les appartenants au dit parti, qui, bien que subversif, n'a pas été élevé au titre de crime par nos lois libérales, et ne peuvent, par leur profession de foi ou par les charges qu'ils peuvent occuper, constituer une association de malfaiteurs qui sont une forme typique et caractéristique de la délinquance sociale. »

Une note de l'agence officieuse du gouvernement dirigé par Benito Mussolini, la *Volta*, salue de la manière suivante cette décision :

« La sentence est simplement conforme à cette orientation de clémence et ces actes de pacification que le gouvernement fasciste s'est proposé d'accomplir pour la fête du premier anniversaire de la marche sur Rome, de sorte que la sentence, loin de la contredire, seconde et fait sienne l'inspiration de l'autorité politique. »

Ce qu'il s'agit de comprendre ici, c'est la tactique de Benito Mussolini, fonctionnant sur le principe du pouvoir parallèle. Le procès contre les communistes a servi à démanteler la direction du PCI, tout en permettant de présenter le PNF comme institutionnel.

Mais en même temps, il y a les actions violentes ininterrompues, souvent meurtrières, où la police et le fascisme marchent main dans la main. Le 10 décembre 1932, les fascistes saccagent une imprimerie à Milan d'où partait notamment « *Le syndicat rouge* » ; dans la foulée l'État suspend tous les journaux concernés.

Une semaine plus tard, les fascistes organisent une série de massacres à Turin, incendiant la Chambre du travail, saccageant les locaux de l'*Ordre Nouveau*, tuant 22 personnes ayant été ciblés précisément, notamment en allant à leurs domiciles, en blessant autant. Le sort du secrétaire du syndicat métallurgiste FIOM, Pietro Ferrero, est exemplaire de ce qui se passe : il est battu à mort, torturé, traîné par un câble accroché à un camion sur plusieurs centaines de mètres, avant de se voir arraché les yeux et les testicules.

Appelé par le préfet, Benito Mussolini explique qu'en tant que chef de fascistes, il regrette qu'il n'y ait pas plus de tués, qu'en tant que chef du gouvernement il se voit obligé de libérer les communistes emprisonnés. Le 22 décembre, il fait signer un décret par le roi promouvant une amnistie pour les crimes commis avec une fin « *même indirectement nationale* ».

Telle est la ligne de Benito Mussolini : avancer dans les institutions, exercer la pression dans la rue parallèlement pour démanteler le PSI et le PCI, la seule opposition réelle.

En 1922, le fascisme tue, mais il n'a pas systématisé son existence. Il s'agit là d'un processus pour toute une période et Benito Mussolini l'assume ouvertement ; dans son discours au parlement, il dit ainsi :

« Je me suis refusé de remporter une victoire éclatante, et je pouvais remporter une victoire éclatante. Je me suis imposé des limites. Je me suis dit que la meilleure sagesse est celle qui ne s'abandonne pas après la victoire. Avec trois cent mille jeunes armés, décidés à tout et presque mystiquement prêts à un de mes ordres, moi, je pouvais punir tous ceux qui ont diffamé ou tenté de salir le fascisme. Je pouvais faire de cette salle sourde et grise un bivouac de pantins : je pouvais barrer le Parlement et constituer un

gouvernement exclusivement de fascistes. Je pouvais : mais je n'ai pas, au moins dans ce premier temps, voulu. »

C'est là, en fait, un coup de bluff. Son gouvernement a le soutien de 316 députés, 116 s'opposant et 7 s'abstenant, mais le Parti National Fasciste n'a pas les moyens ni politiques ni militaires de renverser le régime, ce qu'il n'entend d'ailleurs pas faire.

L'objectif de Benito Mussolini est en effet de fusionner le fascisme comme mouvement avec les institutions, afin de les régénérer, et donc de les faire changer de forme, mais de l'intérieur. Le NSDAP ne fera pas autrement en Allemagne.

Ainsi, dès janvier 1923, Benito Mussolini fonde la *Milizia Volontaria per la Sicurezza Nazionale* – Milice volontaire pour la sécurité nationale. Cette structure, composée des chemises noires abandonnant donc leurs « faisceaux », est divisée sur le modèle de l'armée romaine, en légion, cohorte, centurie, manipule, etc.

Elle devient le bras armé du gouvernement à qui est prêté serment (et non au Roi comme cela devrait être le cas), permettant à Benito Mussolini d'avoir un bras armé disponible en plus des institutions elles-mêmes, qu'il ne maîtrise pas encore et qu'il compte happer par les chemises noires.

Il nomme ainsi des chefs de sections squadristes comme « *préfets volants* », formant un double pouvoir avec les institutions, légitimé et soutenu par les chemises noires.

Dans un même esprit, Benito Mussolini fonde un « *Grand Conseil du fascisme* » en décembre 1922. Il s'agit là encore d'une structure para-étatique, sans existence institutionnelle. L'objectif est de préparer le fascisme à la gestion, avec une sorte d'État fantôme cherchant à phagocyter le véritable État.

On retrouve dans ce Grand Conseil le « quadriumvirat » des dirigeants fascistes historiques ayant accompagné Benito Mussolini dans la marche sur Rome : Michele Bianchi, Emilio De Bono, Cesare Maria De Vecchi, Italo Balbo.

On a également le secrétaire du PNF (qui dirige le Grand Conseil) et le dirigeant de la *Milizia Volontaria per la Sicurezza Nazionale*, les président du Sénat, du parlement, de la Chambre des corporations, du tribunal spécial pour la sécurité de l'État, de l'Académie d'Italie, ainsi que ceux des confédérations fascistes (industrie, agriculture, travailleurs de l'industrie, travailleurs de l'agriculture).

A cela s'ajoutent les ministres des Affaires extérieures, de l'Intérieur, de la Justice, des Finances, de l'Éducation nationale, de l'agriculture et des forêts, des corporations, de la culture populaire.

A terme, ce Grand Conseil décidera en théorie de tout dans les institutions : depuis la nomination du successeur du Roi à celle du président du conseil des ministres, en passant par le choix des députés, la forme des différentes structures d'État, etc.

Le Grand Conseil est censé devenir la structure suprême, le noyau dur de l'État lui-même ; à ce titre, dès janvier 1923 est procédé à la dissolution de la garde royale. Benito Mussolini était républicain, mais ne toucha pas à la royauté, mise de côté afin de ne pas en rajouter dans la

problématique mise en place progressive du nouveau régime.

Benito Mussolini sait se présenter comme incontournable et de fait l'*Associazione Nazionalista Italiana*, portée par des factions de la haute bourgeoisie, rejoint le PNF, tout comme le secteur des cléricaux dits modérés du parti catholique *Partito Popolare Italiano*, les chrétiens-démocrates étant marginalisés.

L'esprit carriériste se retrouve dans la population : alors qu'en octobre 1922, le PNF avait moins de 300 000 adhérents, il en a 783 000 une année plus tard.

Benito Mussolini organisa alors la modification du code électoral, réalisée par le baron Giacomo Acerbo : le parti dépassant 25 % des voix recevrait les 2/3 des places de députés, les autres partis recevant le reste.

Tout était en place pour l'absorption du régime par le fascisme.

«un an de fascisme en Italie»

Ce qui caractérise la gauche italienne en 1923, c'est qu'à ses yeux le fascisme est déjà instauré depuis 1922 : celui-ci est compris comme une simple modalité de la démocratie bourgeoise.

Voici l'article *Un an de fascisme en Italie*, publié dans le journal communiste milanais *Lo Stato Operaio*, du 18 Octobre 1923, qui fait un état des lieux.

Un an après la soi-disant révolution fasciste, on ne peut rester indifférent au souvenir de ce qu'était le programme du fascisme à la veille de la conquête du pouvoir, et en examinant les résultats atteints pendant ce laps de temps. Une période de douze mois, dans cette époque vertigineuse durant lesquels les mois semblent des décennies, ne peut pas être considérée trop brève pour juger d'un gouvernement, même si ce dernier - comme celui fasciste en l'occurrence - déclare qu'avant d'accepter le jugement de qui que ce soit, il a besoin de "temps".

Le programme fasciste à la veille de la marche sur Rome pouvait se résumer ainsi:

Politique Interieure

a) Retour à l'ordre ; cela revient à dire plus de grèves, plus d'agitation ouvrière, davantage de squadriste (NDT: terme propre au fascisme de l'époque, emploi de la force par des bandes armées), et davantage de... bastonnades.

b) Collaboration entre les différentes classes sociales dans le but d'augmenter la production et de transformer la "divisée et belligérante population italienne, en un bloc unique et homogène face à l'étranger".

c) Résolution du problème des "classes moyennes", "courbées sous le poids de la haute finance et tenues à distance du prolétariat".

d) Lutte sans pitié contre toute forme de parasitisme et libération de l'industrie et de l'agriculture de toutes sortes de brides.

e) Rapide retour à l'équilibre des comptes de l'Etat.

Politique Extérieure: Rapide règlement de la situation en Tripolitaine grâce à une offensive "décisive" contre les rebelles, et utilisation de la colonie pour absorber la main d'oeuvre italienne émigrante; défense énergique (même "fasciste") des intérêts de l'Italie, depuis trop longtemps sacrifiés par la bien-pensance des gouvernements précédents (surtout au profit de l'Angleterre et de la France), aussi bien durant la guerre qu'à travers tous les traités de paix; redéfinition italienne des positions de Fiume.

Tant la politique intérieure que celle extérieure devaient être, à un moment, la cause et l'effet de la destruction du vieil Etat libéral ramolli, fils du "stupide dix-neuvième siècle", et de la constitution de l'"Etat National", de l'"Etat Fasciste", lequel, s'élevant au dessus des catégories et des appartenances aux divers échelons de l'échelle hiérarchique de la société, les dominant toutes, était censé exercer une sorte de patronage arrondissant les angles, et harmonisant toutes les fonctions et les intérêts.

La création d'une telle sorte d'Etat, tenant sa raison d'être de rien de moins que la volonté du "libre citoyen", mais assumant toute la structure hiérarchique du processus moderne de production, formait le point d'orgue du Parti Fasciste, lequel pensait donner ainsi un nouvel exemple d'originalité et de grandeur, voyant le monde se tourner tout entier d'admiration vers le prodige de la race romaine!

De ce programme, sur lequel chacun devait porter serment, voyons aujourd'hui ce qu'il en reste, voyons s'il existe au moins des traces de réalisation.

Du retour à l'ordre, il ne nous semble pas nécessaire de parler. Il suffit de parcourir la presse pour s'en faire une idée. Partout, d'un bout à l'autre de la Péninsule, la chasse aux éléments subversifs continue sans pitié, inexorablement, comme avant octobre 1922, et peut-être même plus qu'avant.

L'exemple de ce qui s'est passé dernièrement à Molinella en est typique. Pendant que le Duce, à l'Assemblée, invitait les membres de la Confédération du Travail à collaborer cordialement avec son gouvernement; ses sbires en province, son préfet, piétinaient leurs sermons sur la nécessité de l'ordre et toutes les dispositions de la loi concernant la liberté des citoyens, et massacraient, emprisonnaient les travailleurs, coupables de rien d'autre que de défendre leur propriété coopérative, accumulée pendant trente ans de sacrifices et de travail ininterrompu.

Le nombre d'expéditions punitives a, il est vrai, diminué; les morts, coupables d'avoir le crâne si peu résistant aux coups des matraques et des crosses fascistes, sont moins fréquents; voilà peut-être un signe de cet "ordre" en voie de rétablissement?

Ou est ce le signe de quelque chose d'autre? La classe ouvrière d'Italie est intimidée.

Elle a vu ses meilleurs éléments assassinés et condamnés à la prison et à l'exil; ses organisations sont défigurées. Elle voit chacune de ses faibles tentatives de reprendre des positions perdues et de les défendre d'un ultérieur assaut violemment réprimé au premier geste.

Le spectre du chômage qui déjà frappe des centaines de milliers de travailleurs italiens,

rend encore plus difficile un quelconque mouvement de la part de la classe ouvrière. Pour cela celle-ci se tait, se tient tranquille de peur de s'enfoncer dans les ennuis. Ce genre de "tranquillité" peut-il être interprété comme une preuve de cet ordre en voie de reconstitution? Il faudrait être aveugles pour ne pas voir le contraire et pour ne pas se rendre compte qu'il s'agit bien d'une situation fictive, sans aucune base dans les rapports réels existants entre les classes, mais seulement maintenue grâce à un régime de terreur et de violence.

De plus, là où la classe ouvrière peut encore donner signe de vie, nous assistons, outre l'intervention des forces armées de l'Etat, lesquelles massacrent les ouvriers en leur donnant au moins la satisfaction d'être massacrés de manière légale, aux mobilisations fascistes comme elles sont survenues pendant la dernière grève des maçons romains.

Ainsi, non seulement on assiste toujours aux violences, mais aussi au squadrisme. Squadrisme qui, s'il ne trouve plus tellement le moyen de s'appliquer contre les ouvriers et les travailleurs subversifs, ne reste pas inefficace pour ce qui est de résigner les têtes et les coeurs des adhérents au PP qui, dans leur grande majorité appartiennent aux catégories des petits propriétaires, journaliers, petits commerçants et employés; pour ainsi dire les classes moyennes que le fascisme déclarait vouloir représenter.

Mais si le squadrisme, même non légalisé, même non reconnu et combattu, reste et constitue la manifestation la plus caractéristique de la violence des conflits d'intérêts, des contradictions, nous voyons bien alors que le désordre, loin d'avoir disparu, se généralise toujours de manière plus profonde, en ce que sont toujours plus nombreuses les masses impliquées dans le mouvement et contraintes à prendre position, soit pour les dominants, soit pour les dominés.

Le problème de l'"ordre" restant donc tel qu'il était il y a un an, il en va de même pour l'autre problème, celui de la collaboration entre les différentes classes. En fait, pour le fascisme il n'existe pas de classes sociales, mais simplement des catégories caractérisées par la place qu'elles occupent dans la hiérarchie de la production. Il ne suffit pourtant pas de nier quelque chose sur le papier, car malgré les élucubrations cérébroïdes des écrivains fascistes, les classes existent encore en Italie et dans le monde, elles luttent et combattent pour vaincre et s'écraser mutuellement.

L'existence des classes se manifeste en Italie comme partout, non seulement à travers la persistance des organisations syndicales et des partis aux principes et aux méthodes différentes, mais aussi les luttes inévitables que ces organisations et ces partis engagent les uns contre les autres. Pour éliminer ces luttes, le fascisme a donné vie aux corporations syndicales, a conduit de part et d'autre une violente campagne pour désagréger les partis et les groupements traditionnels et pour absorber les éléments les plus affûtés.

Pourtant, toutes ces tentatives se sont avérées être de complets fiascos. Toutes les organisations syndicales nationales, soit patronales qu'ouvrières, existantes il y a un an, existent encore.

Même si leur activité directe a provisoirement cessé, même si ils ont modifié leur tactique et leur programme de façon à pouvoir se mouvoir dans l'orbite des lois fascistes, elles restent debout comme principaux points de référence des divers courants

qui évoluent dans le champ économique, et restent prêtes à recueillir en leur sein les larges masses à peine le régime de terreur manifesterait le moindre signe d'affaiblissement. Dans le champ syndical, on peut même noter quelque chose de plus.

Les corporations qui devaient se substituer aux organes de collaboration cités plus haut se sont vues contraintes à utiliser l'arme de la grève et de l'occupation d'ateliers; concrètement aux méthodes caractéristiques des organisations de classe.

De leur côté, les industriels et les propriétaires fonciers n'ont jamais cessé de pratiquer l'attaque et la défense directes, court-circuitant les corporations et le parti fasciste chaque fois qu'ils le jugeaient opportun, recourant jusqu'à l'organisation squadrisme de bastonnades contre des dirigeants de corporations auxquelles ils adhéraient, comme c'est arrivé par exemple à Padoue et à Sienne.

Sur le terrain politique, l'unique résultat organisationnel que le fascisme a atteint avec sa tentative de désagrégation des partis adversaires et d'absorber leurs éléments, a été l'incorporation des partis nationalistes, par ailleurs payé assez cher avec les conflits survenus en Italie méridionale et la confusion des langues s'étant développée en son propre sein. En Italie, l'expression collaboration de classe, n'est rien d'autre qu'une formule démagogique censée piéger les esprits, mais privée de correspondance dans le monde matériel.

Le bilan de 1918-1923 par Clara Zetkine

Le 20 juin 1923, l'Allemande Clara Zetkine présente un rapport à l'*Exécutif élargi de l'Internationale Communiste* : La lutte contre le fascisme. Voici la longue partie racontant comme le fascisme s'est développé en Italie pour la période 1918-1923.

Il est clair que le fascisme présente des caractéristiques différentes suivant les pays, en fonction des situations concrètes, spécifiques à chacun. Il a néanmoins deux caractéristiques constantes : d'une part, un programme pseudo-révolutionnaire qui, de façon extrêmement habile, prend appui sur les courants d'opinion, les intérêts et les revendications des masses sociales les plus larges et, d'autre part, l'emploi de la terreur la plus brutale.

L'Italie offre à ce jour l'exemple classique du fascisme et de son développement. Dans ce pays, le fascisme a trouvé un terrain favorable en raison du démantèlement et de la faiblesse de l'économie.

Cela paraît surprenant puisque l'Italie fait partie des vainqueurs. Pourtant la guerre a durement touché l'économie italienne.

La bourgeoisie a été tout à la fois victorieuse et vaincue en raison de la structure économique et du développement du pays. Seule l'Italie du nord disposait d'un capitalisme industriel moderne ; le Centre et a fortiori le Sud étaient dominés par un capitalisme agraire, voire féodal, allié à un capitalisme financier qui n'avait pas réussi à se développer de façon moderne et importante.

Tous deux étaient hostiles à l'impérialisme, à la guerre, et n'ont pas ou ont peu profité du

génocide. La paysannerie non capitaliste aussi bien que la petite bourgeoisie urbaine et le prolétariat en avaient terriblement souffert. Les capitalistes de l'industrie lourde du Nord de l'Italie, profitant d'un essor factice, avaient bien empoché de fabuleux profits, mais comme cette industrie n'était pas liée aux ressources du sous-sol — l'Italie ne possède ni charbon ni minerai — cet essor fut de courte durée.

Tous les tragiques effets de la guerre s'abattirent sur l'économie et les finances de l'Italie. Une crise terrible se développa. L'industrie, l'artisanat et le commerce stagnèrent, les faillites s'accumulèrent, la Banca di Sconto et les usines Ansaldo — issues de l'impérialisme et de la guerre — s'effondrèrent.

La guerre laissa derrière elle des centaines de milliers de gens à la recherche de travail et de pain, des centaines de milliers de mutilés, de veuves et d'orphelins qu'il fallait assister.

La crise augmenta la masse de soldats démobilisés à la recherche de travail, d'une foule d'ouvriers, d'ouvrières et d'employés licenciés.

Une énorme vague de misère déferla sur l'Italie et atteignit son point culminant entre l'été 1920 et le printemps 1921. La bourgeoisie industrielle de l'Italie du nord, qui avait poussé à la guerre sans aucun scrupule, était incapable de reconstruire l'économie ruinée ; elle ne disposait pas de la puissance politique nécessaire pour mobiliser l'État à son service.

Le gouvernement était passé de ses mains dans celles des capitalistes agraires et financiers sous la conduite de Giolitti. Cependant, même s'il n'en avait pas été ainsi, l'État qui faisait eau de toute part n'aurait pas disposé des moyens et des possibilités nécessaires pour conjurer la crise. Grâce à cette situation et dans sa foulée, le fascisme put croître et prospérer. Un chef prédestiné l'attendait en la personne de Mussolini.

A l'automne 1914, Mussolini, transfuge du socialisme pacifiste, était devenu un fanatique propagandiste de la guerre avec le slogan : « La guerre ou la république ». Dans un quotidien fondé avec l'argent de l'Entente, le Popolo d'Italia, il avait promis au peuple que la guerre lui apporterait le paradis sur terre.

Avec la bourgeoisie industrielle il avait pataugé dans la mer de sang de la guerre mondiale, avec elle, il voulait faire de l'Italie un État capitaliste moderne. Il fallait que Mussolini essaye de rassembler les masses pour pouvoir intervenir activement dans une situation qui démentait ses prophéties et était à l'opposé de l'objectif visé.

Après la guerre, en 1919, il organisa à Milan le premier « fascio di combattimento », une association d'anciens combattants, dont le programme voulait garantir l'essor de la nation et veiller à ce que « les héros des tranchées et les travailleurs recueillent les fruits de la guerre révolutionnaire ».

Des fasci s'organisèrent dans quelques villes. Dès le départ, le jeune mouvement mena un combat acharné contre les organisations ouvrières révolutionnaires, parce que, d'après Mussolini, celles-ci, en parlant de lutte des classes, « divisaient et affaiblissaient la nation. »

Le fascisme se tourna aussi contre le gouvernement Giolitti sur lequel il rejetait l'entière responsabilité de la noire misère de l'après-guerre. Son développement fut d'abord lent et faible.

Il se heurtait encore à la confiance de larges masses populaires dans le socialisme. En mai 1920, il n'y avait dans toute l'Italie qu'environ cent fasci, dont aucun ne comptait plus de vingt à trente membres.

Bientôt, le fascisme put s'alimenter à une seconde source. La situation objectivement révolutionnaire suscita dans le prolétariat italien un état d'esprit subjectivement révolutionnaire.

Le glorieux exemple des ouvriers et paysans russes y eut une grande part. Au cours de l'été 1920, les ouvriers métallurgistes occupèrent des usines. Ici et là et jusque dans le Sud, des prolétaires agricoles, des petits paysans et petits métayers s'emparèrent de domaines ou se rebellèrent d'une façon ou de l'autre contre les grands propriétaires terriens.

Mais les dirigeants ouvriers ne furent pas à la hauteur de ce grand moment historique. Les responsables réformistes du parti socialiste se refusèrent lâchement à élargir les occupations d'usine en lutte politique pour le pouvoir.

Ils enfermèrent le combat des ouvriers dans la voie étroite d'une lutte purement économique sous la direction des syndicats et, en parfaite entente avec d'Aragona et d'autres responsables de l'Union générale des Syndicats, ils trahirent les esclaves révoltés, en signant avec les patrons un compromis honteux établi avec la remarquable collaboration du gouvernement, et en particulier de Giolitti.

Les dirigeants de l'aile gauche du parti socialiste — noyau du futur parti communiste — étaient encore trop novices sur le plan politique et insuffisamment formés pour pouvoir maîtriser la situation en théorie et en pratique et donner une autre tournure au mouvement. Simultanément, les masses prolétariennes s'avérèrent incapables de déborder leurs dirigeants et de les pousser sur la voie de la révolution.

Les occupations d'usine se terminèrent par une grave défaite du prolétariat qui fut gagnée par le découragement, le doute et la pusillanimité. Des milliers de travailleurs se détournèrent du parti et des syndicats. Beaucoup retombèrent dans l'indifférence et l'apathie, d'autres adhèrent à des organisations bourgeoises.

Le fascisme gagna un nombre croissant de sympathisants parmi les prolétaires déçus, la petite bourgeoisie urbaine et la bourgeoisie. Il avait remporté une victoire idéologique et politique sur la classe ouvrière contaminée par le réformisme.

En février 1921, on comptait environ mille fasci. Le fascisme gagna les masses par une agitation démagogique éhontée qui s'appuyait sur des revendications pseudo-révolutionnaires.

En paroles, son radicalisme grandiloquent visait surtout le gouvernement de Giolitti, « traître à la nation. »

Mais contre le second « ennemi », les organisations ouvrières internationales, ces « ennemies de la patrie », il partit en guerre avec le glaive et le feu. Conformément à sa position républicaine, antimonarchiste et impérialiste, Mussolini réclamait qu'on dépose la dynastie et — au sens propre du terme — qu'on décapite Giolitti.

Ses partisans instaurèrent un terrorisme actif et sanglant contre les « anti-nationaux », c'est-à-dire contre les organisations ouvrières. Les premières « expéditions punitives » fascistes eurent lieu au printemps 1921.

Elles étaient dirigées contre les prolétaires agricoles ; les sièges de leurs organisations furent dévastés et incendiés, leurs dirigeants assassinés. C'est plus tard seulement que la terreur fasciste s'étendit aux prolétaires des grandes villes. Les autorités laissèrent faire au mépris du droit et de la loi.

La bourgeoisie industrielle aussi bien qu'agraire patronna ouvertement le fascisme terroriste et le soutint par divers moyens, notamment financiers. Malgré la défaite des ouvriers lors des occupations d'usine, elle craignait un renforcement de la puissance du prolétariat. Lors des élections municipales, les socialistes avaient en effet conquis environ le tiers des 8000 communes. Il s'agissait donc d'assurer l'avenir.

Certes, le gouvernement aurait eu à l'époque des raisons d'écraser le fascisme qui semblait constituer pour lui une menace sérieuse et il en avait les moyens. Mais dans la situation de l'Italie, cela aurait abouti à un renforcement du mouvement ouvrier. Giolitti estima donc que mieux valaient des fascistes que des socialistes, des révolutionnaires.

Ce vieux renard décida de dissoudre la Chambre et annonça de nouvelles élections pour mai 1921. Il fonda un « bloc de l'ordre » de tous les partis bourgeois en y intégrant les organisations fascistes. Pendant la campagne électorale, les couleurs républicaines du fascisme pâlirent. L'agitation antidynastique et antimonarchique disparut au fur et à mesure que les dirigeants agrariens et les masses paysannes rejoignaient ses rangs.

C'est en grande partie à eux que le fascisme dut ses succès électoraux, ainsi que l'extension et le renforcement des fasci dont le nombre atteignait environ 2000 en mai 1921.

Il ne fait aucun doute que Mussolini fut conscient du danger que représentait pour lui et pour ses buts l'adhésion massive d'éléments agrariens.

Il comprit que, sans agitation pseudo-révolutionnaire et antimonarchique, le fascisme perdait beaucoup de son pouvoir de séduction sur les masses.

Lorsque la bataille électorale fut terminée, il voulut revenir aux slogans de 1919. Au cours d'une interview accordée au journal *Giornale d'Italia*, porte-parole de l'industrie lourde, il déclara que les élus fascistes n'assisteraient pas à la séance inaugurale de la Chambre, car il leur était impossible de crier « Vive le roi », après le discours du trône.

La publication de cette interview eut pour effet de révéler la force de l'aile agrarienne dans le fascisme, car quelques-uns des députés élus grâce aux fascistes rejoignirent les rangs des monarchistes et des nationalistes.

Les élus fascistes et les délégués départementaux des fasci se réunirent pour prendre position sur ce problème... Mussolini ne fut pas suivi. Il réfréna son républicanisme et déclara ne pas vouloir diviser le fascisme sur cette question.

Sa défaite l'incita à faire du fascisme qui n'avait été jusqu'alors qu'un mouvement sans structures définies, un parti organisé et centralisé. La transformation eut lieu lors du premier congrès fasciste en novembre 1921. Mussolini gagna bien sur le fond, mais il fut battu lors de l'élection de la direction du parti. Seulement une moitié des sièges fut occupée par ses partisans, l'autre moitié par des agrariens monarchistes.

Ce point a son importance, car il met en lumière les antagonismes qui se développent actuellement à l'intérieur du fascisme et qui contribueront à sa désagrégation.

C'est l'antagonisme entre le capitalisme agraire et le capitalisme industriel ou, en termes politiques, entre monarchistes et républicains. Le parti compte, paraît-il, 500 000 adhérents à l'heure actuelle.

Le fait de se constituer en parti ne donna cependant pas au fascisme la force suffisante pour dominer la classe ouvrière et la contraindre, en l'exploitant plus que par le passé, à œuvrer à la reconstruction et au développement de l'économie capitaliste.

Pour atteindre ce but, il avait besoin d'un double appareil : l'un destiné à corrompre les ouvriers et l'autre à les soumettre par les armes, par le recours à la terreur. Pour corrompre les ouvriers, il créa des syndicats fascistes qu'on appela « corporations nationales ». Elles devaient réaliser les objectifs fascistes, c'est-à-dire combattre de façon systématique le mouvement ouvrier révolutionnaire et même tout mouvement ouvrier autonome.

Mussolini se défend toujours de vouloir lutter contre la classe ouvrière. Il déclare inlassablement qu'il veut sa promotion sur le plan matériel et culturel et non la ramener à « la douloureuse condition d'esclave ».

Mais tout ceci doit se réaliser dans le cadre de la nation et en donnant la priorité à ses intérêts, en rejetant catégoriquement la lutte de classes. Les syndicats fascistes furent expressément créés dans le but de servir d'antidote, non seulement aux organisations révolutionnaires du prolétariat, mais aussi à toute organisation de classe des prolétaires, car Mussolini et ses séides soupçonnent automatiquement toute organisation prolétarienne d'être révolutionnaire.

Il créa donc ses propres syndicats qui englobent les ouvriers, les employés et les employeurs d'une profession ou d'une industrie. Une partie des organisations d'employeurs a refusé d'adhérer aux syndicats de Mussolini, tels l'Union agricole et l'Union des Industriels. Pourtant cette hérésie ne les a exposés à aucune mesure de rétorsion de la part des fascistes.

Celles-ci sont réservées aux prolétaires qui luttent pour la défense de leurs intérêts de classe, même s'ils n'appartiennent pas au mouvement révolutionnaire. Des dizaines de milliers d'ouvriers sont ainsi contraints d'adhérer aux syndicats fascistes qui comptent, paraît-il, environ 800000 membres.

L'instrument fasciste destiné à soumettre la classe ouvrière italienne par la terreur, est constitué par des squadre. Ce sont des organisations militaires issues des groupes chargés des expéditions punitives contre les paysans.

Les bandes de « condamnés de droit commun » qui s'étaient constituées à l'occasion furent regroupées en organisations permanentes de mercenaires stipendiés qui devinrent des professionnels du terrorisme. Les squadre sont devenues avec le temps une force purement militaire qui exécuta le coup d'État et sur laquelle s'appuie la dictature de Mussolini.

Après la prise du pouvoir et la mise en place de l'État fasciste, elles furent légalisées sous forme de « milice territoriale nationale », organe de l'État bourgeois. Selon les déclarations officielles, elles sont « au service de Dieu, de la nation et du ministre-président ». Le roi, on le notera, n'est pas mentionné. On donne de leurs effectifs des évaluations très diverses : entre 100 000 et 300 000 hommes au moment du coup d'État, un demi-million actuellement.

De même que l'échec et la trahison des dirigeants réformistes présidèrent à la naissance du fascisme, c'est une nouvelle trahison des réformistes qui lui a permis de conquérir le pouvoir ce qui a entraîné une nouvelle défaite du prolétariat italien.

Le 31 juillet, les dirigeants ouvriers réformistes italiens se réunirent en séance secrète — tous étaient là, les syndicalistes et les hommes politiques, Turati comme d'Aragona — et ils décidèrent que l'Union Générale des Syndicats lancerait un ordre de grève générale pour le 1er août, une grève générale qui n'était ni préparée, ni organisée.

Dans ces conditions elle devait nécessairement se terminer par une terrible défaite du prolétariat. A certains endroits la grève fut déclenchée au moment où elle échouait ailleurs. Ce fut une défaite aussi grave, aussi fatale que lors des occupations d'usine.

Elle poussa les fascistes au coup d'État et démoralisa, découragea les ouvriers, si bien qu'ils renoncèrent à toute résistance et laissèrent faire, passifs et sans espoir.

La trahison des dirigeants réformistes fut scellée lorsque après le coup d'État, Baldesi, l'un des dirigeants les plus influents des syndicats italiens et du parti socialiste, se déclara prêt, à la demande de Mussolini, à participer au gouvernement fasciste. Le comble de la honte est que ce pacte odieux n'échoua pas du fait des protestations des réformistes, mais en raison de l'opposition des agrariens fascistes.

Camarades ! Ce court aperçu vous permet de saisir les rapports existant en Italie entre le développement du fascisme et l'effondrement économique qui provoqua la misère et l'aveuglement ; entre le développement du fascisme et la trahison des dirigeants réformistes qui amenèrent les prolétaires à renoncer à la lutte.

Il y a un autre facteur dont il faut tenir compte : c'est la faiblesse du parti communiste. Sans parler de sa faiblesse numérique, il commit sans doute l'erreur tactique de considérer le fascisme uniquement comme un phénomène militaire, en négligeant ses aspects idéologiques et politiques.

N'oublions pas qu'avant même d'abattre le prolétariat par des actes de terrorisme, le

fascisme italien avait déjà remporté une victoire idéologique et politique sur le mouvement ouvrier, et n'oublions pas non plus les causes de cette victoire. Ce serait extrêmement dangereux pour nous de ne pas tenir compte de l'importance du combat idéologique et politique contre le fascisme.

Il est clair, que si le fascisme a pu développer son organisation et atteindre la puissance que nous avons brièvement esquissée ici, c'est uniquement parce qu'il avait un programme extrêmement séduisant pour les masses.

La question qui se pose à nous et qui est importante pour les prolétaires de tous les pays, est la suivante : qu'a fait le fascisme en Italie pour réaliser son programme après être arrivé au pouvoir ? Comment se présente l'État dont il dit qu'il est son instrument ?

Est-ce cet État sans parti et sans classes qui rend justice à chaque couche de la société ou bien est-ce un organe de la minorité possédante et en particulier de la bourgeoisie industrielle ? La meilleure façon de répondre est de mettre en parallèle les principales revendications du programme fasciste et la façon dont elles sont réalisées.

Que promettait le fascisme sur le plan politique lorsque, tel un Samson chevelu, il se lançait à l'assaut du temple ? Une réforme du code électoral, une application conséquente du mode de scrutin proportionnel.

Que voyons nous ? On va supprimer l'ancienne proportionnelle, introduite en 1919, et la remplacer par un mode de scrutin qui est une amère et dérisoire mascarade de l'idée de la proportionnelle. Le parti qui obtient la majorité absolue des voix aura deux tiers des sièges à la Chambre.

On a d'abord discuté pour savoir s'il aurait deux tiers ou trois quarts des mandats. Aux dernières informations, le fascisme accepte que le parti le plus fort — c'est le parti fasciste — ait deux-tiers, le tiers restant étant réparti proportionnellement entre les divers autres partis. Jolie réforme électorale.

Mussolini avait promis que les femmes seraient électrices et éligibles. Un congrès bourgeois international pour le vote des femmes s'est récemment tenu à Rome.

Mussolini présenta chevaleresquement ses respects aux dames et leur expliqua avec un doux sourire que les femmes recevraient le droit de vote... pour l'élection des conseils municipaux. Les droits politiques leur seront donc refusés. De plus, il n'est pas question que toutes les femmes deviennent électrices sur le plan communal, mais seules celles qui peuvent justifier d'un certain niveau d'études, les femmes « décorées pour faits de guerre » et celles dont les maris ont le portefeuille suffisamment garni pour acquitter certains impôts.

Voilà comment sont tenues les promesses concernant l'égalité des femmes.

Dans son programme, le fascisme avait prévu la suppression du Sénat et la création d'un parlement économique qui siégerait aux côtés du parlement politique. Il n'en est plus question. Mais lors de son premier discours devant le Sénat, ce ramassis de réactionnaires, Mussolini en célébra pompeusement les mérites passés et déclara qu'ils étaient garants de grandes actions pour le présent, ce qui justifiait un renforcement de

l'influence du Sénat sur la législation.

Les fascistes réclamaient dans leur programme la réunion immédiate d'une Assemblée nationale pour réformer la constitution. Qu'en est-il ? Il n'est plus question d'Assemblée nationale, et voici comment se présente la réforme de la constitution : la Chambre, dont j'ai indiqué la composition, c'est-à-dire le parti majoritaire en son sein, propose le ministre-président. Celui-ci, un fasciste tant que le fascisme est majoritaire, doit être nommé par le Roi. »

Il forme le gouvernement à son gré, le présente à la Chambre et obtient de celle-ci un vote de confiance, après quoi le parlement prend ses cliques et ses claques et s'ajourne pour quatre ans, c'est-à-dire pour toute la période de son mandat.

Confrontons maintenant quelques promesses fascistes sur le plan social avec leur réalisation : le fascisme avait promis de légaliser la journée de huit heures et de fixer un salaire minimum, tant pour les ouvriers de l'industrie que pour ceux de l'agriculture.

Un projet de loi sur la journée de huit heures a été déposé qui prévoit cent exceptions et comporte à la fin une clause précisant que la journée de huit heures pourrait être supprimée également dans d'autres cas. Or cette journée de huit heures n'existe pratiquement déjà plus pour de larges couches du prolétariat italien dont les cheminots, les postiers et d'autres fonctionnaires des transports, pour lesquels les huit heures de service ont été remplacées par huit heures de travail effectif sur le modèle du règlement de service de Grøener.

En ce qui concerne la fixation d'un salaire minimum, il faut dire que, grâce à l'usage de la terreur pour ligoter et détruire les syndicats, grâce à la politique d'Union sacrée pratiquée par les « corporations » fascistes, les patrons ont été si bien encouragés à résister à toute revendication salariale, que les ouvriers n'ont même pas été en mesure, étant donné la crise, de maintenir leur salaire à son niveau antérieur.

Il a été procédé à des réductions de salaires de vingt à trente pour cent en moyenne, mais qui, pour beaucoup de travailleurs, vont jusqu'à cinquante pour cent, les cas ne sont pas rares où la baisse atteint soixante pour cent.

Le fascisme avait promis des assurances vieillesse et invalidité destinées à alléger la pire misère et la pire souffrance. Comment cette promesse a-t-elle été tenue ?

On a supprimé le fonds de cinquante millions de liras : timide tentative d'aide sociale pour les vieux, pour les handicapés et les malades. Ces cinquante millions ont été purement et simplement rayés du budget « par souci d'économie », si bien qu'actuellement en Italie les victimes du travail ne peuvent plus compter sur la moindre assistance. On a rayé également du budget les cinquante millions de liras prévus pour l'office du travail et les allocations chômage ainsi que soixante millions de liras pour les caisses de crédit des coopératives.

Le fascisme revendiquait la participation des ouvriers à la direction technique des entreprises, en d'autres termes le contrôle de la production. Le fascisme avait promis de soumettre les entreprises publiques au contrôle technique des Comités d'entreprise.

Aujourd'hui, on envisage une loi qui supprimerait purement et simplement les Comités d'entreprise. En outre, l'État s'apprête à livrer les entreprises publiques au patronat privé ; elles le sont déjà en partie : la fabrication des allumettes, jusqu'alors monopole d'État, appartient maintenant à l'exploitation privée ; les paquets postaux, le téléphone, le service des radios télégrammes ainsi que les chemins de fer connaîtront bientôt le même sort.

Mussolini a déclaré que les fascistes étaient des « libéraux au sens classique du terme ».

Examinons quelques fruits du fascisme dans le domaine financier. Il voulait une réforme fiscale profonde. Son État « autoritaire » allait utiliser sa puissance pour établir un impôt général, fortement progressif, sur le capital, qui aurait même, par certains aspects, le caractère d'une « expropriation du capital ».

Actuellement, on a supprimé divers impôts sur les signes extérieurs de richesse tels que l'impôt sur les équipages, les automobiles, etc., sous prétexte que de tels impôts « freinent la production nationale et détruisent la propriété et la famille ».

Par ailleurs, on prévoit une extension des impôts indirects en prétextant — c'est tout aussi malin — qu'une telle mesure limitera la consommation nationale et favorisera par conséquent les exportations. On a supprimé la réglementation selon laquelle les titres et valeurs devaient porter le nom de leur propriétaire, ce qui laisse la porte ouverte à la fraude fiscale.

Mussolini et ses séides réclamaient la confiscation des biens de l'Église. Au lieu de cela, le gouvernement fasciste a remis en vigueur diverses anciennes concessions du clergé, lesquelles étaient déjà tombées en désuétude. L'enseignement religieux, supprimé depuis cinquante ans, a été rétabli par Mussolini et chaque école doit avoir son crucifix. Voilà en quoi consiste la lutte contre le clergé.

Le fascisme exigeait que soient revus les contrats passés entre l'État et les industriels pour la livraison de matériel de guerre et que les bénéfices de guerre soient confisqués à concurrence de quatre-vingt-cinq pour cent.

Que s'est-il passé ? Le parlement avait nommé une commission, dont le rôle était d'examiner ces contrats ; elle devait rendre compte publiquement de ses travaux devant la Chambre. Si elle l'avait fait, la plupart des magnats de l'industrie lourde, les mécènes et pères nourriciers des fascistes, auraient été sans doute gravement compromis.

L'une des premières décisions de Mussolini fut de décréter que la commission lui rendrait compte à lui personnellement et que les auteurs de toute indiscretion sur le contenu de ce rapport seraient punis de six mois de prison.

On fait le plus complet silence sur les bénéfices de guerre, mais l'industrie s'est déjà vu accorder des milliards pour des fournitures de toute sorte.

Sur le plan militaire, le fascisme voulait également être novateur. Il réclamait la suppression de l'armée régulière, un service militaire court, l'organisation de l'armée aux seules fins de la défense nationale et non pas d'une guerre impérialiste, etc. Comment a-t-il réalisé ce programme ?

L'armée régulière n'a pas été supprimée, le service militaire est passé de huit à dix-huit mois ce qui équivaut à une augmentation d'effectifs de 260000 à 340000 hommes. Certes la Guardia Regia, une sorte de police armée et organisée sur le modèle militaire, a été supprimée. Parce qu'elle n'était pas aimée du peuple et surtout des travailleurs en raison de ses interventions lors de manifestations, de grèves, etc. ? Au contraire !

Mussolini la trouvait trop « démocratique », car elle ne dépendait pas de l'Étatmajor général, mais du Ministère de l'Intérieur, et Mussolini craignait qu'elle n'entre un jour en conflit avec ses « squadre » et qu'elle se dresse contre lui. La Guardia Regia comptait 35000 hommes, or le nombre des Carabinieri est passé de 65 000 à 90 000 hommes et les effectifs de la police ont été doublés, y compris ceux de la police judiciaire et de la police des frontières.

De plus, le gouvernement fasciste a transformé les squadre de « Chemises Noires » en milice nationale. On évalua d'abord leur force à 100 000 hommes, mais, par suite d'une décision toute récente, elles atteindraient un demi-million d'hommes.

Etant donné que de nombreux éléments agrariens monarchistes s'étaient infiltrés dans les sections, notamment les « Chemises Bleues », Mussolini pouvait craindre qu'elles ne se rebellent contre sa dictature. Dès la naissance des sections, il s'efforça de les placer sous la tutelle politique du parti, c'est-à-dire sous sa coupe.

Il pensait y être parvenu en mettant les squadre sous l'autorité d'un commandement général nommé par la direction du parti. Mais la direction politique ne put éviter qu'il existe des oppositions à l'intérieur des sections, oppositions qui s'accrurent avec l'entrée des « Chemises Bleues » nationalistes.

Pour briser leur influence, Mussolini fit obligation à chaque membre du parti d'entrer dans la milice nationale, si bien que les effectifs de cette dernière seraient actuellement équivalents à ceux du parti.

Mussolini espérait ainsi parvenir à museler politiquement les éléments agrariens qui lui étaient hostiles. Cependant, en s'engageant dans la milice, les membres du parti y portent justement leurs divergences politiques et celles-ci s'y développeront obligatoirement jusqu'à la désagrégation.

La force armée devait servir uniquement à la défense de la patrie, c'est ce qui avait été dit. Mais l'augmentation des effectifs et l'énorme effort d'armement sont orientés vers de grandes aventures impérialistes.

L'artillerie prend une extension extraordinaire, le nombre des officiers de carrière augmente et la flotte fait l'objet de soins particuliers. Un nombre important de croiseurs, de destroyers, de sous-marins a été commandé. L'aviation prend un essor tout à fait frappant. Mille nouveaux avions sont déjà commandés, de nombreux aérodromes, construits.

On a nommé une commission spéciale et accordé déjà des centaines de milliers de livres à l'industrie lourde pour la construction d'avions et d'instruments de meurtre les plus modernes.

Si l'on compare le programme du fascisme italien avec ses réalisations, on constate dès maintenant la faillite totale du mouvement sur le plan idéologique. Il existe une contradiction totale entre ce que le fascisme a promis aux masses et ce qu'il leur apporte.

Au contact de la réalité, les grandes phrases selon lesquelles l'État fasciste plaçait l'intérêt de la nation au-dessus de tout se sont révélées aussi inconsistantes que des bulles de savon. La « nation » s'est avérée être la bourgeoisie, l'État fasciste idéal, un vulgaire État bourgeois, totalement dénué de scrupules.

La faillite politique doit suivre, un jour ou l'autre, cette faillite idéologique. Elle est déjà en marche. Le fascisme est incapable d'unifier ne serait-ce que les diverses forces bourgeoises dont la protection tacite et bienveillante lui a permis d'accéder au pouvoir.

Le fascisme voulait le pouvoir pour faire œuvre de novateur sur le plan social, en s'emparant du pouvoir de l'État et en utilisant l'appareil d'État à ses fins. A ce jour, il n'a même pas réussi à se soumettre totalement l'appareil bureaucratique.

Une âpre lutte s'est engagée entre l'ancienne bureaucratie en place et les nouveaux fonctionnaires fascistes. On retrouve le même antagonisme entre l'armée régulière avec ses officiers de carrière et la milice territoriale fasciste avec ses nouveaux chefs. Les frictions se multiplient entre le fascisme et les partis bourgeois.

Mussolini voyait dans le parti fasciste une organisation de classe bourgeoise unitaire, la contre-partie du prolétariat révolutionnaire. C'est pourquoi tous ses efforts visaient à écraser ou à absorber tous les partis bourgeois. Il n'a réussi à absorber qu'un seul parti : les nationalistes.

Comme nous l'avons mentionné à plusieurs reprises, cette fusion est toutefois à double tranchant. La tentative de réunir en un parti les groupes bourgeois libéraux, républicains et démocrates, sur une base conservatrice, a lamentablement échoué.

Inversement, la politique fasciste a eu pour conséquence d'amener les derniers tenants de la démocratie bourgeoise à se souvenir de leur ancienne idéologie. Face à la politique de puissance et de violence de Mussolini, ils ont engagé la lutte « pour la défense de la constitution et le rétablissement de l'ancienne liberté bourgeoise ».

Une preuve particulièrement caractéristique de l'incapacité du fascisme à affirmer et élargir son pouvoir est son attitude face au parti populaire catholique, incontestablement le plus grand et le plus influent des partis bourgeois en Italie. Mussolini avait cru réussir à détacher l'aile droite agrarienne de ce parti et l'amener à s'unir aux fascistes, ce qui aurait eu pour conséquence d'affaiblir l'aile gauche et de la vouer à se dissoudre. Il en est allé tout autrement.

Au dernier congrès des popolari à Turin, une véritable protestation s'est élevée contre le fascisme. On hua les gens de l'aile droite qui préconisaient la bienveillance et des ménagements envers le fascisme ; en revanche les critiques les plus acerbes de sa politique reçurent une approbation fougueuse.

Au-delà des contradictions déjà mentionnées et d'autres encore, il y a les antagonismes

de classe qu'aucun sermon, qu'aucune organisation d'Union sacrée ne peut supprimer. Ils sont plus forts que toutes les idéologies qui les nient et ils s'imposent malgré le fascisme, voire grâce à lui et contre lui. Le comportement des popolari montre que les principales couches de la petite-bourgeoisie urbaine et de la petite paysannerie prennent conscience de leur position de classe et de ce qui les oppose au grand capital.

Or ceci est extrêmement important pour juger de la solidité du fascisme en Italie, en d'autres termes pour comprendre qu'il va vers l'effondrement.

Ces couches, et particulièrement les femmes, sont profondément catholiques et cléricales ; c'est pourquoi Mussolini a tout fait pour gagner les bonnes grâces du Vatican. Mais le Vatican lui-même n'a pas osé aller à la rencontre de la révolte des masses paysannes du parti populaire contre le fascisme.

Alors que les petits paysans s'aperçoivent que, pour la bourgeoisie, fascisme est synonyme d'allégements fiscaux, d'évasion fiscale et de contrats juteux, force leur est de constater qu'eux-mêmes sont de plus en plus durement taxés par le biais des impôts indirects, et notamment par un nouveau calcul du revenu agricole.

Il en va de même pour la petite-bourgeoisie urbaine. Son opposition la plus vive vient en outre de ce que le fascisme triomphant a supprimé la relative protection dont jouissaient les locataires ; le propriétaire a maintenant toute latitude pour les exploiter en leur imposant des loyers élevés.

La révolte croissante des petits paysans et des ouvriers agricoles s'exprime de façon particulièrement drastique là où le fascisme imaginait avoir brisé toute résistance grâce à ses squadre. A Boscoreale, près de Naples, par exemple, plus de mille paysans ont pris la mairie d'assaut, pour protester contre le poids des impôts.

Dans trois localités de la province de Novara, les ouvriers agricoles ont réussi à défendre leurs salaires et leurs conditions de travail contre les grands propriétaires terriens, et cela en occupant plusieurs domaines avec l'aide de squadre fascistes.

Il apparaît que l'idée de lutte des classes commence à s'implanter même dans les rangs fascistes. Particulièrement important est le réveil des fractions du prolétariat qui avaient été grisées et intoxiquées par le fascisme.

Ce dernier est incapable de défendre les intérêts des ouvriers contre la bourgeoisie, incapable de tenir les promesses qu'il a faites, entre autres aux syndicats fascistes. Plus il remporte de victoires, moins il est en mesure d'être le défenseur des prolétaires.

Il ne peut même pas contraindre les patrons à tenir les promesses relatives aux avantages de l'organisation commune. Lorsque les syndicats fascistes ne regroupent que peu d'ouvriers, il est bien possible que le capitaliste les favorise sur le plan du salaire.

Mais là où la syndicalisation est massive, les patrons n'auront pas d'égards pour le « frère fasciste » car ce serait trop onéreux ; et quand il s'agit du portefeuille, du profit, ces messieurs les capitalistes cessent de se montrer compréhensifs.

Le nombre considérable d'ouvriers jetés à la rue, non seulement par les entreprises

privées, mais aussi par les entreprises d'État a contribué tout particulièrement à l'éveil des prolétaires.

Après le coup d'État fasciste, 17000 cheminots ont été licenciés. D'autres licenciements ont suivi et d'autres sont encore en vue. Les arsenaux ont été fermés ; 24000 ouvriers se sont ainsi retrouvés au chômage et sont livrés à l'exploitation incontrôlée des entreprises privées. La révolte passionnée contre la politique économique fasciste vient justement des milieux ouvriers fascistes.

A Turin, Naples, Trieste, Venise et dans un grand nombre d'autres villes, les syndicats fascistes se sont rassemblés avec les ouvriers de tous les partis et de toutes les organisations — communistes et anarcho-syndicalistes inclus — pour organiser une grande manifestation publique de protestation contre la fermeture des arsenaux et contre les licenciements.

Plusieurs centaines d'invalides de guerre, également licenciés par l'arsenal de Naples, sont allés à Rome pour protester contre l'injustice dont ils étaient victimes. Ils attendaient de Mussolini justice et protection et on les récompensa de leur crédulité en les arrêtant à leur descente du train.

Les ouvriers des chantiers navals de Monfalcone et Trieste, les ouvriers de nombreuses villes et de diverses grandes industries qui adhéraient aux syndicats fascistes, se sont mis en mouvement. Les occupations d'usines ont repris en plusieurs endroits, elles sont le fait d'ouvriers fascistes organisés et bénéficient de la bienveillance ou du soutien des squadre.

Ces faits montrent que la faillite politique va suivre la faillite idéologique et que ce sont surtout les ouvriers qui reprennent conscience de leurs intérêts et de leurs devoirs de classe. Il nous faut en tirer une série de conclusions. Tout d'abord, nous ne devons pas considérer le fascisme comme un phénomène homogène, comme un « bloc de granit », contre lequel se briseraient tous nos efforts.

Le fascisme est une construction hétérogène qui renferme divers éléments antagonistes ; c'est donc de l'intérieur qu'il se désagrègera et se dissoudra. Il nous faut engager la lutte avec la plus grande énergie, non seulement pour sauver les âmes des prolétaires séduits par le fascisme mais aussi pour gagner les petits et moyens bourgeois, les petits paysans, les intellectuels, bref, toutes les couches qui sont actuellement, en raison de leur position économique et sociale, en opposition croissante avec le grand capital et se battent contre lui.

Mais il serait extrêmement dangereux de croire qu'en Italie l'effondrement militaire doit succéder inévitablement au déclin politique et idéologique.

Certes, l'effondrement militaire du fascisme se produira aussi, il doit inévitablement se produire, mais il peut être retardé encore longtemps par le poids des moyens dont il dispose.

Et tandis qu'en Italie le prolétariat se détache du fascisme et que, plus conscient, plus fort, et plus sûr de lui, il reprend la lutte pour défendre ses intérêts, une lutte de classe révolutionnaire pour sa liberté, les camarades italiens, les prolétaires doivent s'attendre à

ce que le fascisme, qui sur le plan idéologique et politique va à sa perte, jette contre eux ses forces militaires et fasse régner la terreur la plus brutale et la plus cynique.

Il s'agit d'être prêts ! Un monstre à l'agonie est encore capable de porter des coups mortels. C'est pourquoi les prolétaires révolutionnaires, les communistes et les socialistes qui marchent avec eux sur la voie de la lutte des classes, doivent être prêts à de durs combats.

Nous commettrions une erreur, si l'analyse historique du fascisme nous incitait à ne rien faire, à attendre, à cesser de nous armer et de nous battre contre lui.

Certes, le fascisme est condamné à se désagréger de l'intérieur. Il ne peut être que provisoirement l'instrument de lutte de classe de la bourgeoisie, il ne peut que provisoirement renforcer, légalement ou non, le pouvoir de l'État bourgeois contre le prolétariat.

Il serait pourtant fatal d'attendre la fin du processus de décomposition en jouant les spectateurs intelligents comme s'il s'agissait d'un phénomène esthétique. Notre premier devoir est au contraire de précipiter et d'accélérer ce processus par tous les moyens.

L'affaire Giacomo Matteotti

1923 a été un tournant pour le Parti Communiste d'Italie : il y a d'un côté la répression légale qui nuit, la répression para-légale qui tue, la question de la direction qui est posée avec Antonio Gramsci remplaçant Amadeo Bordiga.

Au final de la réorganisation, le PCI a 8619 activistes, principalement basés en Italie du Nord. Ils sont 1244 dans le Piémont, 350 en Ligurie, 1260 en Lombardie, 818 en Veneto, 866 en Vénétie Julienne, 1385 en Emilie-Romagne, 989 en Toscane, 280 dans les Marches, 123 en Ombrie, 585 dans le Latium, 150 dans les Abruzzes Molise, 394 en Campanie, 340 dans les Pouilles, 378 en Calabre, 338 en Sicile, 119 en Sardaigne.

Du côté de l'unité avec le PSI, l'échec est définitif : un vote des 10 250 militants socialistes restant marque le triomphe du « Comité de Défense Socialiste » sur les « fusionnistes ». Seule la jeunesse du PSI s'unit avec celle du PCI, pour publier notamment le bimensuel *La Voix de la Jeunesse*.

Cependant, le PCI est le parti le plus combattif ; avec Antonio Gramsci comme dirigeant, il prend la tête de l'unité d'action antifasciste la plus nette. Le PCI continue d'agir clandestinement, mais sa base s'élargit. En quelques mois, il passe à 12 000 membres – en quasi totalité des ouvriers des paysans –, avec 815 sections (basées sur le territoire), une influence sur une base de plusieurs dizaines de milliers de personnes sur les 120 000 du syndicat CGdL.

Le journal *L'Unité*, vecteur de l'unité antifasciste, tire à 20 - 25 000 exemplaires, alors qu'il est en pratique semi-clandestin ; *L'Ordre Nouveau* tire quant à lui à 6 000 numéros, avant d'augmenter son tirage.

Cette progression est continue : le PCI passe rapidement à 20 000 membres, avec notamment les partisans de la IIIe Internationale du PSI qui le rejoignent, apportant 2 000 membres, avec beaucoup

de cadres (comme Giacinto Serrati et Fabrizio Maffi). Une association de défense des paysans est également fondée, avec comme revue *La semence*.

C'est que durant toute cette période, le PCI a été à la pointe du combat antifasciste lors de l'affaire Giacomo Matteoti. Cette dernière suit les élections de 1924, marquées par la mise en place par Benito Mussolini d'une majorité assurée dès que 25 % sont atteints.

Le PCI publie à ce sujet, le 23 janvier 1924, un document où il est expliqué que :

« Le mécanisme de la loi électorale, la situation objective du Pays et la façon dont les partis prolétariens sont obligés de fonctionner enlève plus que jamais aux prochaines élections toute valeur comme moyen d'expression de la volonté politique de la majorité. »

Cependant, le PCI est conscient de l'enjeu et il précise :

« Le Comité Central considère la lutte électorale comme un moment de l'action que mène le Parti communiste pour la formation du front unique de défense des intérêts économiques et politiques de la classe ouvrière dont le fascisme est la négation. Il repousse toute idée de bloc qui vise seulement à l'obtention d'un déplacement dans les résultats numériques des élections et qui parte de préoccupations uniquement électorales.

C'est pourquoi il considère que tout accord électoral doit avoir un caractère programmatique qui puisse constituer la base d'un front unique d'action permanent.

Constatant que la bourgeoisie utilise la conquête fasciste de l'appareil d'Etat comme l'instrument le plus perfectionné et le plus efficace de sa dictature, il déclare que ce fait impose à la classe des ouvriers et des paysans la nécessité de réaliser une unité révolutionnaire pour affronter la lutte qui, à travers des développements successifs, doit conduire à remplacer le gouvernement de dictature bourgeoise par un gouvernement des ouvriers et des paysans.

Il décide de proposer aux partis prolétariens italiens d'adhérer à un accord pour la présentation d'une liste commune d'unité prolétarienne et pour l'action, dont la lutte électorale ne doit représenter que le moment initial. »

Palmiro Togliatti écrit alors le manifeste électoral de « *l'Alliance* » :

« L'Alliance pour l'unité prolétarienne affirme qu'il n'y a que dans la classe des ouvriers et des paysans que les forces et la capacité nécessaires existent pour organiser et mener la lutte pour abattre la dictature fasciste. Elle invite les ouvriers et les paysans à se rassembler sur le terrain révolutionnaire de classe pour établir la base nécessaire pour commencer cette lutte. Elle lance le seul mot d'ordre qui soit historiquement actuel et efficace : celui de l'unité de toutes les forces révolutionnaires qui sont sur le terrain de classe. »

Or, le PSI n'assume pas l'unité, tendant à espérer suivre le Parti Socialiste Unitaire qui avait scissionné sur sa droite, qui lui-même espère attirer à lui l'aile sociale du catholicisme.

Les élections d'avril 1924 sont donc un désastre. La liste nationale de Benito Mussolini – la *listone*,

la grande liste – obtient 65,7 % des voix (plus de 4,6 millions de voix), soit 375 sièges sur 535, à quoi s'ajoute une seconde liste nationaliste créé pour happer des voix, et qui reçoit 347,552 votes, soit 19 sièges.

La seconde force, le Parti Populaire Italien d'Alcide De Gasperi, fait 9 % et obtient 39 sièges ; la troisième force est le PSU de Giacomo Matteotti avec 5,9 % et 24 sièges.

Le PSI a 5 % des voix avec un peu plus de 360 000 voix et le PCI obtient lui un peu plus de 268 000 voix, soit 3,74 %.

Or, dans la foulée des élections, Giacomo Matteotti tient le 30 mai, à la Chambre des députés, un grand discours accusatoire, accusant les fascistes d'avoir truandé les élections, au moyen de magouilles, d'annulation de votes, de trucages dans le comptage, etc.

Le 10 juin, il est enlevé et assassiné. Or, cela provoque une vague sans précédents de protestation. Il est clair pour tous les observateurs que le fascisme est allé trop loin et que si l'on pousse, il s'effondre.

Le PCI prend la tête du combat dans cette situation, proposant la grève générale aux autres partis de gauche. *L'Unité* est l'outil principal de la lutte, passant à 20 000, puis 50 000 exemplaires en peu de temps, faisant le procès du régime, rendant compte du meurtre de Giacomo Matteotti le 13 juin, appelant le 15 juin à « *chasser du gouvernement les assassins fascistes* », alors que le 14 juin Antonio Gramsci salue la décision générale de quitter le Parlement.

A partir de la fin de juin, tous les partis d'opposition abandonnent en effet le Parlement, dans ce qui fut appelé « *la sécession de l'Aventin* », en allusion à un événement de l'histoire romaine (la sécession de la plèbe). Ils forment un comité d'opposition, exigeant la fin des menées squadristes.

L'opinion publique est clairement avec l'antifascisme ; la presse des organisations antifascistes tirent alors à 4 millions d'exemplaires, alors que la presse fasciste le fait à 400 000. Le *Corriere della Sera* tire à 500 000, *la Stampa* à 400 000, *la Justice* (du PSU) à 150 000, *Avanti !* (du PSI) à 150 000, le journal antifasciste humoristique *Il Becco Giallo* – le Bec Jaune – à 350 000.

Toutefois, sans la mobilisation des masses elles-mêmes – que le comité d'opposition refuse, espérant en le Roi et l'Armée – rien ne peut aboutir et le PCI l'abandonne, faisant un appel aux travailleurs du PSI et du PSU pour forcer « *leurs chefs opportunistes à rompre avec la bourgeoisie et à s'unir au prolétariat révolutionnaire pour réaliser l'unité de la classe ouvrière* ».

Le 20 Juin, *l'Unità* publie ce communiqué :

« La décision du Conseil Directif de la Confédération Générale du Travail (CGdL), l'attitude des maximalistes et celle des réformistes lors de la dernière réunion du Comité d'Opposition ont précisément le sens d'un refus de la proposition avancée par le Parti Communiste, invitant la classe ouvrière à la lutte sur un front unique pour abattre le gouvernement fasciste.

La classe ouvrière ne peut porter sa confiance en l'"opposition" constitutionnelle à laquelle se sont acollés les réformistes et les maximalistes. Par son comportement équivoque et par sa passivité coupable, celle-ci a démontré son impuissance et son

incapacité à lutter sérieusement contre le fascisme.

La crise politique profonde dans laquelle notre pays s'est inopinément précipité persiste dans toute sa gravité: celle-ci porte en elle les germes d'une nouvelle situation dans laquelle la classe ouvrière peut reconquérir ses droits politiques les plus élémentaires, que le fascisme lui a arraché.

Mais pour que cela soit possible il est nécessaire que la classe ouvrière, prenant confiance en ses propres forces, , retrouve, dans l'unité d'action, la force d'intervenir activement dans l'actuelle crise politique et influencer ses développements ultérieurs.

Les ouvriers maximalistes et réformistes doivent obliger leurs dirigeants opportunistes à rompre avec la bourgeoisie et s'unir au prolétariat révolutionnaire pour réaliser l'unité de la classe ouvrière.

Les travailleurs communistes doivent, quant à eux, intensifier l'agitation parmi les masses avec le mot d'ordre:

"DEHORS LE GOUVERNEMENT D'ASSASSINS - DÉSARMEMENT DE LA GARDE BLANCHE"

Pour le salut de la classe ouvrière, il faut reprendre la marche en avant. »

Cet appel n'est pas suivi cependant ; la CGdL, quant à elle, a proposé une grève de 10 minutes, soutenue même par les syndicats fascistes, et le PCI n'a pas les moyens de déborder le mouvement. Cela reflète la situation ouvrière : le nord ouvrier est entièrement passif, alors que dans le sud la grève déborde en barrages à Naples, avec 15 000 ouvriers en grève, des cessations massives de travail dans la construction à Rome, des grèves à Bari, etc.

Voici comment le secrétaire interrégional de Lombardie Émilie-Romagne raconte la situation dans sa région, le 16 juillet 1924 :

« La classe ouvrière voulait agir contre le fascisme : elle attendait un mot d'ordre des partis prolétariens et des organisations classiques...

Quand on a su que le groupe parlementaire communiste était sorti du Comité des Oppositions, de nombreux travailleurs, même des camarades et des sympathisants, ne pouvaient s'en expliquer la raison : du côté des travailleurs l'impression immédiate ne fut pas très favorable à notre Parti.

Ce n'est que plus tard... après des preuves évidentes que le Comité voulait combattre le fascisme seulement en paroles, que les masses ont applaudi à notre attitude...

Mais ici surgit spontanément une question : s'il est vrai que les masses sympathisent avec notre Parti pourquoi ne le suivent-elles pas sur le plan politique ?

Les masses sont simplistes, elles considèrent que si la Confédération générale du travail, le Part socialiste unitaire n'ont pas adhéré, par exemple au mot d'ordre lancé par notre Parti pour la grève générale, ces organisations l'ont fait parce qu'elles ont jugé la réussite impossible.

Cette façon de voir, on peut la vérifier en parlant avec de nombreux ouvriers et paysans qui, si d'un côté ils disent que les sociaux-démocrates ont mal fait de se mettre à la traîne du mouvement légalitaire antifasciste plutôt que du mouvement révolutionnaire, ils excusent cependant leur attitude, déclarant qu'ils l'avaient fait parce qu'ils considéraient comme trop dangereuse une lutte ouverte sur le terrain de l'action.

Dans toutes les provinces notre Parti s'est trouvé isolé après la séparation de notre groupe parlementaire du Comité des Oppositions.

Mais les camarades ont le même vécu que les masses ouvrières, ils attendent quelque chose d'effectif des oppositions, ils regardent avec une foi intense vers notre Parti parce qu'ils voudraient très fort, mais n'ont pas encore le courage de renforcer leur adhésion. »

Palmiro Togliatti, dans une lettre du 7 octobre 1924 à l'Exécutif de l'Internationale Communiste, présente la chose de la manière suivante :

« La continuation de la répression fasciste sur les ouvriers et les paysans détermine chez les travailleurs un état d'esprit d'inertie et de passivité qui constitue un élément de notre situation. Les ouvriers et les paysans sont amenés à penser qu'il n'est pas possible maintenant, pour leur classe, de redevenir un élément décisif de la situation. Ils considèrent qu'aujourd'hui, leur devoir est d'attendre que d'autres forces débarrassent le terrain de la lutte politique, de l'obstacle du fascisme. »

Ainsi, le PCI ne peut pas, la gauche réformiste et les catholiques sociaux ne veulent pas, ayant trop peur des masses. Les deux semaines où Benito Mussolini aurait pu être chassé du pouvoir sont restées inutilisées et l'opposition antifasciste est incapable de prendre l'initiative. Le fascisme comprend alors que son destin tient à ce qu'il fasse le grand saut.

1925 et la progression du Parti Communiste d'Italie

Le grand problème posé par le fascisme au gouvernement est de savoir comment l'en sortir. Le PCI considère que pour l'extirper, il faut nécessairement changer de régime. Le PSI, basculant toujours plus à droite, pense qu'il est possible justement de s'appuyer sur le régime pour le chasser.

Il y a toutefois pire comme problématique : personne ne pense que le fascisme puisse se maintenir. Tout le monde pense que Benito Mussolini pousse dans la brutalité des chemises noires justement afin de parvenir à un compromis et de s'institutionnaliser.

Le fascisme n'aurait ainsi été qu'une vague, retombant nécessairement. La bourgeoisie n'aurait aucun intérêt au fascisme si elle n'est pas menacée, de plus la guerre civile est un processus toujours risqué pour elle à long terme.

Pour cette raison, le PCI prend comme mot d'ordre « l'anti-Parlement », tentant de développer un mouvement qui s'élançe à côté des institutions.

Toutefois, le fascisme va de l'avant précisément parce qu'il compte triompher. Le gouvernement de Benito Mussolini avait profité, en novembre 1922, des pleins pouvoirs donnés par la Chambre des députés et le Sénat, et il ne compte pas reculer : il ne le peut pas. Le paradoxe apparent alors pour

les observateurs est donc que loin de soumettre la violence aux institutions, le fascisme fait l'inverse.

A la réouverture de la Chambre, le 3 janvier 1925, suite à l'affaire Matteoti, Benito Mussolini tient un discours très clair :

« Je déclare ici, en présence de cette Assemblée et en présence de tout le peuple italien, que j'assume, moi seul, la responsabilité politique, morale, historique de ce qui s'est produit.

Si les phrases plus ou moins déformées suffisent à pendre un homme, sortez le gibet et sortez la corde ! Si le fascisme n'a été que huile de ricin et bastonnade et non en fait une passion superbe de la meilleure jeunesse italienne, la faute m'en revient ! Si le fascisme a été une association de criminels, je suis le chef de cette association de criminels ! »

Il précise également :

« Soyez assurés que dans les 48 heures qui suivront mon discours, la situation sera éclaircie sur toute la ligne. »

Les préfets se chargent en effet d'organiser des séries de rafles, d'intimidations, montrant que l'État agit dans l'esprit du gouvernement. 95 lieux de rencontre militante sont fermés, 25 « *organisations subversives* » interdites, 111 « *dangereux révolutionnaires* » sont emprisonnés, les chambres du travail sont fermés à Bologne, Palerme, Trieste, Bescia, Foggia, Modène.

Les fascistes interviennent naturellement également, menant de très nombreux assauts violents. *L'Unité*, le journal de front du PCI, est quant à lui saisi 11 fois entre le 3 et le 16 janvier. De fait, toute la presse devient la cible du régime lui-même, fusionnant toujours plus avec le fascisme.

On peut comprendre la difficulté de la lutte quand on sait que si le PCI a désormais 27 000 membres, *L'Unité* ayant subi la répression tire à 30 000 – 40 000 exemplaires, *L'État ouvrier* autour des 10 000 -14 000, *Avant-Garde* à 15 000, *L'Ordre Nouveau* à 5 000 – 6 000.

La grande majorité du Parti est composée d'ouvriers de l'industrie, avec pour le reste un quart des effectifs qui sont paysans et ouvriers agricoles, 5% étant des artisans, des employés, etc. Le Nord est toujours le centre névralgique pour le PCI, avec 15 000 membres qui y sont présents.

C'est la raison pour laquelle il parvient, en novembre, à réaliser dans plusieurs villes ouvrières de grands meetings pour célébrer la révolution d'Octobre, alors que pour le 1er mai, désormais plus férié, 50 000 ouvriers menèrent une grève à Milan, plusieurs dizaines de milliers à Turin, plusieurs milliers à Trieste (400 ouvriers y sont arrêtés), ainsi que de manière plus restreinte à Rome, Novara, Bologne, Florence.

Le PCI, au cours de l'année 1925, procède également à sa bolchevisation, avec 460 cellules d'usines (rassemblant environ 4000 membres), pour 750 cellules de quartiers (avec à peu près 7 000 membres) et 950 de villages (avec plus de 10 000 membres).

Le PCI est majoritaire à l'usine historique de Fiat Lingotto ; chez Fiat aux élections de la mutuelle interne, la liste du PCI obtient 8729 voix, contre 8741 à celle de la FIOM unissant PSI et PSU.

Le PCI dirige également la fédération des travailleurs du bois (mais celle-ci est passé de 14 000 à 5 000 membres) et celle des travailleurs des hôtels restaurants, quelques sections des fédérations de métiers, les Chambres du travail de Naples, Trieste, Bari, Trévise, Foggia, Messine ; à Turin il dirige 19 syndicats (les maximalistes du PSI et les réformistes en dirigeant huit), il est hégémonique également dans les syndicats de Padoue, Vicenza, Savona.

Dans la FIOM, le syndicat qui s'occupe de la métallurgie, les communistes représentent la moitié environ du syndicat, mais celui-ci est passé de plus de 72 000 membres à 12 000, ce qui est une tendance générale : la fédération de la chimie avait plus de 33 000 personnes, elle n'en a plus que quelques milliers, le syndicat des chemins de fer est passé de 115 000 membres à un peu plus de 6000, etc.

Quant à la CGdL, le PCI y est soutenu par quasiment 34 000 personnes, mais les maximalistes du PSI le sont par pratiquement 55 000 personnes et les réformistes par plus de 153 000.

Le PCI gagne du terrain, mais ce terrain se réduit ; il avance mais c'est cependant très loin de suffire pour faire face au régime et à sa pression toujours grandissante, surtout que le *Comité des oppositions* a catégoriquement refusé le PCI. Ce dernier est donc en première ligne, mais les lignes sont ténues : à Rome, sur 7000 personnes prêtes à intervenir militairement pour l'antifascisme, 4000 sont communistes.

Même au Parlement, où le PCI revient pour tenir des discours antifascistes, la situation est terriblement tendue : l'ouvrier Luigi Repossi est reçu calmement pour faire bonne figure, mais avec une pression terrible de la part des 300 députés fascistes. A l'avenir, des cassages de gueules en plein Parlement pourront avoir lieu, sauf dans le cas de la visite d'Antonio Gramsci, le 16 mai 1925.

Sa réputation était déjà grande ; Benito Mussolini l'avait qualifié, en 1921, de « *nain sarde, professeur d'économie et de philosophie au cerveau indubitablement puissant* ». Au Parlement, en raison de sa voix très faible due à sa santé terriblement mauvaise, Antonio Gramsci fit face à des députés fascistes faisant le symbole de tendre l'oreille pour entendre que « *les forces révolutionnaires italiennes ne se laisseront pas écraser, que votre sombre rêve ne parviendra pas à se réaliser* ».

Le PCI se renforçait, mais ses marges de manœuvres étaient terriblement restreintes. Il existe cependant en tant que Parti authentique, nouvellement forgé. A ce titre, il liquide le courant d'Amadeo Bordiga, ce qui n'avait pas été réalisé jusque-là.

Le PCI avait été en 1924 encore largement influencé par Amadeo Bordiga : celui-ci n'était pas exclu, mais refusait toute responsabilité, exerçant encore une vaste influence occulte. On peut comprendre l'ampleur de celle-ci lors d'une vaste réunion clandestine de la direction du PCI, ayant rassemblé alors 67 personnes, dans un refuge de montagne de la région de Côme.

Antonio Gramsci racontera de la manière suivante comment la direction du PCI se fit passer pour des employés en vacances :

« Et puis, une réunion illégale du Parti, puis une promenade touristique en montagne des employés d'une firme de Milan : toute la journée des discussions sur les tendances, sur la tactique et pendant le repas au refuge plein de randonneurs, de discours fascistes à

la gloire de Benito Mussolini, une comédie générale pour ne pas éveiller les soupçons et ne pas être dérangés dans les réunions tenues dans cette belle petite vallée blanche de narcisses. »

A cette conférence de 1924, Amadeo Bordiga et ses partisans représentaient 35 secrétaires de fédération sur 45, 4 des 5 secrétaires interrégionaux, le représentant de la Fédération des Jeunes et un membre du Comité central, alors que le camp d'Antonio Gramsci, le « centre », avait avec lui 4 secrétaires fédéraux et 4 membres du Comité central (dont 3 sont absents), alors que la « droite » a 5 secrétaires fédéraux et 4 membres du Comité central, et que deux délégués s'abstiennent.

Une discussion retranscrit bien l'ambiance à ce moment-là :

« Gramsci : Il y a un début de reprise dans le mouvement ouvrier. Quel sera son déroulement ?...Ce n'est qu'à travers un lent et long travail de réorganisation politique que le prolétariat pourra devenir un facteur dominant de la situation...Il manque à notre mouvement l'adhésion de la majorité du prolétariat.

Bordiga : Nous l'aurions si nous n'avions pas changé notre tactique par rapport au Parti socialiste ! D'ailleurs nous ne sommes pas pressés....

Gramsci : Si ! Nous sommes pressés, au contraire ! Il y a des situations dans lesquelles ne pas être pressé provoque des défaites... »

En 1925, la situation n'a plus rien à voir. Le PCI s'est reconstruit avec Antonio Gramsci. Amadeo Bordiga tenta bien de lever une fraction « de gauche » pour renverser la direction, se posant comme courant de gauche parallèle à celui de Trotsky en URSS, mais il est rejeté par la quasi totalité des 72 fédérations, seules trois prenant partie en sa faveur.

Au congrès de Lyon, ville choisie pour son immigration socialiste et communiste italienne, qui se déroule du 20 au 26 janvier 1926, Amadeo Bordiga tente une dernière opération, demandant que les fractions soient autorisées dans le PCI et dans l'Internationale Communiste, refusant les cellules d'usines remplaçant les cellules territoriales car cela apporterait une mentalité qui pourrait « *se prêter à la dictature commode d'un fonctionnaire bureaucratique* ».

Enfin, il considère que le Parti comme un produit organique de la classe, « *qui synthétise et unifie les impulsions individuelles* » des éléments combattifs et qui doit par conséquent également refuser toute tactique et particulièrement la logique de front antifasciste.

Luigi Longo, un dirigeant d'importance du PCI aux côtés d'Antonio Gramsci et Palmiro Togliatti, résume cela de la manière suivante :

« Pour Bordiga, toutes les forces utiles à la révolution se trouvent déjà dans le Parti. C'est pourquoi, pour Bordiga, toute tentative de trouver des alliés en dehors du Parti représente une déviation, un compromis injustifiable.

Pour Bordiga les possibilités révolutionnaires sont toutes contenues dans le Parti communiste. Pour le léninisme, au contraire, elles sont fournies par les conflits internes du capitalisme, par les luttes contre l'impérialisme dans lesquelles sont entraînés les classes moyennes et s'étendent dans la mesure de la capacité d'action du Parti de la

classe vraiment révolutionnaire, le prolétariat. »

Le Parti est avec Antonio Gramsci ; au congrès de Lyon, le courant « centriste » qu'il représente obtient 90,8 % des voix. En février, le congrès de la Jeunesse du Parti va dans le même sens ; la réunion de 32 délégués représentant 7 000 membres soutiennent la direction avec 94,6 % des voix.

1926, année du tournant avec l'instauration du fascisme

Le III^e congrès du PCI avait été une réussite ; les organes de répression ne parvinrent pas à empêcher sa tenue, ni la réalisation de 3000 discussions de cellules pour le préparer. Le PCI vivait une situation de liberté surveillée, de répression dès qu'il progressait trop, avec des actions violentes, jusqu'au meurtre, se réalisant par moment.

Voici une anecdote de l'ouvrier de Turin Celeste Negarville, devenu permanent du PCI, sur sur l'atmosphère des Congrès fédéraux :

« Le Congrès était totalement illégal et il fallait recourir à une série de stratagèmes pour semer les deux policiers qui accompagnaient toujours Gramsci.

Ces péripéties qui consistent, en général, en longues courses en taxi à travers la ville, avec des changements successifs de deux ou trois voitures jusqu'à ce que l'on soit sûr que les policiers aient bien perdu sa trace, le rendaient toujours nerveux...

Je crois qu'il s'irritait aussi parce que son aspect physique le rendait facilement reconnaissable, lui rendant l'opération encore plus difficile...

Au Congrès provincial de Milan, qui dura toute la nuit, assistaient une cinquantaine de délégués réunis autour de la lampe à huile d'une cabane en pleine campagne. »

Toutefois, le fascisme ne compte pas ne pas profiter de sa situation de force, notamment après l'affaire Zaniboni. Le responsable du Parti Socialiste Unitaire, Tito Zaniboni, aidé du général fasciste mais franc-maçon Luigi Capello, tenta en effet de tuer Benito Mussolini, le 4 novembre 1925.

L'opération échoua, mais tendit encore plus la situation ; le régime exigea que la presse soutienne désormais le régime, forçant la presse contestataire à capituler. En septembre 1925, la *Stampa* fut suspendue pour un mois, par la suite son responsable Luigi Salvatorelli fut obligé de quitter sa direction.

La Rivoluzione liberale est interdite le 1er novembre, son auteur le proluxe Piero Gobetti – qui considérait que les luttes de classes relevait de la concurrence normale au sein d'une société libérale – meurt en exil à Paris à 24 ans d'une bronchite et des suites de ses blessures, après avoir été au préalable brutalement agressé par les fascistes en Italie.

Le 28 novembre, le *Corriere della Sera* se soumet au régime ; son dirigeant pendant 25 ans, le libéral-conservateur Luigi Albertini qui a même soutenu le fascisme initialement avant de se tourner vers le PSU, cesse tout engagement.

La Giustizia, journal du PSU, est interdit tout comme ce parti suite à la tentative d'attentat de Tito Zaniboni (qui est lui simplement mis en prison). Le journal du PSI, *Avanti !*, a de son côté subi 76 saisies après l'attentat.

En fait, dès le début de l'année 1926, les préfets avaient saisi systématiquement les journaux critiquant le régime. Même *L'Unité* – qui tire à 15 à 20 000 – avait été obligée de systématiser son copié-collé d'information de journaux non interdits, et encore cela ne passe pas toujours devant une répression toujours plus zélée.

L'opération d'illégalisation de l'opposition antifasciste intervient suite à la tentative d'assassinat contre Benito Mussolini faite à Bologne le 31 octobre 1926 par l'anarchiste de quinze ans Anteo Zamboni. L'assaillant est lynché par les fascistes et il s'ensuit une interdiction générale de l'opposition, avec une série d'attaques et de meurtres que le journal *Il Popolo d'Italia* justifie ainsi : « *Un régime révolutionnaire a ses lois révolutionnaires inexorables qui en sont la sauvegarde* ».

Le 1er novembre, le régime justifie la cessation temporaire (mais indéterminée) de la presse d'opposition, la dissolution des partis et organisations opposés au régime, la mise en prison de quiconque se prononcerait en faveur d'actions contre le régime, la formation d'un service d'enquête politique à chaque direction de légion de la milice *MVSN*, la mise en place d'un organe judiciaire spécial pour les délits politiques.

Rien qu'à Milan, en huit jours, 1960 personnes ont été arrêtées, 151 violemment passées à tabac, 40 bureaux et maisons mis à sac. A Brescia il y eut 176 arrestations, 30 maisons et bureaux détruits, 10 personnes tabassées, à Vérone il y eut 260 arrestations, trois maisons détruites, à Padoue il y eut 200 arrestations, 40 bannissements et toute une série de tabassages, d'incendies, etc. Rome est la ville la plus touchée, avec 6000 arrestations.

Du côté du PCI, la répression a durement frappé : les bureaux de *L'Unité* ont été détruits, ainsi que de nombreuses imprimeries dévastées ou détruites ; un tiers des effectifs du Parti se retrouve en prison. Plusieurs milliers de personnes ne resteront en prison toutefois qu'au maximum plusieurs semaines. Mais le dirigeant, Antonio Gramsci, est aux mains du régime.

Palmiro Togliatti dira à ce sujet, à la commission italienne du Secrétariat latin de l'Internationale communiste le 24 octobre 1928, que :

« Il ne fait aucun doute que notre parti n'a pas vu à temps le changement de situation qui s'est produit à la fin de 1926 et au début de 1927. Il n'a pas vu à temps le passage d'un régime de semi légalité à celui de l'illégalité absolue ni la situation qui s'est créée en Italie et qui mettait le fascisme devant la nécessité de mener une attaque particulièrement acharnée contre l'avant-garde de la classe ouvrière.

Il n'a pas compris que ces faits imposaient un changement rapide de ses méthodes de travail et de ses méthodes d'organisation en général.

Qui s'est trompé dans ce domaine ? Un organe du Parti, ou un autre ? Tel ou tel camarade ?

Non. C'est le Parti dans son ensemble qui s'est trompé...

Au début, dans les premiers mois de 1927, quand on voyait que le travail illégal se développait bien, sur une grande échelle, on pensait que cela durerait longtemps, et l'on pensait même « Maintenant, il n'y a plus cette situation de semi clandestinité, on peut mieux travailler, d'une manière plus sûre ». C'était une erreur.

En réalité, l'adversaire nous a étudié pendant un certain temps et après, quand il a réussi à découvrir quelles étaient nos méthodes de travail, qui étaient encore les anciennes méthodes, il nous a frappés très en profondeur et nous avons beaucoup perdu. Nous avons perdu la meilleure partie des cadres intermédiaires de notre parti. »

Pietro Secchia, l'un des principaux dirigeants du PCI, formulera cela de la manière suivante le 5 juillet 1928 à la session du Comité Central :

« Face aux lois d'exception, le parti eut une attitude je m'en foutiste, héroïque et fit apparemment un beau geste.

« Tout est comme avant, se disait-il. Le Tribunal spécial n'est fait que pour effrayer les gens. Nos journaux sont plus diffusés qu'auparavant ».

On prévoyait que « *L'Unité* » aurait, sous peu, triplé son tirage.

« Un journal pour chaque atelier », disions-nous, nous les jeunes. Et après novembre, commença une fantastique diffusion de journaux, de fascicules, de papier imprimé.

Nous voyions le bon côté de notre activité mais nous ne pensions pas au reste, nous pensions que si les lois d'exception étaient arrivées, elles étaient arrivées pour nous laisser faire ce que nous voulions, nous ne pensions pas que les lois d'exception seraient appliquées sérieusement et qu'elles allaient faucher, faucher abondamment.

Nous ne pensions pas un seul instant à la force du fascisme. Nous ne nous posâmes pas un seul instant la question : est-ce que le fascisme aura la force d'appliquer ses lois ?

Où nous mènera l'application de ces lois pendant une période prolongée ? Nous voulions donner une réponse à la dissolution du parti, à la privation de toute liberté et nous nous lançâmes à corps perdu dans la lutte...

Il était juste que notre parti répondît, il était juste que notre parti fasse sentir son existence aux masses travailleuses et au fascisme. Il était juste que notre parti dise aux ouvriers qu'on ne les avait pas abandonnés.

Mais il y a répondre et répondre. Nous pouvions et nous devions lutter, mais sur un terrain qui nous permettait un minimum de défense, une possibilité de résistance. Nous luttâmes, au contraire, à visage découvert, nous partîmes à l'assaut face aux mitraillettes sans aucun refuge.

C'était la tactique de Cadorna... L'erreur a été commise par tous... Et même la base fut pleine d'initiative, elle a affronté, elle aussi, la lutte avec enthousiasme et ouvertement, trop ouvertement...

À la fin du mois de juin, la base commença à réagir. Elle commença à faire sentir que de

cette façon on ne pouvait pas aller de l'avant, que l'offensive engagée était trop inégale... En juin 1927, il n'y avait plus aucun journal d'atelier, il n'y avait plus aucun journal fédéral local... »

Face à la répression totale

L'un des grands soucis posés par le fascisme italien est l'émigration des progressistes. Celle-ci touche 44 782 personnes en 1921, 100 000 en 1922, 167 000 en 1923, 201 000 en 1924, 45 528 en 1925, 111 252 en 1926.

Comment lutter contre le fascisme si les plus progressistes s'en vont, abandonnant le terrain ? Le PCI, lui, décide de rester fermement sur le terrain de la lutte de classes en Italie ; seule une centaine de cadres émigre pour des conditions de sécurité. Pratiquement 6 500 militants combattent de pied ferme, dans 47 organisations provinciales (23 provinces n'ayant pas de structure unifiée), affrontant une terrible répression les ciblant de manière prioritaire : 3000 communistes passent par la prison.

Toutefois, le PCI profite d'un réseau travail souterrain mis en place, toujours territorialement, quartier par quartier. Les unités appelées *regroupements civils*, ou encore *squadre rosse* comprennent 10 personnes, membres ou sympathisants du PCI, ayant tous juré de n'appartenir à aucune autre organisation ou parti dont la discipline pourrait entrer en conflit avec celle des *squadre*.

Ces équipes sont chargées d'organiser le fonctionnement clandestin de la section : réunir des armes et les répartir efficacement, monter des ateliers ou des imprimeries clandestines, organiser la fuite des camarades recherchés, effectuer la protection armée de manifestations ou de locaux menacés par les fascistes...

Des équipes agissent également au sein de l'armée italienne, faisant par exemple sortir des armes pour les fournir aux sections des villes les plus proches. Les FGCI (jeunesses communistes) jouent un grand rôle de recrutement et de coups de main, surtout dans les grands centres ouvriers.

Aux côtés des *squadre* à vocation militaire, on trouve aussi des équipes auxiliaires composées de femmes ou de personnes âgées, chargées par exemple du renseignement, de la propagande simple ou de la formation politique des militants, le tout tendant à faire des quartiers populaires des forteresses inexpugnables.

Ces *squadre rosse*, même si évoluant parallèlement au parti, y sont reliées hiérarchiquement via un réseau de *fiducieri*, d'hommes de confiance, faisant office de relais de la direction du Parti aux fédérations, jusqu'aux sections locales.

Le PCI a concrètement deux bases principales, Gênes et Milan. Il fait le tour de force de parvenir à continuer sa propagande, principalement avec des tracts et écrits recopiés à la main ou lithographiés, comme la revue *Le Marteau* chez Fiat centre, *Le son de cloche* chez Lancia, *Portolongone* chez Fiat Lingotto, *Réveil à la Riv*, *Le drapeau rouge* chez Alfa Roméo de Milan.

Dans cette dernière ville les chauffeurs de taxi ont *La Rescousse*, alors que les étudiants turinois

ont *Le goliard rouge*, les électriciens de Trieste *Le phare*, la jeunesse communiste de Novara *La jeunesse rouge*, etc. Il y a également le journal humoristique *Le Petit Coq Rouge*, celui pour enfants *L'Enfant Prolétaire*, etc.

L'Unité elle-même est réimprimée, de manière bihebdomadaire, à pas moins de 23 000 exemplaires, avec 1 000 exemplaires en Lombardie, autant à Rome et Naples, 8 000 exemplaires dans le Piémont, 700 à Trieste. Le premier numéro paraissant à Milan titre « *La fureur de la réaction ne brisera pas la résistance prolétarienne* », une seconde version à Turin « *Le Parti communiste est insupprimable* » ; dans leur éditorial on lit :

« Ce journal qui est le nôtre et qui sort aujourd'hui avec le titre glorieux de notre quotidien supprimé représente la permanence de notre conscience de classe, de notre volonté de lutte et de la continuité de notre lutte... Ouvriers, camarades de travail, de foi et de lutte, la révolution prolétarienne est en marche. C'est pourquoi la bourgeoisie fasciste se défend aussi féroce et désespérément. Combattons le doute et le découragement par tous les moyens, partout. »

On comprend la vision qu'a le PCI de la situation avec ce qu'explique le dirigeant communiste italien Ruggero Grieco à la Commission italienne de l'Internationale Communiste en janvier 1927 :

« Étant donné que le parti fasciste est le seul qui existe en Italie et qu'aucune opposition effective au fascisme n'est permise, étant donné que la sociale démocratie est contre le fascisme, le processus de radicalisation des masses travailleuses et petites bourgeoises est ralenti mais il n'est pas interrompu.

C'est pourquoi nous voyons la chute du fascisme dans un moment de développement de cette radicalisation. Voilà donc le devoir du Parti communiste : accélérer le processus de radicalisation des masses populaires. Nous voyons aussi la chute du fascisme comme le résultat d'une lutte armée : le fascisme ne peut tomber que sur le terrain de la lutte armée. »

Le fascisme pose, en effet, une ligne de fracture d'une brutalité complète, notamment avec le « tribunal spécial ». Rien qu'en 1927, il procède à 255 condamnations, pour un total de 1371 années de prison ; la plupart des personnes condamnées sont au PCI. Une simple diffusion de tracts peut amener à une condamnation à 4-5 ans de prison, la diffusion de publications à 18 ans.

L'Organizzazione di Vigilanza e Repressione dell'Antifascismo – OVRA, Organe de Vigilance et de Répression de l'Antifascisme – mène une activité effrénée.

En 1928, le processus s'accélère : les condamnations sont au nombre de 696, pour 3404 années de prison au total.

Symbole de cette chasse au communiste, un simple chiffon rouge à la fenêtre d'un immeuble restauré à Florence en 1928 provoque une série d'arrestations de maçons, avant qu'on s'aperçoive qu'il recouvrait un lampadaire pour le protéger lors des travaux.

C'est une bataille, avec les communistes directement en ligne de mire du régime. Les militants du PCI gardent pourtant la tête haute ; voici un compte-rendu fasciste d'un procès à Rome, en 1927 :

« Au cours de la discussion des cas, les dits accusés ont eu une attitude hautaine

particulièrement le bien connu Li Causi Gerolamo qui fut, hier, par ordre du Président, séparé des autres accusés pour être surveillé plus efficacement par le CC. RR de service.

A la suite du comportement des détenus, on a adopté aujourd'hui des mesures de surveillance très sévères en augmentant le nombre des carabiniers envoyés à l'extérieur et à l'intérieur du box des accusés.

De telles mesures se sont révélées utiles parce que aujourd'hui, à peine lue la lettre qui condamne les accusés, la plupart de ceux-ci ont manifesté, essayant de crier « Vive le communisme ! », ne parvenant à prononcer que la première syllabe du mot communisme grâce à l'intervention immédiate des carabiniers qui ont empêché la manifestation avec énergie en jetant tout de suite les détenus du box dans une chambre de sécurité.

La tentative n'a eu aucune répercussion ni réveillé des impressions parce que le public était presque totalement absent et qu'il ne restait dans la salle d'audience, à part les avocats, que quelques journalistes, tandis que les alentours de la salle d'audience étaient gardés et complètement dégagés par la force publique. Les détenus ont été ensuite emmenés de nouveau dans les prisons sans aucun incident. »

Voici le compte-rendu par l'agence de presse française *Havas* de l'exécution - la première condamnation à mort officielle par le régime - du communiste Michele Della Maggiora, ouvrier rentré de l'émigration pour lutter clandestinement et ayant tué deux fascistes en résistant à son arrestation. Le tribunal spécial du régime se transférera même dans la ville concernée, Lucca, pour organiser un procès expéditif.

« Le communiste Della Maggiora a été fusillé ce matin [du 18 octobre 1928] dans les environs de Lucca : 6900 miliciens de la légion 94a de la milice fasciste entouraient le lieu de l'exécution et 12 hommes du même corps formaient le peloton d'exécution. Le condamné a refusé les secours de la religion et conservé jusqu'au dernier moment son attitude de défi. Lié au poteau, il a encore proféré des imprécations antifascistes dont la dernière a été interrompue par la fusillade. »

C'est dans ce contexte que se déroule le « grand procès », celui de 33 dirigeants communistes, dont huit sont en fuite et un, Isidoro Azzario, devenu pratiquement fou suite à la torture. Ce procès, repoussé afin d'établir davantage de « preuves », de contourner le problème de la rétroactivité de l'établissement du tribunal spécial formé par la loi du 10 décembre 1926, visait à supprimer la direction du PCI.

Le ministère public aura une phrase célèbre au sujet d'Antonio Gramsci : « *Il faut empêcher ce cerveau de fonctionner pendant 20 ans !* ».

Les condamnations sont en ce sens, avec notamment Umberto Terracini qui est condamné à 22 ans, 9 mois et 5 jours, Antonio Gramsci, Mauro Scoccimarro et Giovanni Roveda condamnés à 20 ans, 4 mois et 5 jours, Aladino Bibolotti à 18 ans, Isidoro Marchioro et Ambrogio Riboldi à 17 ans, Angelo Borin et Roslino Ferragni à 16 ans, plusieurs autres à 15 ans.

La direction du PCI est, au moment de la condamnation, en réunion à Bâle, en Suisse, dans une session élargie du Comité Central. Palmiro Togliatti, en tant que responsable du travail de

secrétariat, est le véritable dirigeant du PCI : ce sera à lui d'assumer la direction de la lutte contre le fascisme.

État fasciste, État corporatiste

A quoi ressemble le régime fasciste une fois qu'il a placé dans l'illégalité toute l'opposition et considérablement affaibli le PCI ?

L'une des choses les plus importantes qu'il réalise, dans le cadre italien, est un accord avec le Vatican, signé le 11 février 1929. Ces « *accords de Latran* » – du nom du palais du Latran, la résidence du pape – donnent naissance à l'État du Vatican, formellement indépendant, et fait de l'Église catholique, apostolique et romaine la tenante de la religion officielle de l'Italie.

L'Église catholique et le fascisme posent ainsi leur convergence. A côté de cela, le 9 décembre 1928 le Grand Conseil du fascisme devient « *l'organe suprême qui coordonne toutes les activités du régime* », alors que la réforme électorale fait que c'est lui qui choisit les candidats, parmi les organisations patronales, les syndicats, les structures de l'État, etc.

Le 24 mars 1929 a lieu un plébiscite – « *Approuvez-vous la liste des députés désignés par le Grand Conseil National du Fascisme ?* » – dont le résultat est 98,43 % pour le oui (plus de 8,5 millions de voix), 1,57 % pour le non (avec un peu plus de 135 000 personnes).

On notera que si le corps électoral avait 12 millions de personnes en 1924, il n'en avait désormais plus qu'un peu plus de 9,4 millions.

Ce succès du fascisme tient à la réussite de la mise en place d'une profonde démagogie sociale, reposant sur le principe du « corporatisme » unissant les classes sociales sous un même drapeau national.

Dès la loi du 3 avril 1926, le droit de grève est supprimé et seuls les syndicats « *légalement reconnus* » ont le droit d'exister : il s'agit des syndicats fascistes qui sont liés au pacte dit du Palais Vidoni, du 2 octobre 1925, à la *Confindustria*, le syndicat patronal.

Seuls les syndicats fascistes et la *Cofindustria* ont le droit de former des conventions collectives, dont l'État est l'arbitre.

Le principal syndicat, la CGdL, s'est sabordé dans ce processus, ses dirigeants réformistes formant alors une « *Association nationale pour l'étude des problèmes du travail* » au service du régime.

En réponse, le PCI avait appelé à reconstituer la CGdL, réussissant à rassembler une trentaine d'organisations syndicales à Milan. Les propos d'un vieux responsable de la CGdL, Villani, témoigne du changement d'orientation dans l'esprit de beaucoup :

« Je suis venu ici au Congrès [de reconstitution] pour dire ceci : vous savez que j'ai toujours été l'un des plus tenaces à combattre votre organisation pour la possession de la Confédération du Travail.

J'ai toujours cru, et c'était une illusion, qu'une nette séparation entre sociaux-démocrates et communistes aurait pu sauver la liberté personnelle et syndicale, au

moins pour les sociaux-démocrates, qui auraient pu continuer, dans un régime de liberté relative, leur action de défense de classe. Je le répète, c'était une illusion.

Mais les désillusions viennent toujours après les expériences manquées. Aujourd'hui je suis parmi ces ouvriers sociaux-démocrates qui, mis dans la position de choisir entre deux dictatures, préfèrent et choisissent celle du prolétariat. »

C'était néanmoins trop tard et trop faible, le syndicalisme fasciste avait happé les travailleurs. Au moment de sa dissolution-capitulation, la CGdL n'avait plus que 6000 membres. Le syndicat agricole *Federterra* – Federazione nazionale fra i lavoratori della terra – était passé de 900 000 membres en 1920 à 2000 en 1926.

Cette situation permit au Grand Conseil du Fascisme de mettre en place en avril 1927 une « Charte du travail », en 30 points, fondé sur les corporations, dont le point 8 donne la définition :

« Les corporations constituent l'organisation unitaire des forces de production et en représentent intégralement les intérêts. En vertu de cette représentation intégrale, les intérêts de la production devenant les intérêts nationaux, la Loi reconnaît donc les corporations ».

Par la suite, un Conseil National des Corporations est mis en place en mars 1930, comme organe consultatif.

Il est également à noter que le fascisme créa dès 1925 un organisme appelé *Opera Nazionale Dopolavoro* – Œuvre Nationale du Temps libre – se donnant comme tâche de soigner « l'élévation morale et physique du peuple, à travers le sport, les excursions, le tourisme, l'éducation artistique, la culture populaire, l'assistance sociale, l'hygiène, la santé et le perfectionnement professionnel ».

Presque la moitié des travailleurs industriels seront intégrés en 15 ans dans cet organisme, chargé d'encadrer les masses.

On est là au cœur de l'idéologie de Benito Mussolini. Celui-ci, dans le XIV^e tome de *l'Encyclopédie italienne*, à l'article « fascisme », explique dans le passage intitulé « *Doctrine politique sociale* » :

« Une doctrine univoque du socialisme, acceptée universellement, avait cessé d'exister en 1905, depuis la naissance en Allemagne du mouvement révisionniste dirigé par Bernstein.

Par contre, un mouvement de gauche révolutionnaire surgit dans le va-et-vient des tendances, qui en Italie n'alla pas au-delà des palabres tandis que dans le socialisme russe il fut le prélude du bolchévisme.

Réformisme, esprit révolutionnaire, centrisme : ces mots ne réveillent aujourd'hui aucun écho.

Mais dans le grand courant du fascisme vous retrouverez les tendances venant de Sorel, Péguy, Lagardelle du Mouvement socialiste et de cette cohorte de syndicalistes italiens qui, entre 1904 et 1914, avaient introduit une certaine nouveauté par leurs publications - les *Pagine libere* de Olivetti, *La lupa* de Orano, *le Divenire sociale* de Enrico Leone —

dans les milieux du socialisme italien : un socialisme qui avait été dévirilisé et chloroformé par les fornications giolittiennes [allusion à Giovanni Giolitti, à de nombreuses reprises premier ministre]. »

Benito Mussolini se veut socialiste dans la tradition syndicaliste révolutionnaire, avec un esprit national unifiant les classes dans le développement de la Nation comme entité toujours plus forte, soutenu par des individus assumant l'idéalisme et non le matérialisme.

Benito Mussolini expose de la manière suivante sa conception :

« Le fascisme exige un homme actif et donnant à l'action toutes ses énergies ; il le veut virilement conscient des difficultés qui existent et prêt à les affronter (...). Le libéralisme met l'Etat au service de l'individu ; le fascisme réaffirme l'Etat comme la véritable réalité de l'individu (...).

La base de la doctrine fasciste est la conception de l'Etat. Pour le fascisme, l'Etat est un absolu en face duquel l'individu et les groupes sont le relatif.

Sans l'Etat, il n'y a pas de nation. Il n'y a que des groupes humains susceptibles de toutes les désintégrations que l'histoire peut leur infliger.

Pour le fasciste, tout est dans l'Etat et rien d'humain et de spirituel n'existe hors de l'Etat, pas d'individus, pas de groupes (partis, associations, syndicats, classes).

C'est pourquoi le fascisme s'oppose au socialisme, qui durcit le mouvement historique de la lutte des classes et ignore l'unité de l'Etat qui fond les classes dans une seule réalité économique (...).

L'Etat fasciste s'attribue aussi le domaine économique. Le corporatisme dépasse le libéralisme, il crée une nouvelle synthèse où tous les intérêts sont conciliés dans l'unité de l'Etat (...).

Le fascisme s'oppose à la démocratie qui rabaisse le peuple au niveau du plus grand nombre ; il nie que le nombre puisse gouverner grâce à une consultation périodique (...). Le fascisme repousse le pacifisme. Seule la guerre porte au maximum de tension toutes les énergies humaines et imprime un sceau de noblesse aux peuples qui l'affrontent. »

L'Etat est le socle de la Nation rassemblant différentes classes, qui doivent raisonnablement s'unir pour progresser ensemble, le devenir historique consistant en des luttes d'individus et de peuple pour davantage de puissance.

L'Etat le plus efficace, le plus réel, le plus authentique, est donc une unification nationaliste des classes et à ce titre Benito Mussolini déclare, dans un discours du 1er octobre 1930 :

« L'Etat fasciste est ou bien corporatiste, ou bien il n'est pas fasciste ! »

Le PCI seul face à un fascisme modernisateur

Du 14 au 21 avril 1931 a lieu le 4e congrès du PCI, à Cologne en Allemagne. On y retrouve 35

ouvriers, 3 artisans, 2 ouvriers agricoles, 2 paysans, 7 employés, 2 étudiants et 5 intellectuels. Un ouvrage de 1952, retraçant les 30 années de lutte du PCI, raconte à ce sujet :

« Les travaux étaient entourés par le calme de la forêt tandis que les équipes de surveillance du parti communiste allemand étaient nuit et jour en alerte. Non seulement l'organisation logistique fut admirable mais également la protection.

Dans un rayon de 100 km autour du congrès il y avait des postes de signalisation par radio et pas téléphone et des signalisations optiques en de nombreux points. Pour toute éventualité, les communistes allemands avaient aussi préparé l'armement défensif.

Pour montrer l'efficacité de l'organisation, un exemple suffit : une patrouille de police à cheval ayant été signalée à une soixantaine de km, une nuit, tous les délégués furent transportés dans le plus grand ordre dans une trentaine de voitures dans un autre lieu distant de 100 km du premier.

Le matin suivant, les délégués purent reprendre les travaux normalement, toujours sous bonne protection. »

Dans *Les thèses sur la situation italienne*, la situation est présentée de la manière suivante :

« Malgré tout ce que le fascisme a fait pour réduire en esclavage pour la démoraliser et la contrôler dans ses mouvements, la classe ouvrière reste séparée du fascisme qu'elle n'a jamais cessé de combattre, même dans les années de réaction les plus dures.

A partir de 1926 et en particulier après la promulgation des lois d'exception, tous les principaux épisodes de lutte contre le fascisme ont été menés par la classe ouvrière. Du sein de la classe ouvrière sont sortis des centaines de combattants que le Tribunal Spécial a condamnés à des siècles de prison.

C'est à partir de la classe ouvrière qu'a commencé en 1929 et 1930 la reprise de la combativité antifasciste, signe d'un rapide processus de radicalisation de toutes les masses travailleuses.

La classe ouvrière et son parti exercent une attirance de plus en plus forte également sur ces éléments de la petite et de la moyenne bourgeoisie que la situation elle-même a poussées à la révolte.

La fonction historique de dirigeant de la révolution antifasciste qui revient à la classe ouvrière résulte de ces faits de manière de plus en plus évidente. »

Le Parti Communiste d'Italie conçoit les choses de la manière suivante : tous les partis ont failli à affronter le fascisme, à part lui ; par conséquent, la seule sortie du fascisme est l'avènement de l'État socialiste. Il peut y avoir une phase intermédiaire, mais elle ne saurait être que brève.

Le PCI appelle donc directement au renversement de la monarchie et à séparer l'Église et l'État, à ce qu'un nouvel État apparaisse fondé sur les comités d'ouvriers, de paysans, de soldats et de marins, à ce que les usines et les banques soient expropriées, ainsi que les grandes propriétés foncières et les grandes entreprises agricoles industrialisées, à ce que les loyers des petits fermiers soient supprimés et les dettes paysannes annulées. A cela s'ajoute la journée de sept heures et la

semaine de cinq jours.

Le PCI est d'autant plus porté à avoir cette ligne qu'il est porté par la jeunesse ; au IVe Congrès, l'âge moyen des participants est 31 ans et seulement 16 délégués sur 28 sont membres depuis au moins 1926.

Or, la jeunesse est combative, comme en témoigne l'article « *Les manifestations de rue* » du journal *Avant-Garde* de mars-avril 1929 :

« Passer à la lutte ouverte signifie marcher en escadres de jeunes dans les rues, briser les vitres des cafés de luxe et la tête de messieurs les fascistes qui sucent et bouffent le fruit de notre sueur. Passer à la lutte ouverte signifie préparer la grève, casser les vitres des usines, frapper les patrons, les directeurs d'usine, taper sur la tête des fascistes. »

L'Unité elle-même, en mars 1930, explique qu'« *il est temps de passer à la violence prolétarienne* » :

« Nous devons nous préparer à envoyer du plomb aux fascistes et au capitalisme qui nous oppriment depuis huit ans, nous affament, nous saignent. Voilà le problème du mouvement, un problème urgent, capital. »

L'affirmation de cette ligne militante est allée de pair avec l'élimination d'une frange partisane de la capitulation. Angelo Tasca est exclu en 1929 pour son pessimisme ; il part en France rejoindre la SFIO et assume alors son anti-communisme, allant jusqu'à soutenir le régime de Pétain par la suite.

En 1930, c'est le groupe des trois – Pietro Tresso, Alfonso Leonetti et Paolo Ravazzoli – qui est expulsé pour sa ligne gauchiste, le groupe se précipitant dans la foulée pour soutenir ouvertement le trotskysme. Amadeo Bordiga est également exclu et tente pareillement de rejoindre le trotskysme.

Tout cela fait qu'au début des années 1930, nombre de membres du PCI sont des « svoltisti », des partisans du « tournant » : il suffirait de pousser pour que le régime tombe. La raison principale qui permettrait cela tient à l'instabilité économique.

Le régime a, en effet, énormément de mal à se sortir du marasme économique, surtout après la crise de 1929 frappant le capitalisme au niveau mondial, épargnant donc seulement l'URSS. Malgré la répression, le pays est traversé de protestations, de grèves, d'agitations de masses.

Au nombre de pratiquement 900 000, les chômeurs, notamment, prennent des initiatives musclées si ce n'est violentes. Les travailleurs précaires sont, quant à eux, pratiquement plus nombreux et la classe ouvrière rechigne clairement à suivre le style « mussolinien » de soumission et de nationalisme.

Si cela est indéniable, le problème est que le PCI ne voit pas que cette instabilité tient aussi à une réorganisation générale, dans la perspective de la guerre, amenant un renforcement à moyen terme. Ainsi, en 1932, dix ans après la marche sur Rome, 144 entreprises possèdent 51,7 % du capital italien.

Dans ce contexte, peu importe que seule la partie aisée de la société dispose d'une voiture et des moyens de payer le péage des 544 kilomètres construits entre 1922 et 1932 : il s'agit d'une

modernisation, permettant de renforcer la mainmise des monopoles, de leur capacité d'initiative, tant économique que militaire.

Pareillement, peu importe que la « bataille de la terre » échoue, même s'il est procédé à l'assèchement et la mise en culture de 20 230 hectares des marais pontins près de Rome : ce qui compte pour le capital, c'est de ne pas toucher aux grandes propriétés terriennes du sud de l'Italie.

On a la même logique avec la « bataille du blé », qui fut un succès, avec une production quasi 53,3 millions de quintaux de céréales en 1927, 62,2 millions en 1928, pratiquement 71 millions en 1929.

En apparence, pour les communistes, c'est également un recul dans la mesure où les céréales occupent 25 % de la surface agricole, que cela forme une rente pour les grands propriétaires. Cependant, cela renforce la solidité interne des classes dirigeantes et permet une orientation toujours plus militariste.

Ainsi, plus d'un demi-million de travailleurs sont orientés dans l'industrie de la guerre. Peu importe donc au régime fasciste que le revenu moyen par tête n'ait progressé que de 0,4 % entre 1929 et 1939, après avoir reculé les années auparavant ; ce qui compte c'est la mobilisation des masses pour les initiatives du régime, la guerre devant être la porte de sortie des problèmes internes.

Le fascisme réussit à organiser trois millions de personnes dans les *fascio*, deux millions dans le *dopolavoro*, 3,5 millions dans les syndicats, un million dans les « fils de la louve » ; on ne peut plus faire carrière dans l'administration sans être membre du PNF.

Cette évolution va de pair avec l'accroissement du pouvoir des monopoles : en 1933 est fondé un *Istituto per la Ricostruzione Industriale* (IRI), qui succède à la *Società Finanziaria Industriale Italiana* (Société pour le financement de l'industrie italienne) née en 1923. L'IRI prend le contrôle des principales banques que sont la *Banca Commerciale Italiana*, le *Credito Italiano* et le *Banco di Roma*, devenant par là le principal entrepreneur du pays, puisque ces banques possédaient tout un pan de l'industrie, notamment la sidérurgie, avec au total 200 000 personnes employées.

Cette rationalisation fonctionne, du point de vue des monopoles et effectivement la production métallurgique voit son indice passer de 72 en 1932 à 106 en 1936, l'industrie mécanique dans le même temps de 70 à 120.

C'est la tendance exactement inverse du profond recul qui a eu lieu de 1929 à 1931. Durant ces années, l'industrie avait perdu 39% de son activité, les exportations avaient chuté de 46 %, le commerce extérieur passant de 35 à 13 milliards de lire, alors que les prix agricoles passant de 130 lires le quintal en moyenne à 93.

Dans le même sens, le monopole des diffusions radiophoniques est confié à une *Unione Radiofonica Italiana* entièrement privée, avec notamment le groupe *Marconi* ; la société *Azienda generale italiana petroli* – AGIP est fondée pour structurer les raffineries, possédée à 60 % par le trésor italien, le reste à parts égales par l'*Istituto Nazionale delle Assicurazioni* (Institut national des assurances et l'*Istituto Nazionale per la Previdenza Sociale* (Institut national pour la prévoyance sociale).

On doit également voir que la commission d'enquête sur les « bénéfices de guerre » est supprimée,

couvrant ainsi la haute bourgeoisie qui voit également supprimer les impôts sur le luxe, l'impôt complémentaire sur les valeurs mobilières, celui sur le capital investi dans la banque ou l'industrie, l'impôt sur le capital lui-même, celui sur l'héritage au sein de la même famille.

La naissance de nouveaux établissements industriels dans les villes est soumise à l'accord du gouvernement, tout comme la formation d'entreprises au capital dépassant cinq millions de lire, protégeant de ce fait les monopoles en place.

Au-delà de cela, le fascisme a réussi à procéder à une réorganisation sans toucher à la base de la situation italienne, absolument favorable à la bourgeoisie italienne et ayant permis le succès si grand du fascisme : la prépondérance de l'agriculture, employant encore 48 % de la population en 1936. C'est la fameuse question du « retard » du sud de l'Italie, le *Mezzogiorno*.

Gentile, la liberté et l'État

Qu'est-ce que la société italienne fasciste ? Est-elle un « totalitarisme » ? En fait, la société italienne reste une société où les valeurs libérales prédominent au plan individuel ; le fascisme se veut même le meilleur porteur du libéralisme.

Cependant, selon l'idéologie fasciste, seul l'État est le garant des droits individuels. C'est ici qu'on retrouve la philosophie de Giovanni Gentile, le maître d'oeuvre idéologique du régime. Selon Giovanni Gentile, la philosophie de la praxis est conforme à la réalité : ce n'est qu'en s'actualisant dans la pratique que la conscience est réalité.

L'actualisme de Giovanni Gentile consiste donc à faire de la pratique un fétiche constitutif de l'intégralité de la conscience ; on n'existe qu'en agissant, dans l'action elle-même. L'esprit se donne naissance à lui-même par la pratique immédiate et sans intermédiaire, la praxis.

L'esprit s'actualise dans la praxis, fusionnant avec elle ; au sens strict, pour Giovanni Gentile il s'agit d'une seule et même chose. On ne peut se connaître qu'en agissant : on a très exactement la même démarche que celle de Luigi Pirandello, de Filippo Tommaso Marinetti ou bien du fascisme.

Voici ce que dit Giovanni Gentile, dans son verbiage typique, à la limite de l'incompréhensible et dans une logique incessante de répétitions :

« De sorte que immanent à l'autoconscience, mais distinct d'elle comme son principe dynamique et créateur, il y a un noyau originaire, qui peut seul expliquer la dialectique spirituelle comme unité de réalité et d'idée, ainsi que cet élan intérieur vers l'être, où nous sentons tout palpiter, au plus profond de nous-mêmes, notre propre vie. »

Par conséquent, les droits individuels ne sont rien sans l'État, car l'État permet le droit et pose par là le cadre de ce qui est possible. L'existence se réalisant par la pratique, dans la volonté de quelque chose qui est possible, alors l'État total pose la possibilité de la liberté la plus absolue.

Les individus forment un peuple qui lui-même a une volonté, ouvrant des espaces toujours plus grands :

« La politique n'est pas du droit mais de la morale : elle n'est ni vouloir abstrait ni voulu abstrait. Elle est vouloir en acte. C'est le vouloir d'un peuple, en tant que ce peuple a un

vouloir.

Ce qui veut dire : dans la mesure où il a une conscience unifiée, mais aussi une conscience qui soit autoconscience, personnalité et donc volonté.

La volonté d'un peuple, qui se sent une nation (et se veut comme tel), est l'État. »

Au sein du fascisme italien, l'État englutit par conséquent littéralement la population au sein du PNF, qui n'est pas tant le parti unique que le seul parti, rassemblant les masses dans leur fusion avec l'État, État lui-même dirigé par un Grand Conseil.

A partir de décembre 1932, l'adhésion au PNF est obligatoire l'admission aux concours de la fonction publique, de même à partir de juin 1933 pour travailler dans les organismes régionaux et liés à l'État, et à partir de 1938 pour pouvoir être salarié des administrations.

Le nombre de membres des faisceaux était de 299 876 en 1922 à 682 979 en 1923, 939 997 en 1926, 1 034 999 en 1927. Le chiffre passa ensuite à 2 633 514 en 1939, sur 43,7 millions de personnes.

En 1942, 60 % de la population, soit 27 millions de personnes, avait adhéré au PNF ou à des organisations lui étant liées, comme la Gioventu Italiana del Littorio, rassemblant la jeunesse, qui avait par exemple, en 1941, 8 millions de membres.

L'idéal fasciste, c'est une république à la romaine, avec des citoyens appartenant à des couches sociales bien déterminées et collaborant entre elles. Le PNF n'est alors qu'un organisme s'occupant de la politique, une administration, et non pas un parti au sens partisan du terme.

En septembre 1929, Benito Mussolini explique cela de la manière suivante :

« Le parti n'est qu'une force civile et volontaire aux ordres de l'État, tout comme la Milice volontaire à la sûreté nationale est une force armée aux ordres de l'État.

Si dans le fascisme tout est dans l'État, le parti lui-même ne peut échapper à cette inexorable nécessité, et doit donc collaborer et être subordonné aux organes de l'État. »

A partir de 1925, le PNF ne tient plus de congrès, le dernier remontant à 1921, soit avant la « marche sur Rome ». La hiérarchie devient rigide, la base n'a plus aucun droit, à part celui de « croire, combattre, obéir », d'avoir une obéissance « aveugle, absolue, respectueuse ».

Quant à la direction, elle ne changera plus : sur les 700 secrétaires fédéraux des années 1920, 1930 et 1940, 80 % étaient déjà inscrits avant 1922.

C'est une oligarchie nationaliste qui décide de la politique, mais cette politique est présentée comme la seule possible. La soumission est ici présentée non pas comme une servitude, comme une répression de l'individu, mais comme son apothéose : en vénérant l'État, ce sont ses propres droits individuels – qui n'existent que par l'État – que l'individu sacralise.

Plus l'État est fort et systématique, plus les droits sont systématiques ; ce qui compte ce n'est pas ce qu'on fait, mais qu'on soit en mesure de faire quelque chose : là est la clef du fascisme. C'est la

raison pour laquelle Mussolini affirmait que :

« La vie tel que la conçoit le fasciste est grave, austère, religieuse. Le fasciste méprise la vie commode. Il croit encore et toujours à la sainteté et à l'héroïsme ».

C'est pour cette raison que Giovanni Gentile affirma de son côté :

« Mathématicien ou prêtre ou économiste ou arracheur de dents ou poète ou éboueur, l'homme comme fragment de l'humanité c'est intolérable. Nous voulons les mathématiques, mais dans l'homme ; nous voulons la religion, l'économie, la poésie, toutes les choses, mais dans l'homme. »

« *Dans l'homme* » cela signifie chez Giovanni Gentile dans l'esprit s'affirmant par l'action ; tout est prétexte à l'acte créateur de la personnalité.

On est là dans le culte de l'action, seule création de l'esprit et esprit de création. Rejoindre le PNF devient donc un simple moyen de rejoindre de manière citoyenne l'État. Pour Giovanni Gentile, le libéralisme consistait en « *l'État comme liberté et la liberté en tant qu'Etat* » ; il fut ainsi l'idéologue d'une sorte de caricature de la république romaine comme apothéose de la philosophie de Hegel où le citoyen intègre l'État comme aboutissement culturel.

Face à la démagogie fasciste

La mort d'Antonio Gramsci, le 27 avril 1937, apparaît comme le moment qui clôt toute une période. Antonio Gramsci, qui était bossu, avait une santé très faible en général et la détention a fait des dernières années de sa vie un enfer, alors qu'il souffrait de dépression cardiaque, de tuberculose pulmonaire, d'arthrite, d'hypertension, d'une hernie ombilicale, d'une pyorrhée alvéolaire qui lui a fait perdre plusieurs dents.

Les conditions infectes de son emprisonnement étaient supervisées directement par Benito Mussolini ; il s'agissait d'empêcher que le PCI puisse profiter, de quelque manière que ce soit, de son dirigeant emprisonné.

A cela s'ajoute le trotskysme, qui à l'international est à l'offensive et qui sous sa forme bordiguiste contamine de larges secteurs du PCI ; à Paris le 9 août 1935 au métro Belleville, il y a même un militant trotskyste, Guido Beiso, qui assassine le communiste Camillo Montanari.

Les années 1930 marquent donc un tournant pour le Parti Communiste d'Italie. Cependant, il prend bien le virage ; il maintient le cap. Son abnégation est complète, son travail de fond bien développé, porté par 2400 personnes.

Sa lutte fait qu'il y a encore un peu moins de 1500 personnes mises en « relégation » dans le pays par le régime afin de les mettre à l'écart – 10 000 au total passeront par là, alors que des milliers de personnes sont encore pourchassées et arrêtées au fil des ans, au rythme d'environ 1000 par an.

Toutefois le régime conserve une certaine stabilité. La contestation verbale et activiste s'effiloche tout au long des années 1930. Il n'y a pas de répression sanglante, simplement un démantèlement méthodique et une prise à la gorge administrative, qui lentement mais sûrement anéantit toute

opposition.

Au total, sous le fascisme, 160 000 personnes auront ainsi été « réprimandés », avec les menaces qu'on devine. Sur le plan des dénonciations faites au Tribunal Spécial, 21 000 auront été faites, avec 5155 condamnations, surtout des communistes.

L'expansionnisme organisé par Benito Mussolini, l'alliance avec Adolf Hitler, le nationalisme généralisé, l'intervention italienne contre la République espagnole, les tensions militaires en Europe... Tout cela fait que le régime a les moyens de pratiquer la fuite en avant.

Le régime s'exhibe même dans une *mostra della rivoluzione fascista*, visitée par quatre millions de personnes au palais des expositions à Rome, d'octobre 1932 à octobre 1934, avec des rééditions en 1937, en 1939, ainsi qu'en 1942.

Il s'agissait à la base de célébrer la marche sur Rome, inaugurant la première année du nouveau calendrier fasciste.

L'exposition de 1932 présente donc 19 salles, une par année depuis la « marche » inaugurant la nouvelle direction qu'a prise le pays.

Le régime est absolument sûr de lui ; Benito Mussolini a même pu affirmer, juste avant le plébiscite de 1934 où le régime est soutenu à 97 %, que « *l'antifascisme est terminé* ».

La présentation qu'on fait de lui est toujours plus mystique. Ugo D'Andrea, dans *Mussolini, moteur du siècle*, raconte ainsi en 1937 :

« Le visage de Mussolini est façonné par son esprit. Examinez-le sur les photographies du temps de sa première jeunesse et sur celles d'aujourd'hui : vous voyez l'étudiant pauvre, l'exilé, l'agitateur, le soldat, le chef du parti, le constructeur. Son visage est modelé par son esprit. Celui-ci remplit la forme, l'anime, lui donne son aspect et son expression. J'eus la première sensation de sa magique vertu de transfiguration au mois de mai 1936, au Sénat quand on acclamait la loi de l'Empire. L'homme avait la rigidité et l'éternité de la pierre, et la véritable puissance du bronze. Et le regard, le regard qui révélait l'esprit ferme, immuable, irrévocable. Il était César vivant... »

C'est là l'aboutissement d'un processus où l'État fasciste est considéré comme quelque chose exprimant de manière la meilleure la nécessité historique propre au peuple italien. Giovanni Gentile, le principal philosophe de l'État fasciste, expliquait de son côté, déjà en 1928, dans l'article *L'essence du fascisme* :

« Le peuple italien s'est engagé sur cette route avec une passion qui s'est emparée de l'esprit de la foule et dont il n'y a pas d'exemple dans l'Histoire. Il marche, strict, vers une discipline qu'il n'avait jamais connue, sans hésiter, sans discuter, les yeux tournés vers l'homme héroïque aux dons extraordinaires et admirables des grands constructeurs de peuples, qui va de l'avant avec assurance, entouré de l'aura d'un mythe, quasiment un homme marqué par Dieu, infatigable et infaillible, instrument utilisé par la Providence pour créer une nouvelle civilisation. »

Asvero Gravelli, dans *Un et plusieurs : interprétation spirituelle de Mussolini*, en 1938, résume cette tendance par les formules :

« Mussolini est le plus grand souverain de toutes les créatures souveraines de deux époques :le Moyen-Âge et les temps modernes. »

« Dieu et l'Histoire sont deux termes qui, aujourd'hui s'identifient à Mussolini. »

Dans ce contexte terrible, le PCI est seul à lutter encore réellement en Italie. A ce titre, comme il ne peut plus rien faire légalement et que les structures clandestines sont affaiblies par la répression, il doit tenter de trouver une voie.

Il s'engage alors à tenter de gagner « *cette couche importante du fascisme qui n'est pas enrégimentée de force, qui constitue la véritable ossature politique du régime fasciste, son lien avec les masses* ». Cela amène le PCI à tenter de monter les slogans sociaux démagogiques du fascisme contre le fascisme lui-même, au grand dam du PSI par exemple qui, vivant uniquement hors d'Italie, rejette cette démarche.

Il s'agit de montrer que les promesses n'ont pas été tenues, que derrière le discours fasciste, tout est creux.

Lettres aux frères en chemise noire

Le document suivant reflète la tentative du PCI de mener un travail de masse dans l'Italie fasciste, cherchant à scinder, à démanteler les mobilisations réactionnaires, à lézarder la muraille fasciste. Le document est de 1936, alors que l'Italie fasciste s'est déjà lancée dans des conquêtes militaires en Afrique.

Aux ouvriers et aux paysans,

Aux soldats, aux marins, aux aviateurs, aux miliciens,

aux ex-combattants et aux volontaires de la guerre abyssine,

aux artisans, aux petits industriels et aux petits commerçants,

aux employés et aux techniciens,

aux intellectuels,

aux jeunes,

aux femmes,

à tout le peuple italien!

Italiens!

L'annonce de la fin de la guerre d'Afrique a été saluée par vous avec joie, car dans vos coeurs s'est allumée l'espérance de voir finalement s'améliorer vos pénibles conditions de vie.

On nous a répété que les sacrifices de la guerre étaient nécessaires pour assurer le bien-être au peuple italien, pour garantir le pain et le travail à tous nos ouvriers, pour réaliser - comme disait Mussolini - "la plus haute des justices sociales, qui, depuis la nuit des temps, est le plus grand désir des masses en lutte âpre et quotidienne avec les nécessités de la vie les plus élémentaires", pour donner des terres à nos paysans, pour créer les conditions de la paix.

De nombreux mois sont passés depuis la fin de la guerre en Afrique et aucune des promesses qui nous ont été faites n'a été tenue. Au contraire, les conditions des masses ont empiré avec la fin de la guerre africaine, pendant que, pour notre pays, croit de jour en jour la menace d'être entraînés dans une guerre encore plus grande, dans une guerre mondiale.

Pourquoi les promesses qui ont été faites au peuple n'ont-elles jamais été tenues? Pourquoi notre peuple n'arrive-t-il pas à se remettre debout et se retrouve jeté dans des guerres à répétition qui devraient le sauver de la misère, mais qui pourtant augmentent toujours plus sa misère?

Italiens!

La cause de nos maux et de nos misères repose dans le fait que l'Italie est dominée par une poignée de grands capitalistes, parasites du travail de la Nation, lesquels ne reculent pas devant l'affamement du peuple, pour s'assurer des gains toujours supérieurs, et poussent le pays à la guerre, pour élargir le champ de leurs spéculations et augmenter leurs profits.

Cette poignée de grands capitalistes parasites ont fait des affaires en or avec la guerre abyssine, mais maintenant ils chassent les ouvriers des usines, ils veulent faire payer au peuple italien les frais de la guerre et de la colonisation, et il menacent de nous entraîner dans une guerre plus grande encore.

Seulement l'union fraternelle du peuple italien, réalisée à travers la réconciliation entre fascistes et non fascistes, pourra abattre la puissance des requins de notre pays et pourra arracher les promesses qui pendant plusieurs années ont été faites aux masses populaires et qui n'ont jamais été tenues.

L'Italie peut nourrir tous ses enfants.

Italiens!

Notre pays peut nourrir tous ses enfants et il ne doit pas craindre, comme un malheur, l'augmentation de la population.

Regardez, enfants d'Italie, nos frères, regardez les joyaux de l'industrie turinoise, les milliers de cheminées de Milan et de Lombardie, les chantiers de Ligurie et de Campanie, la multitude d'usines réparties dans la Péninsule, desquelles sortent des voitures parfaites et des produits magnifiques qui n'ont rien à envier à ceux produits dans les autres pays.

Toute cette richesse c'est vous que l'avez créé, ouvriers italiens: elle a été créée par votre

travail intelligent et tenace, couplé au génie de nos ingénieurs et de nos techniciens. Regardez, enfants d'Italie, nos campagnes où s'est accumulé le travail séculaire de générations de paysans.

Oui, notre pays est celui du soleil, du ciel bleu et des fleurs, mais notre Italie est belle surtout parce que nos paysans l'ont embellie de leur travail.

C'est vous qui avez créé ces oeuvres, avec votre travail, ouvriers italiens, vous qui avez fait donner à notre peuple le nom de "peuple des constructeurs". Nous avons raison de nous en enorgueillir.

Cette Italie si belle, ces richesses sont le fruit du travail de nos ouvriers, de nos journaliers, de nos ingénieurs, de nos techniciens, de nos artistes, du génie de nos gens.

Mais cette richesse n'appartient pas à qui l'a créée. Elle est entre les mains de quelques centaines de familles, de grands financiers et de grands capitalistes, de grands propriétaires terriens, qui sont les patrons effectifs de toute la richesse du pays, qui dominent l'économie du pays.

Cette poignée de dominateurs du pays sont les responsables de la misère du peuple, des crises, du chômage. Ils ne se préoccupent pas des besoins du peuple, mais de leurs profits.

A ces gens, peu importe que des millions d'ouvriers et des journaliers soient sans travail, que des milliers et des milliers de jeunes vivent dans l'oisiveté forcée, que la jeunesse sortie des écoles ne trouvent pas d'occupation, alors qu'en utilisant plutôt toute cette grande force, aujourd'hui gaspillée, on pourrait multiplier les richesses du pays.

Les requins capitalistes affament le peuple, ils jettent sur la paille les ouvriers, ils augmentent l'exploitation des ouvriers qui travaillent et ils abaissent leur salaires, provoquent la ruine des paysans, des petits industriels, des petits commerçants, et des artisans; et quand le peuple est tombé dans la misère ils lui disent qu'il faut faire la guerre, qu'il faut aller se faire tuer pour remplir leur chambres fortes.

Les requins ne veulent pas payer les conséquences de la crise qu'ils ont provoqué, ils se font donc payer par toute la Nation les milliards nécessaires à colmater le passif de leurs entreprises! Les requins imposent au peuple une dépense annuelle de six milliards de Lires pour la préparation de la guerre!

Et pour entraver le peuple affamé, pour pouvoir leur imposer les plus durs sacrifices, les requins ont besoin d'un fort appareil de police qui coûte au pays plus d'un milliard par an.

Quarante-trois millions d'italiens travaillent et peinent pour enrichir une poignée de parasites. Ce sont ces grands magnats du capital qui empêchent l'union de notre peuple, poussant les fascistes et les anti-fascistes les uns contre les autres, pour nous exploiter tous avec encore plus de liberté.

Ce sont ces parasites du travail national et du génie italien qu'ils ont enlevé la liberté au peuple, qui ont bâillonné les travailleurs, les techniciens, les intellectuels, fascistes et

non-fascistes, pour les exploiter mieux et les asservir. Ce sont ces grands pillards de la richesse du pays qui ont corrompu notre vie publique et enrichissent certains hauts fonctionnaires et hiérarques d'Etat et du Parti fasciste, - qui hier étaient pauvres et aujourd'hui ont des villas, des automobiles et des capitaux placés - , pour s'en faire des instruments serviables, ce sont ces brigands qui nous poussent à la guerre, parce que la guerre augmente énormément leurs profits et elle leur offre la possibilité de nouvelles arnaques et de grandes accumulations de richesse.

Peuple Italien!

Unis-toi pour libérer l'Italie de cette canaille qui dispose de l'existence de quarante-quatre millions d'italiens, qui affame notre pays et le mène à sa ruine, à la guerre permanente, unis-toi pour faire payer aux requins le prix de la guerre et de la colonisation!

Peuple Italien!

Nous, communistes italiens, combattons pour renverser la domination capitaliste sur notre pays, pour arracher des mains des capitalistes qui les monopolisent les richesses de notre pays et les rendre au peuple qui les a produites; nous combattons pour fonder en Italie un Etat dans lequel chaque citoyen aurait le droit au travail et à recevoir une rémunération selon la quantité et la qualité du travail qu'il fournit, dans lequel chaque citoyen aurait droit à un congé payé ainsi qu'à toute la sécurité sociale et à la retraite, aux frais de l'Etat; un Etat dans lequel chaque citoyen aurait droit à l'instruction gratuite, de l'école élémentaire au supérieur; un Etat des travailleurs libres dans lequel tous les citoyens auraient la plus totale liberté politique, de pensée, d'organisation et de presse, un Etat qui soit entre les mains des travailleurs, gouverné par les travailleurs.

Dans un tel Etat, le chômage serait éradiqué pour toujours, les crises abolies, les richesses du pays seraient mises à profit par tout le peuple.

Nos jeunes, nos ingénieurs, nos techniciens auraient un immense champ pour développer leurs capacités, et tous travailleraient un nombre réduit d'heures par jour, leur permettant d'améliorer leurs conditions matérielles et culturelles.

Les paysans ne peineront plus sur une terre qui ne leur appartienne pas. La culture qui aujourd'hui est restreinte et comprimée connaîtrait un développement jamais atteint dans notre pays.

Nous voulons fonder une Italie forte, libre et heureuse, comme est forte, libre et heureuse l'Union Soviétique, où aujourd'hui 170 millions de travailleurs discutent d'une nouvelle Constitution, la Charte de la Liberté, le Statut d'une société de travailleurs libres.

La victoire du programme des communistes, en Italie, sera la liberté assurée par la discipline consciente du peuple maître de son propre destin, sera le pain, le bien-être et la culture garantie à toute la population laborieuse, sera la politique de la paix et de la fraternité entre les peuples, garantie par le peuple lui-même au pouvoir.

Nous, communistes, défendons les intérêts de toutes les couches populaires, les intérêts

de la Nation toute entière.

Parce que la Nation c'est le peuple, c'est le travail, c'est l'ingénierie italienne; parce que la Nation italienne c'est la somme de toutes les souffrances et des luttes séculières de notre peuple pour le bien-être, pour la paix, pour la liberté; parce que le Parti Communiste, luttant pour la liberté du peuple son élévation matérielle et culturelle, contre la poignée de parasites qui l'affament et l'oppriment, est le continuateur et l'héritier des traditions révolutionnaires du Risorgimento national, l'héritier et le continuateur de l'oeuvre de Garibaldi, de Mameli, de Pisacane, des Cairoli, des Bandiera, des milliers de martyrs et de héros qui combattirent, non seulement pour l'indépendance nationale de l'Italie, mais pour conquérir au peuple le bien-être matériel et la liberté politique.

Dans la lutte pour ce grand idéal de justice et de liberté, des dizaines de communistes sont tombés, et des milliers ont été condamnés ces dernières années à des peines monstrueuses. Des centaines de ces héros combattants pour la cause du peuple languissent dans les prisons et dans des îles éloignées. Des dizaines d'entre eux sont emprisonnés depuis déjà dix ans.

Des hommes comme Antonio Gramsci, Umberto Terracini, Mauro Scoccimarro, Gerolamo Li Causi, Giovanni Parodi, Battista Santhià, Adele Bei, et des centaines d'autres, la fine fleur de la classe ouvrière et du peuple italien, les défenseurs héroïques de la culture italienne et des intérêts du pays, qu'ils aiment d'un amour sans égal et auquel ils ont dédié leur vie, n'ont reculé devant aucun risque pour proclamer la nécessité de réconciliation du peuple italien pour faire de l'Italie un pays fort, libre et heureux.

Mais ce programme ne pourra être réalisé sans la volonté du peuple. Aujourd'hui le peuple ne voit pas encore comme possible la lutte pour un tel programme.

Aujourd'hui le peuple veut résoudre les problèmes plus urgents et actuels qui l'angoissent, il veut résoudre les problèmes plus urgents du pain, du travail, de la paix et de la liberté pour tous, et nous sommes comme le peuple, nous appelons à son union et à la réconciliation pour la conquête de ces revendications indiliables.

Le programme fasciste de 1919 n'a pas été réalisé!

Peuple italien!

Fascistes de la vieille garde!

Jeunes fascistes!

Nous, communistes, faisons notre le programme fasciste de 1919, qui est un programme de paix, de liberté, de défense des intérêts des travailleurs, et vous disons:

Luttons unis pour la réalisation de ce programme. Rien de ce qui a été promis en 1919 n'a été tenu.

Les syndicats, auparavant soumis à la libre direction des ouvriers, sont réduits à la

fonction d'empêcher les ouvriers de faire pression sur le patronat pour défendre les droits des travailleurs.

L'assemblée parlementaire est commandée par les requins et leurs fonctionnaires, et aucune voix indépendante ne s'y fait entendre pour la défense des intérêts sacrés du peuple.

Vous rendez hommage à la mémoire de Filippo Corridoni. Mais l'idéal pour lequel Corridoni combattit toute sa vie fut celui de conquérir pour la classe ouvrière le droit d'être maîtresse de son propre destin, le syndicalisme de Corridoni exprime la lutte des exploités contre les exploités, et il rêvait de la victoire des exploités, de leur libération de l'oppression capitaliste.

Fascistes de la vieille garde!

Jeunes fascistes!

Nous proclamons que nous sommes prêts à combattre à vos côtés et à ceux de tout le peuple italien pour la réalisation du programme fasciste de 1919, et pour chaque revendication qui exprime un intérêt immédiat, particulier ou général, des travailleurs et du peuple italien.

Nous sommes disposés à lutter avec quiconque veut vraiment se battre contre la poignée de parasites qui opprime la Nation et contre les hiérarques qui les servent.

Pour que notre lutte soit couronnée de succès nous devons vouloir la réconciliation du peuple italien, rétablissant l'unité de la Nation, pour la sauvegarde de notre Nation, dépassant la division criminelle créée au sein de notre peuple par qui a intérêt à y briser la fraternité.

Nous devons unir la classe ouvrière et créer autour de celle-ci l'unité du peuple, marchant ainsi unis, comme des frères, pour le pain, pour le travail, pour la terre, pour la paix et pour la liberté.

Travailleur fasciste, nous te tendons la main car, avec toi, nous voulons construire l'Italie du travail. L'heure est venue de prendre la matraque contre les capitalistes.

Nous ne voulons plus abattre le fascisme. Nous devons rétablir la confiance réciproque entre les Italiens, liquider les rancoeurs passées, cesser la pratique honteuse de l'espionnage qui augmente la méfiance: aucun de nous n'entend conspirer contre son propre pays, nous voulons tous défendre les intérêts de ce pays que nous aimons.

Amnistie complète pour tous les fils du peuple qui furent condamnés pour délit d'opinion. Abolition des lois contre la liberté et du Tribunal Special, qui frappent les défenseurs du peuple, qui défendent les intérêts des ennemis du peuple et de l'Italie.

Donnons nous la main, fils de la Nation italienne! Donnons nous la main, fascistes et communistes, catholiques et socialistes, hommes de toutes les opinions.

Donnons nous la main et marchons côte à côte pour arracher le droit d'être citoyens d'un

pays civile qui est le notre. Nous souffrons des mêmes peines.

Nous avons la même ambition: celle de faire une Italie forte, libre et heureuse. Que chaque syndicat, chaque association devienne le centre de notre unité retrouvée et opérante, de notre volonté de briser la puissance du petit groupe de parasites capitalistes qui nous affament et nous oppriment.

Signé: *Palmiro Togliatti, Ruggero Greco, Egidio Gennai, Giuseppe Vittorio, Anselmo Marabini, Giovanni Germanetto, Guido Picelli, Giuseppe Dozza, Mario Montagnana, Luigi Longo, Giuseppe Berti, Edoardo D'Onofrio, Teresa Noce, Emilio Sereni, Ambrogio Donini, Agostino Novella, Luigi Amadesi, Rita Montagnana, Ilio Barontini, Aldo Lampredi, Celeste Negarville, Vittorio Vidali* (les signatures de ces dirigeants étaient accompagnées de 32 autres signatures de moindre importance)

La guerre et l'expansionnisme italien

L'Italie ayant émergé sur le tard comme puissance impérialiste, le « partage du monde » était déjà en grande partie réalisé et le pays eut un rôle colonial mineur comparé à l'Angleterre ou la France, se contentant des zones secondaires. La toute première colonie italienne fut établie en Érythrée par l'armateur Rubattino en 1882 ; dix ans tard, au terme d'une rude concurrence avec les britanniques, s'ajouta la Somalie voisine.

Une option disponible pour les Italiens était également de se confronter aux forces coloniales déjà existantes pour leur arracher des territoires. Ce fut le cas de la guerre de 1911 contre l'Empire Ottoman, l'Italie de Giolitti arrachant la Tripolitaine, la Cyrénaïque ainsi que le Dodécanèse grec.

Toutefois, l'entreprise coloniale italienne marqua un coup d'arrêt en 1896, avec l'invasion de l'Éthiopie qui tourna mal et se solda par la retentissante défaite d'Adoue face aux troupes de Menelik II.

Cette bataille marqua un coup d'arrêt brutal aux tentatives d'expansions italiennes en Afrique et resta comme un symbole, exploité plus tard par Benito Mussolini pour mobiliser lors de la seconde vague colonialiste, dans les années 1930.

A l'entrée de la Première Guerre mondiale, les diplomates italiens annoncent leurs revendications africaines en cas de soutien à l'Entente : la Tanzanie allemande, l'Érythrée française et la région du Jubaland au nord du Kenya (sous contrôle anglais).

Ces compensations sont actées par le *traité de Londres* en 1915, mais seul le Jubaland sera finalement cédé par l'Angleterre en juin 1925. Cet événement viendra évidemment renforcer le sentiment de la « victoire mutilée » entretenu par le mouvement fasciste.

C'est une fois le nouveau régime stabilisé en Italie que les fascistes peuvent à nouveau se tourner vers l'Afrique et faire renaître de ses cendres le projet colonial.

Jusqu'en 1929, le colonialisme italien sera officiellement qualifié d' « expansionnisme », ce concept étant plus compatible avec le statut de « nation prolétaire » véhiculé par le régime, face aux autres puissances, elles, impérialistes.

Le projet colonial offrait aussi au fascisme une solution à la forte émigration que connaissait le pays depuis le début du siècle. En 1935, l'Érythrée était par exemple peuplée de 3.000 italiens, et ce chiffre atteignit les 75.000 seulement quatre ans plus tard.

La capitale *Asmara* (dite *la petite Rome*) et les autres capitales coloniales comme *Mogadiscio* ou *Tripoli* ont été tout spécialement marquées par cette forte immigration.

La Libye fournit un exemple assez documenté de la colonisation agraire, pratiquée par l'Italie avant et pendant le fascisme.

Dès le début des années 1920, le gouvernement recense puis saisit les terres cultivables autour de Tripoli et les distribue à des grandes compagnies agricoles italiennes, par lots d'au moins 100 hectares, créant ainsi de nouveaux latifondi tout le long de la côte. En 1934, une fois les rebellions tribales écrasées, le programme colonial reprit, avec cette fois l'État aux commandes.

Benito Mussolini confie à Italo Balbo le poste de gouverneur de la Cyrénaïque et de la Tripolitaine, aussitôt unifiées. Une campagne de colonisation « démographique » massive est lancée avec comme objectif l'installation de 500 000 colons dans ce qui était désormais appelé la « Quatrième Côte d'Italie ».

L'État prend en charge la distribution de petits lots de terre aux migrants (pour beaucoup des ouvriers agricoles et des journaliers originaires du Mezzogiorno ou de Vénétie).

Quelques années plus tard, chaque famille s'installant recevra jusqu'à 25 hectares de terre, une maison, un groupe électrogène et un puits. L'État italien s'employa dans le même temps à détruire la structure économique tribale partout dans le pays, en saisissant les parcelles cultivables restantes et en déplaçant les populations vers des réserves.

En 1937, une citoyenneté « spéciale » fut créée pour certains libyens et des villages fondés par dizaines, certains pour les colons, d'autres, séparés, pour les locaux. Les Italiens habitant la Libye se concentraient pourtant en majorité dans les grandes villes (plus de 30% pour Tripoli ou Benghazi). En 1939, on atteignit les 110 000 colons, mais le nombre décrut dès le début de la guerre et la rapide débâcle.

Le 2 octobre 1935, après des années de mobilisation des masses autour de la revanche d'Adoue, l'Italie se lança dans une nouvelle invasion de l'Éthiopie.

La mission civilisatrice était alors aussi mise en avant, sur fond du mythe de l'Empire Romain éternel, ainsi que le thème de l'injustice, d'une nation flouée, cherchant seulement à obtenir sa « place au soleil ». Juste après le déclenchement de l'invasion, la Société Des Nations (sorte d'ancêtre des Nations Unies dont faisait partie certaines des principales grandes puissances européennes) imposa des sanctions économiques au commerce italien.

Benito Mussolini fit à cette occasion un discours typique, annonçant en même temps la politique d'autarcie qui prenait effet à ce moment :

Chemises noires de la Révolution ! Hommes et femmes de toute l'Italie ! Italiens dispersés dans le monde, au delà des monts et au delà des mers : écoutez !

Un heure solennelle va sonner pour l'histoire de notre Patrie.

Vingt millions d'hommes occupent en ce moment même les places de toute l'Italie. Jamais on a vu, dans l'histoire du genre humain, spectacle plus gigantesque. Vingt millions d'hommes : un seul cœur, une seule volonté, une seule décision. Leur manifestation doit démontrer, et démontre au monde, que l'Italie et le Fascisme constituent une entité parfaite, absolue, inaltérable.

Ne peuvent croire le contraire que des cerveaux perdus dans les brumes de l'illusion, ou encrassés d'ignorance sur les gens et les choses de l'Italie, de cette Italie de 1935, an XIII de l'ère fasciste.

Depuis de nombreux mois, la roue du destin, sous l'impulsion de notre calme détermination, avance vers l'objectif : son rythme se fait plus vélocé en ces heures et elle est désormais inarrêtable ! Ce n'est pas seulement une armée qui tend vers ses objectifs, mais un peuple entier de 44 millions d'âmes, contre lequel on tente de fomenter la plus noire des injustices : celle de nous ôter notre place au soleil.

Quand, en 1915, l'Italie se jeta dans la gueule du loup et confondit ses intérêts avec ceux des Alliés, que d'exaltation de notre courage, et que de promesses furent faites ! Mais après la victoire commune, à laquelle l'Italie avait donné la contribution suprême de 670 000 morts, 400 000 mutilés et un million de morts, autour de la table ne revinrent à l'Italie que des miettes du riche butin colonial.

Nous avons patienté treize ans, durant lesquels s'est resserrée la corde des égoïsmes qui étouffe notre vitalité. Pour l'Ethiopie nous avons patienté quarante ans ! Maintenant ca suffit !

Et la Ligue des Nations, au lieu de reconnaître nos droits, évoque des sanctions.

Jusqu'à preuve du contraire, je refuse de croire que l'authentique et généreux peuple de France puisse adhérer à des sanctions contre l'Italie. Les six mille morts de Bligny, tombés lors d'un assaut héroïque qui arracha une reconnaissance et une admiration même du commandement ennemi.

Je me refuse, de même, à croire que l'authentique peuple de Grande Bretagne, qui n'a jamais connu de litige avec l'Italie, soit disposé au risque de jeter l'Europe sur la route de la catastrophe, pour défendre un pays africain universellement connu pour son manque total de civilité.

Aux sanctions économiques nous opposerons notre discipline, notre sobriété, notre esprit de sacrifice. Aux sanctions militaires nous répondrons avec des mesures militaires, aux actes de guerres nous répondrons avec des actes de guerre. Que personne ne pense nous faire plier sans avoir à durement combattre. Un peuple jaloux de son honneur ne peut user d'un langage ou d'une attitude différente !

Mais, pour que ce soit répété de manière encore plus catégorique, et j'en prend l'engagement le plus sacré devant vous tous, nous ferons tout notre possible pour que ce conflit à caractère colonial ne prenne pas la forme et la portée d'un conflit européen. Cela peut être le vœu de ceux qui fomentent une nouvelle guerre, mais ce n'est pas le

nôtre.

Jamais le peuple italien n'avait autant révélé ses qualités morales et la puissance de son caractère qu'en cette époque historique. E c'est contre ce peuple, auquel l'humanité doit certaines de ses plus grandes conquêtes, c'est contre ce peuple de poètes, d'artistes, de héros, de saints, de navigateurs, d'explorateurs, c'est contre ce peuple qu'on ose parler de sanctions.

Italie prolétaire et fasciste, Italie de Vittorio Veneto et de la Révolution, debout! Fais que le cri de ta décision emplisse les cieux, et conforte les soldats qui attendent en Afrique, qu'il serve de boussole à nos amis et d'avertissement à nos ennemis au quatre coins du monde, cri de justice, cri de victoire !

Après sept mois de guerre, l'armée italienne prit Addis-Abeba et le Duce annonça aussitôt la « Pax Romana », référence directe à l'Empire romain, avec Victor Emmanuel III prenant le titre d'Empereur d'Ethiopie. La thématique de l'Empire Romain enfin réveillée, le « destin civilisateur » de l'Italie fut de plus en plus présent dans les discours officiels : c'en était fini de la « nation prolétaire », l'heure est désormais à l'affirmation de l'Empire.

Un plan de jonction entre la Libye et la Somalie verra le jour sans jamais pouvoir être appliqué. En août 1940, l'Empire d'Italie attaquera les positions britanniques en Égypte et en Somalie, mais l'offensive sera rapidement contenue et en 1941, toute l'Afrique Orientale Italienne est occupée par ses ennemis.

Du côté de la Méditerranée, le projet était de rétablir à terme un contrôle sur le « Mare Nostrum », même si rien ne sera mis en œuvre jusqu'au déclenchement de la seconde guerre mondiale. En juillet 1940, l'ambassadeur italien en Allemagne présenta à Adolf Hitler les demandes suivantes :

- en Méditerranée : annexion de la Corse, Nice, Malte, Corfou et la Ciamuria, d'un protectorat sur la Tunisie, du contrôle des ressources pétrolières au Liban, Palestine, Syrie et Transjordanie ;
- en Afrique et dans la péninsule arabique: annexion de la Somalie britannique, de l'Afrique équatoriale française jusqu'au Tchad, du Kenya, de l'Ouganda ainsi que du Yémen.

Notons bien qu'aucune décision officielle ne fut prise et ces demandes restèrent donc formelles.

En avril 1939, l'Italie annexa facilement l'Albanie (son ancien protectorat jusqu'en 1920), puis lança presque dans la foulée une offensive sur la Grèce, qui s'avéra désastreuse.

Comme en Yougoslavie, l'Armée italienne se montra incapable d'envahir ces États toute seule et dut s'appuyer sur l'Allemagne, qui prit alors les choses en main.

L'Italie obtiendra tout de même une partie de la Dalmatie, un protectorat sur le Monténégro et certaines îles sur la mer Adriatique. Son Armée hérita aussi de l'occupation de la majeure partie de la Grèce métropolitaine (sans Athènes).

En 1943, avec l'arrestation de Benito Mussolini et le réalignement du gouvernement fasciste, l'Albanie, le Dodécanèse, la Dalmatie, Nice, la Savoie et toutes les autres zones sous contrôle italien en Europe furent transférées à l'Allemagne, jusqu'à la défaite finale de l'Axe. Au final, le pic de

l'expansionnisme italien n'aura duré que quelques mois au début de la guerre, et la plupart des revendications de cet Empire idéalisé restées sur le papier.

Du Parti Communiste d'Italie au Parti Communiste italien

Le fascisme épuise sa crédibilité alors que la crise sociale s'approfondit et que la guerre impérialiste devient la seule orientation véritable du régime. Le PCI a quant à lui décidé de lutter pour conquérir les masses ; en comprenant qu'il doit lutter y compris au sein de syndicats ou de la jeunesse fascistes, il a compris que le radicalisme verbal bordiguiste était une faille. Il assume le travail de fond et dans ce cadre, le PCI assume ainsi enfin la ligne du Front populaire, ce qui est d'autant plus facile que l'Italie fasciste s'allie totalement à l'Allemagne nazie.

La résolution du Comité Central, intitulée « *Contre l'Axe Rome Berlin* », de septembre 1937, dit ainsi :

« Le Parti déclare que le devoir du prolétariat italien dans la période actuelle est de prendre la direction de la lutte populaire pour la conquête de la démocratie, pour l'avènement, en Italie, d'une république démocratique.

Le parti communiste doit se faire l'initiateur d'une alliance de tous les partis, des organisations, des mouvements antifascistes républicains (socialistes, républicains, giellistes etc...) disposés à lutter pour la paix, pour la démocratie, pour la république.

Il doit travailler à l'unification de ce bloc avec toutes les forces antifascistes non républicaines (libéraux, démocrates, « populistes » etc..) et avec les mouvements antifascistes spontanés qui naissent et qui naîtront dans le peuple et qui luttent pour la paix et la démocratie.

Il doit travailler à coordonner l'action du plus large front antifasciste avec les mouvements d'une opposition fasciste à la politique de guerre du gouvernement qui surgissent et surgiront au sein du fascisme. »

Agir reste cependant très difficile dans les conditions de répression terroriste. Aussi, l'Internationale Communiste procède elle-même à la réorganisation de la direction du PCI, avec un nouveau Comité Central en 1938, une conférence du Parti en 1939. Le dirigeant reste Palmiro Togliatti, qui fut présent longtemps en Espagne, en même temps que des centaines d'antifascistes participant aux Brigades Internationales.

Le PCI est prêt pour le combat dans une nouvelle période, marquée par le début du conflit inter-impérialiste ouvert, la Tchécoslovaquie tombant comme première victime. Le fascisme italien a du mal à maintenir son économie : si on prend l'année 1938 comme base 100 pour les prix, ceux-ci passent à 115 en 1939, 144 en 1940, 201 en 1944.

La colère populaire grandit toujours plus et d'ailleurs les larges masses italiennes refusent la guerre, encore plus alors que c'est l'Allemagne qui mène le jeu. Le régime le sait, mais il sait qu'il est déjà trop tard pour s'opposer maintenant à lui, alors que le Parti National Fasciste a 3,6 millions d'adhérents, ses organisations féminines un million de femmes, celles de jeunes huit millions de jeunes, celles estudiantines pratiquement 120 000 étudiants.

Encore cela n'est-il que le noyau dur : en pratique, plus de 23 millions de personnes sont liées, d'une manière, ou d'une autre, à un organisme généré par le fascisme. L'opposition étant illégale, il est très difficile de s'organiser et le PCI souffre en permanence de dizaines d'arrestations. Ici, les masses paient grandement le prix du fait que 600 000 personnes progressistes aient quitté l'Italie fasciste, quittant le terrain de la lutte de classes de leur pays.

Le noyau tentant de maintenir le lien avec le pays est par ailleurs brisé lorsque la France, le principal pays d'accueil, est défait par l'Allemagne nazie, qui s'empresse de traquer les antifascistes, emprisonnant surtout les communistes, alors que les démocrates de *Justice & Liberté* émigrent aux États-Unis. Lorsqu'en juin 1940, plus de 1,6 million d'hommes sont mobilisés, cela force aussi la jeunesse à rejoindre l'armée et par conséquent démantèle les velléités de rébellion.

La situation est donc paradoxale : le PCI maintient son existence, son combat continue, il comprend enfin le principe du Front populaire, mais la guerre amène un saut qualitatif au moment précis où le fascisme commençait à se « banaliser » aux yeux des masses, à perdre son aura.

Cela va être de très lourde conséquence pour le PCI. En effet, jusqu'à présent, le PCI appelait jusqu'à présent à ce que soit formée une Assemblée constituante, base d'un régime démocratique aux contours indéfinis, que le PCI conçoit comme une phase de transition de courte durée avant le socialisme. Plus le temps a passé, plus le PCI a dû élargir les contours de son front, afin d'être en mesure de mobiliser tout de même au moins un peu contre le fascisme.

Or, avec la guerre, le front devient encore plus large. La question n'est plus seulement celle de la classe ouvrière, mais du destin de l'Italie. On a un bon aperçu de la nouvelle position du PCI, avec les propos de Palmiro Togliatti, le 2 juillet 1941, su les ondes de *Radio Milan*, basé à Moscou :

« Nous, Italiens, nous avons à gagner de la ruine d'Hitler. Et entendez-moi bien : tous, tous les Italiens de toutes conditions sociales.

C'est ce que pensent du moins ces industriels qui voient leurs affaires ruinées par la brutale concurrence allemande.

C'est ce que pensent les commerçants à qui on a fermé aujourd'hui les marchés européens dominés par les envahisseurs allemands.

C'est ce que pensent les catholiques qui voient dans le fascisme allemand l'ennemi de leurs traditions et de leurs idéaux de fraternité.

C'est ce que pensent toutes les mères italiennes à qui on arrache leurs fils et leurs maris pour les envoyer mourir sous le drapeau à croix gammée. C'est ce que pense le peuple pour qui la guerre signifie gêne, privations, faim.

C'est ce que pensent les Italiens qui aspirent à être de nouveau un peuple libre. Il n'y a qu'un petit groupe d'hommes en Italie qui a peur de voir s'écrouler le fascisme allemand, c'est le groupe des aventuriers, des gens incapables et corrompus qui entoure Mussolini et dont Mussolini est le chef.

Ce sont eux les responsables de la ruine actuelle de l'Italie et de la servitude du peuple

italien. Ce sont eux les responsables des défaites subies en Afrique et en Grèce. Ce sont eux qui gouvernement mal l'Italie et l'oppriment pour le compte de l'étranger. Au plus vite le peuple italien se libérera de cette bande d'aventuriers, mieux cela vaudra pour le sort de notre pays. »

Or, cette ligne est erronée, car elle nie que le fascisme italien a sa propre dynamique expansionniste, qu'elle est elle-même impérialiste. Tout est mis sur le dos de l'impérialisme allemand : tactiquement, cela aurait pu être un levier pour gagner ceux et celles ne voulant pas suivre l'impérialisme allemand, mais là c'est une stratégie qui va, de fait, être poursuivie jusqu'en 1945.

Le PCI a ainsi deux aspects : d'un côté, il est le fruit de toute la période précédente, assumant la lutte révolutionnaire, de l'autre il saisit mal la question du front et va se mettre à la remorque du courant considérant que l'Italie s'est faite embarquée malgré elle dans la guerre, à la suite de l'Allemagne nazie.

Le PCI se retrouve ici avec la question de l'interprétation de l'Italie, de l'analyse de son histoire, qui n'a malheureusement pas été réalisée. Il n'y a pas de pensée-guide et l'arrestation d'Antonio Gramsci a sans nul doute bloqué tout un processus historique. Car, dans les faits, le PCI a bien compris que le régime allait s'effondrer et qu'il fallait être capable de construire un front prend à prendre le pouvoir à ce moment-là. En Italie, dès 1942 les choses sont d'ailleurs claires à ce sujet.

Les bombardements anglais frappant les villes traumatisent une population qui considère que la guerre n'est pas la sienne ; 100 000 logements sont détruits.

Benito Mussolini lui-même, dans son « *rapport historique* » à la Nation, est obligé de reconnaître la perte de 40 000 soldats sur le front, de 2000 personnes dans les bombardements, de 232 000 soldats faits prisonniers alors que 37 000 sont portés disparus. De fait, le système de ravitaillement s'effondre à l'échelle nationale. La même année, le corps italien envoyé sur le corps de l'est est écrasé par la contre-offensive soviétique, le régime reconnaissant lui-même 84 300 morts ou disparus et 29 600 gelés.

C'est l'arrière-plan qui fait que le PCI a commencé à lancer l'appel à s'armer, à saboter, à aller vers la guérilla. Sur les ondes de *Radio Milan*, Palmiro Togliatti explique ainsi en mars 1942 :

« Depuis que la guerre contre l'URSS a commencé, un mot a acquis une popularité inouïe dans le monde entier : le mot *Partisan*.

Qu'est-ce qu'un Partisan ? C'est un citoyen qui défend les armes à la main sa patrie contre l'envahisseur étranger.

Mais il ne le fait pas comme soldat dans les rangs de l'armée régulière et sur un front, mais loin du front, derrière lui, sur l'arrière de l'armée ennemie d'invasion. C'est pourquoi son champ de bataille parmi les plus divers, les plus compliqués que l'on puisse imaginer.

C'est la campagne où, embusqué, il surprend une unité ennemie en déplacement et la décime.

C'est la voie ferrée où une explosion inattendue fait sauter le pont ou le viaduc au moment précis où passe un train militaire.

C'est la rue d'un village où apparaît à l'improviste un groupe d'hommes armés qui harcèle à coups de grenades le siège d'un commando et disparaît de manière tout aussi inattendue.

C'est la ville où les entrepôts militaires prennent feu, où les centrales électriques qui font fonctionner les usines sautent, où les dépôts de munitions explosent l'un après l'autre.

Les armes des partisans sont toutes celles qui peuvent servir à endommager l'ennemi : des ciseaux pour couper des fils électriques, le couteau qui tue en silence, jusqu'à la bombe à main ou à la mitrailleuse. Le partisan a un objectif, une loi : porter des coups à l'ennemi de toutes les manières possibles, l'empêcher de se déplacer librement, ralentir et paralyser ses mouvements, l'anéantir. »

Le processus de formation d'unités armées va cependant occuper toute une période. Ainsi, *L'Unité* du 28 février 1943 titre en pleine page :

« Nous commémorons le XXVe anniversaire de l'Armée Rouge en commençant la lutte armée pour la paix et la liberté. »

Toutefois, il n'y a alors pas encore d'unités partisans à part un petit noyau d'une quinzaine de personnes formant, en mars, sous la direction de Mario « Max » Karis, le détachement Garibaldi, à Trieste, grâce à l'appui yougoslave, notamment les Slovènes formant également une minorité pourchassée par l'Italie mussolinienne. Le PCI ne parvient pas à s'extirper encore massivement de la répression, qui continue de frapper de plein fouet : entre avril 1942 et avril 1943, 2600 personnes ont été arrêtées, 300 passant par le Tribunal spécial.

Cependant, si la nécessité du front a été construite et si le trotskysme a été réfuté, l'antifascisme comme tactique tend à être remplacée par une stratégie prônant une Constitution. Le discours précédant chaque transmission de *Radio Milan* représente cette ligne :

« Italiens, Italiennes, écoutez !

C'est *Radio Milan Liberté* qui parle. C'est le peuple italien libre qui parle ! Milan Liberté est la voix des Italiens qui luttent pour briser le joug du fascisme et libérer l'Italie de son esclavage et de la barbarie hitlérienne...

Milan Liberté est la radio de tous les Italiens. Elle est celle des démocrates, des catholiques, des socialistes et des communistes, celle de tous les vrais Italiens. Elle parle aussi au nom de tous ces fascistes qui n'en peuvent plus de tous les mensonges et des fanfaronnades de Mussolini, qui comprennent que cet homme funeste les a trompés et les a conduits à la ruine.

Pour la liberté, pour l'honneur du pays, pour nous libérer de l'esclavage allemand, pour briser le joug du fascisme, Italiens ! Réveillez-vous, unissez-vous, combattez ! »

Le fait de dire que Benito Mussolini a trompé les masses est correct, mais il y a ici un court-circuitage de l'autocritique nécessaire, de la remise en cause des fondements de l'idéologie fasciste, ainsi qu'une juste compréhension du rôle de la bourgeoisie et du Vatican.

De fait, tout un pan de la bourgeoisie et le Vatican décide de faire en sorte de passer dans le camp anglo-américain, en mettant de côté Benito Mussolini. L'objectif est une paix séparée et bien sûr la base du régime ne doit pas changer réellement.

Le PCI a conscience de cela, mais considère le risque comme secondaire, Dans *La vie du Parti*, il explique en juin 1943 :

« Conscients de la gravité de l'heure, anxieux du destin de la patrie, le PC renouvelle à tous les Italiens, à quelque courant politique ou religieux qu'ils appartiennent, son chaleureux appel à s'unir dans un vaste Front national d'action et à lutter avec de nouvelles énergies.

- 1) Pour briser les pactes militaires qui ont asservi l'Italie à l'Allemagne
- 2) Pour une paix séparée immédiate dans le respect de l'indépendance nationale
- 3) Pour la destruction de l'odieux régime fasciste, pour la restauration de la liberté et de la démocratie.

Le Parti communiste italien qui revendique l'honneur d'avoir brandi le drapeau de l'union de tout le peuple italien au début de la guerre, est comme toujours à son poste de combat, prêt à tous les accords avec les forces saines du pays et à toutes les actions susceptibles d'accélérer la fin de la guerre et la conquête de la liberté et de l'indépendance nationale, déclare solennellement être disposé à assumer, sur le plan de la collaboration politique avec tous les regroupements nationaux, les responsabilités qui en découlent. »

Un tel positionnement demande une énorme capacité idéologique et culturelle, que n'a pas le PCI, contrairement à certains partis d'Europe de l'Est, qui de leur côté sauront aller vers la Démocratie populaire, le Parti Communiste de Tchécoslovaquie étant le modèle en ce qui concerne cette question.

Qui plus est, l'Internationale Communiste se dissout, abandonnant la conception d'un Parti Communiste mondial centralisé, considérant que les sections doivent disposer d'autonomie complète.

Pour le *Parti Communiste d'Italie* – qui devient alors le *Parti Communiste italien* – cela signifie se lancer seul dans une démarche qu'il n'est pas en mesure d'assumer.

L'incompréhension de la question du régime

1943 est l'année de l'effondrement interne du fascisme italien. Rien qu'en mars ont lieu des grèves en masse, à Turin tout d'abord, puis Milan, Venise afin de se diffuser, pour toucher 100 000 ouvriers protestant contre leurs conditions de vie et exigeant la paix. Les centaines d'arrestations ne suffisent pas à ébrécher un mouvement témoignant d'une véritable relance de la lutte de classe ; elles nuisent

par contre grandement aux réseaux communistes.

Toutefois, les impérialistes connaissent également la situation et ils ont intégré ce fait. En juillet 1943, le 10, les Alliés organisent un débarquement en Sicile, ayant pris au préalable de nombreux contacts avec la mafia italienne pour aider à assurer une transition. L'Armée fasciste ne fait pas le poids avec ses 18 divisions mal équipées, ainsi que 8 autres en garnisons dans les îles, alors que 34 autres sont actives en France, en Grèce et dans les Balkans.

Dans la foulée, 25 juillet 1943, le Grand Conseil du fascisme démet Benito Mussolini et l'emprisonne. L'Armée allemande le libère et occupe le Nord et le Centre de l'Italie, qui deviennent la « République Sociale Italienne », alors que la zone sud reste à la monarchie, désormais soutenue par les Alliés. Benito Mussolini devient alors la cible d'absolument tout le monde, présenté comme le principal voire le seule coupable de la dérive ayant faite de l'Italie une alliée soumise à l'Allemagne nazie.

Le militaire Pietro Badoglio devient chef du gouvernement et l'Italie déclare la guerre à l'Allemagne. Cette dictature militaire de 45 jours est toutefois ambivalente ; elle n'est qu'un intermède brutal, une tentative sanglante de maintenir un fascisme sans Benito Mussolini ni discours fasciste, accompagnée de 93 morts, 536 blessés, 2276 arrestations.

Par la suite, on a une sorte de gouvernement temporaire instaurant les libertés élémentaires : la transition entre fascisme et démocratie bourgeoise était assuré, mais sous l'égide des alliés.

Le régime fasciste s'est effondré ; il n'a pas été renversé. Il n'y aucune effusion de sang, pratiquement, dans ce qui est simplement une passation de pouvoir. Au cours de ce processus, il y a des grèves ouvrières, la presse de gauche réapparaît, des prisonniers politiques sont libérés.

Naturellement, le PCI profite énormément de cette vague populaire qui se déroule partout ; en trois semaines, il a déjà pratiquement 20 000 membres organisés. Mais lui-même appartient de manière unilatérale au courant qui veut pactiser avec les fascistes ayant rompu avec Benito Mussolini.

Voici ainsi les revendications faites par le PCI, de manière conjointe avec le Parti Socialiste Italien et le Partito d'Azione, parti antifasciste non communiste et non catholique, de type radical socialiste républicain et issu de Giustizia e Libertà, lors du gouvernement des 45 jours de Pietro Badoglio.

Elles sont justes, mais elles ne posent pas la question du cadre du régime : tous les partis sont républicains, mais en allant pas jusqu'à vouloir rompre avec la monarchie, ils se bloquent la formation d'un bloc du type Front populaire comme au moment de la guerre d'Espagne.

« Le PCI, le PSI et le P d'A déclarent l'entière responsabilité du « régime Badoglio » :

a) pour l'échec de la conclusion d'un armistice immédiat.

b) Pour la non défense contre le danger de l'invasion allemande toujours possible, en faisant appel aux forces populaires.

c) pour l'absence de retour des libertés démocratiques et la non liquidation effective du régime fasciste

d) pour la non libération de tous les détenus politiques et, en vue des développements possibles de la dangereuse situation intérieure et internationale qu'une telle politique n'a pas allégés mais aggravés, et pour le manque de toute autorité active pour résoudre les problèmes créés par la situation elle-même...

C'est pour ces raisons que le PCI, le PSI et le P d'A décident de constituer un Comité permanent de vigilance et de défense pour la liberté et la paix du peuple italien. »

C'est que le PCI ne raisonne pas en terme de Front populaire ou de Démocratie populaire ; il espère que le régime va tomber d'un coup ou tout au moins très rapidement.

C'est l'idée fixe depuis les années 1920. Si Amadeo Bordiga pensait qu'il y aurait directement la dictature du prolétariat et Antonio Gramsci (et à sa suite Palmiro Togliatti) une Assemblée constituante, ce ne fut jamais considéré comme une étape en tant que telle.

Aussi le PCI est-il prêt à accepter, au grand dam du PC d'URSS (bolchévique) ainsi que du PCF, à ce que l'un de ses membres, Giovanni Roveda, devienne vice-commissaire à la question syndicale, uniquement sur le plan technique, du gouvernement Badoglio.

Cette position permet il est vrai de participer à la poussée du PSI et du Partito d'Azione et de voir ainsi 3000 de ses propres membres emprisonnés sortir de relégation et de prison, donnant un nouveau grand élan à sa base militante, avec des cadres enfermés depuis 5, 10, 15, presque 20 ans, qui se sont entraînés et formés lors de leur enfermement. Leur libération intervient juste avant une offensive de l'Allemagne nazie, qui aurait amené les prisonniers à une mort certaine.

Voici cependant l'explication pour le moins alambiquée du PCI:

« L'acceptation d'une telle charge de ta part a certainement été soumise à l'approbation du parti : c'est pourquoi nous ne la considérons pas comme un acte personnel, mais comme une décision du parti qui engage sa position et sa responsabilité politique face au gouvernement et aux masses travailleuses.

Maintenant, parmi les différentes hypothèses que nous pouvons faire sur ces conditions, la manière et le déroulement par lesquels tu as été engagé pour une telle fonction, un point reste ferme : il ne peut et ne doit pas signifier une collaboration politique avec l'actuel gouvernement.

Nous revendiquons la paix et la liberté et le gouvernement Badoglio nous donne la guerre et l'état de siège. C'est du moins ainsi jusqu'à présent. Il n'y a que deux cas où nous pouvons nous ranger pour sa défense : face à une tentative de rébellion des fascistes et dans l'éventualité que les forces allemandes se transforment en armée d'occupation. En dehors de ces deux cas, peu probables pour le moment, nous ne pouvons avoir qu'une attitude d'opposition parce que le régime passé survit encore trop dans le gouvernement Badoglio...

La charge que l'on t'a confiée est acceptable dans la mesure où tu la conçois comme la représentation de la volonté des masses travailleuses. Donc, pas en tant qu'agent du gouvernement face aux masses, mais représentant de celui-ci face à et contre l'actuel gouvernement. »

Le PCI explique qu'il accepte qu'un de ses membres participe au gouvernement fasciste gérant la fin du fascisme et ayant renversé Benito Mussolini, pour être cependant contre lui. C'est une position incompréhensible, à part si l'on saisit que tout est vu par le prisme de l'opposition unique à l'Allemagne nazie. *L'Unité* du 22 août 1943 a ainsi comme titre en pleine page *Les Allemands hors d'Italie* et on y lit :

« Le peuple qui a eu la force de chasser les fascistes italiens veut maintenant chasser résolument les fascistes allemands.

Si le gouvernement Badoglio ne respecte pas le sentiment de la nation, s'il ne veut pas ou ne sait pas défendre l'indépendance du pays, s'il a peur, avec le souffle de la liberté, de remettre en état les capacités de lutte et de reconstruction qui existent dans le pays et qui se sont manifestées dans la guerre contre le tyranisme fasciste, ce sera le devoir du front national des partis antifascistes de mobiliser les forces populaires pour défendre l'indépendance et conquérir la paix.

Les Allemands veulent écraser la volonté du peuple italien, ils veulent faire des Italiens de la chair à canon pour leur impérialisme croulant et transformer notre pays en bastion sanglant qui protège leur terre, ils veulent sauver les fascistes renversés par le peuple. Que l'on déclare les Allemands ennemis de l'Italie, que l'on appelle le peuple à la lutte pour la défense de son indépendance et pour la sauvegarde de ses villes, qu'on lui donne la liberté de s'organiser et le peuple répondra : Présent !. Les communistes italiens seront alors en première ligne. »

C'est là un positionnement en faveur d'un Front populaire, mais dans un cadre erroné : le PCI se fait embarqué par un régime tendant à devenir démocratique bourgeois en se liant à l'impérialisme américain et à l'impérialisme britannique, trouvant une nouvelle dynamique, ce que le PCI ne voit pas. Pour le PCI, il s'agit seulement de pouvoir continuer à s'élaner, le reste venant de lui-même. Juste avant l'armistice de l'Italie avec les Alliés, le PCI témoigne qu'il s'est mis à la remorque des Alliés en général, sans considération des aspects secondaires, donnant comme mot d'ordre dans *L'Unité* du 7 septembre 1943 « *la paix se gagne en chassant les Allemands de notre territoire* » et expliquant :

« La classe ouvrière sait quelle doit assumer dans cette lutte une place d'avant-garde et affronter et supporter de grands sacrifices. Elle est décidée et prête au combat, certaine d'avoir avec elle, dans une union intime et solide, toutes les autres classes de la nation qui veulent sauver la patrie. »

La République Sociale Italienne comme État total

Au sens strict, le fascisme est un modernisme poussé par la partie nord de l'Italie, industrialisée et ayant accepté un compromis avec le féodalisme du sud. Le respect de la royauté a fait partie de ce compromis.

Giovanni Gentile a été l'artisan de ce compromis, notamment avec une réforme de l'école. Désireux de mettre en avant la « morale », il avait fait en sorte que dans les « gymnases », c'est-à-dire les lycées, 70 % des cours relèvent des sciences humaines (italien, latin, grec, histoire, philosophie),

comprises comme des « méthodes », des « règles », le par cœur étant la principale démarche.

Le catéchisme catholique fut également enseigné dans les écoles primaires, Giovanni Gentile considérant que le catholicisme était la forme culturelle historique de la Nation italienne ; néanmoins, le Vatican récupéra toujours plus de prérogatives intellectuelles et culturelles dans l'État italien.

Au cours de ce processus, les loges maçonniques furent interdites et détruites, dès 1925, comme représentantes d'idéologies parallèles d'influence semi-secrète.

Lorsque par contre l'Italie du sud fut passée dans le camp de l'alliance avec les États-Unis d'Amérique et que la partie nord fut marquée par l'intervention militaire allemande, le fascisme connut une intense transformation.

Une rupture historique se produit avec la partie sud, c'est-à-dire avec les forces portant la monarchie et le catholicisme.

C'est pour cette raison que Benito Mussolini fonde, en septembre 1943, dans la partie nord de l'Italie (ainsi que le « centre »), la « République Sociale Italienne », souvent appelée République de Salò, du nom de la ville hébergeant le gouvernement.

Cette république se définit comme un *Stato Nazionale Repubblicano*, un État National Républicain ; en pratique, il naît comme protectorat allemand : l'Armée allemande décide de tout, sa présence est financée massivement par le régime et Benito Mussolini lui-même, qui avait été emprisonné par des partisans de l'alliance avec les États-Unis, fut libéré par un commando de l'Armée nazie pour être placé comme dirigeant.

L'économie devint une économie de guerre et le régime celui de la mobilisation générale, avec chaque travailleur devant adhérer à la *Confédération Générale du Travail, de la Technique et des Arts*, cette double opération étant maquillée en vague de « socialisation », de « nationalisation » des entreprises de plus de 100 employés, de « retour aux origines du fascisme » sous l'égide d'un Parti Fasciste Républicain le dirigeant.

En réalité, on a ici un esprit national-révolutionnaire de guerre totale qui est très éloigné du républicanisme romain pacifique du fascisme des débuts.

Pour cette raison, il y a une mise à l'écart de Giovanni Gentile, qui avait déjà vu sa position, dans les années 1930, affaibli par l'influence grandissante du catholicisme. Il resta cependant jusqu'au bout fidèle au régime, tentant de faire valoir sa propre position.

L'état d'urgence propre à l'État National Républicain exigeait par contre un autre esprit et cela aboutit à l'émergence de théoriciens de la mobilisation totale, c'est-à-dire de nationaux-révolutionnaires.

On a ici deux figures principales : tout d'abord le renégat communiste Nicola Bombacci (1879-1945), qui théorise l'État total comme « vrai » socialisme, le régime de Salò se revendiquant être contre la « ploutocratie mondiale », pour une propriété privée encadrée par l'État.

Dans la *Manifeste de Vérone* du régime il est précisé que :

« Dans l'économie nationale, tout ce qui sort de l'intérêt particulier pour entrer dans l'intérêt collectif, appartient à la sphère des actions qui relèvent de l'Etat. »

Ensuite, on a le théoricien racialisiste et mystique Julius Evola (1898-1974), dont l'émergence converge avec la participation ouverte et agressive du nouveau régime à la destruction de la population juive d'Europe.

Théoricien de la « *révolte contre le monde moderne* », Julius Evola est un conservateur révolutionnaire, se revendiquant de la « *Tradition* ». Partisan lui aussi de la mobilisation totale, de la formation d'une « *nation de guerriers* », il l'était dans un sens résolument élitiste, à l'opposé de la perspective de masses de Nicola Bombacci.

Pour cette raison, après 1945, Julius Evola sera le principal théoricien de la « nouvelle droite », appelant à être dans ce monde sans y participer, afin de garder ses valeurs élitaires, ce qu'il résumera avec la formule « *chevaucher le tigre* » ou encore le mot d'ordre « *Ce sur quoi je ne peux rien, ne peut rien sur moi* ».

En 1951, il formulera de la manière suivante sa conception :

« J'ai défendu, et je défends, des "idées fascistes", non en tant qu'elles étaient "fascistes", mais dans la mesure où elles reprenaient une tradition supérieure et antérieure au fascisme, où elles appartenaient à l'héritage de la conception hiérarchique, aristocratique et traditionnelle de l'État — conception ayant un caractère universel et qui s'est maintenue en Europe jusqu'à la Révolution française. »

Dans les années amenant à l'intégration du fascisme italien, comme mobilisation totale, comme protectorat de l'Allemagne nazie, Julius Evola tenta de théoriser ce passage, au moyen d'ouvrages comme, en 1941, avec *Synthèse de doctrine de la race, Éléments pour une éducation raciale, La Doctrine aryenne du combat et de la victoire*.

Cette dynamique fut soutenue par Benito Mussolini, mais l'effondrement du régime empêcha l'avènement de Julius Evola, qui dut fuir en Allemagne nazie, sa « *critique de droite du fascisme* », dans le sens d'un élitisme dans le cadre d'une mobilisation totale, apparaissant comme un rêve fou.

La guerre des partisans

Le paradoxe du gouvernement de Pietro Badoglio, c'est que lorsque l'armistice fut organisé avec les alliés et déclaré le 8 septembre au soir, il dut fuir Rome, ce qui fut également le cas pour le Roi. Le commandement militaire lui-même s'enfuit en pleine panique, sans prévenir aucun ministre, abandonnant des documents secrets, le sceau de l'état-major, etc.

C'est ce qui fut appelé la défense manquée de Rome, et cela alors que 80 000 soldats italiens étaient présents en périphérie. Le 9 septembre, dans la matinée, l'Armée allemande a déjà le contrôle de la capitale italienne.

En pratique, l'Armée italienne a disparu du jour au lendemain, 400 000 soldats devenant des prisonniers des Alliés, 600 000 de l'Armée allemande. Néanmoins, dans l'Armée italienne, des milliers de soldats et d'officiers décidèrent de s'opposer à l'intervention allemande forte de 120 000

hommes. Si leur tentative fut un échec, elle galvanisa ce qui apparaît comme une résistance nationale anti-allemande.

Le paradoxe est donc que cette intervention allemande qui suit l'effondrement du fascisme italien pour le sauver dans le nord de l'Italie doit faire face, justement, à un soulèvement populaire qui profite dudit effondrement d'un côté, et qui de l'autre ne veut pas de domination allemande.

Encore cela est-il à relativiser : tout d'abord, parce que dans le Sud, les Alliés font tout pour empêcher l'émergence d'un nouveau pouvoir, ensuite parce que la désorganisation complète du pays et la passivité générale font que les situations se règlent au jour le jour.

Ce qui est par contre absolument clair, c'est la volonté du Parti Communiste Italien d'aller à la lutte armée. Le quotidien *Corriere Della Sera* donne cette information, 23 septembre 1943, provenant du quartier général allemand :

« Partisans slovènes unis à des communistes italiens et à des groupes et des bandes de la région croate, tentent, à l'est de Venise, en Istrie et en Slovénie de gagner du terrain en profitant de la trahison de Badoglio. Les troupes allemandes, soutenues par les unités nationales fascistes et des habitants volontaires ont occupé les localités les plus importantes et les voies de communication et attaquent les rebelles qui ont l'intention de voler et de faire du butin. »

Le Parti Communiste Italien profite en effet de la situation pour se réorganiser dans tout le pays et organiser la guerre des partisans.

A cet effet sont généralisées les *Brigate d'assalto « Garibaldi »*, Brigades d'Assaut Garibaldi, sur le modèle des Francs-Tireurs et Partisans français et des Brigades Internationales, dirigés par Luigi Longo et Pietro Secchia, dont la moitié des membres sont communistes, ainsi que la quasi-totalité des troupes de choc, les *Gruppi di azione Patriottica* (Groupes d'Action Patriotique).

Voici comment les Brigades Garibaldi sont présentées, en novembre 1943 dans la revue *Le combattant*, dans l'article « *Les détachements Garibaldi sont des détachements modèles* » :

« Pourquoi des détachements d'assaut ? parce qu'ils sont créés pour l'action armée, pour l'assaut, pour l'attaque audacieuse. Des détachements d'assaut parce qu'ils donnent une organisation et une discipline de fer qui correspond aux tâches qu'ils se proposent.

Des détachements d'assaut Garibaldi parce que leur action patriotique s'inscrit dans les meilleures traditions populaires et nationales italiennes, des Garibaldiens du Risorgimento aux glorieuses Brigades Garibaldi d'Espagne dont les glorieux survivants sont maintenant à la tête des meilleurs détachements de partisans. »

Voici, à titre d'exemple, les trois « baptêmes » des Brigade d'Assaut Garibaldi de la ville de Reggio d'Émilie :

« Le commandant de brigade a décidé d'appeler votre détachement du nom d'un garibaldien tombé récemment sous le feu allemand, Orlandino Guerrino. Né dans les montagnes où se mène notre guerre, il s'est montré un véritable enfant de cette montagne...

Sa chair ensanglantée par la mitrailleuse ennemie, sa figure morale de garibaldien sont comme un drapeau derrière lequel nous devons tous nous rassembler...

Garibaldiens du détachement Orlandino Guerrino, faites voir à nos ennemis barbares que son sacrifice n'a pas été vain. »

« Garibaldiens, le commandant de brigade a voulu appeler votre détachement du nom de Zambonini Enrico pour rappeler son héroïque figure de prolétaire combattant...

A peine a-t-il entendu le grondement de la bataille sur la terre d'Espagne que son sens le plus élevé du devoir de travailleur le poussa à y participer.

Il soutint à Guadalajara le même combat que nous menons ici, aujourd'hui. Sa foi n'a jamais faibli. Garibaldiens du détachement Zambonini Enrico, vengez-le ! »

« Garibaldiens : Dughetti Fiorio est le nom de votre détachement. Que sa figure de Garibaldien, blessé, capturé et fusillé par les fascistes soit votre drapeau...

Les fascistes l'ont tué inutilement après qu'il ait été blessé et vous, Garibaldiens, vous anéantirez avec impétuosité et courage. ces hyènes qui nous offensent en marchant sur notre sol sacré.

Mort aux Allemands et aux fascistes ! Et vive l'Italie ! Le commandant et le commissaire de brigade. »

Plus de 50 000 personnes participeront à ces Brigades, sur un total de plus de 100 000 partisans ; aux 575 Brigades d'Assaut Garibaldi, il faut ajouter 54 *Brigate del popolo* formées par le Parti Populaire qui donnera la Démocratie chrétienne, 70 *Brigate Matteotti* du *Partito Socialista Italiano di Unità Proletaria* fondé à gauche du PSU, 198 *Brigate Giustizia e Libertà* du *Partito d'Azione* radical républicain, 255 *Brigate* autonome formées par des militaires, etc.

En mars 1944, il y a 36 000 partisans en tout dans les montagnes ; en mai le total est déjà de 100 000. Au total, 42 000 tomberont dans la lutte contre l'Allemagne nazie et la République Sociale Italienne de Benito Mussolini, affrontant les ratissages, les terribles tortures en cas de capture, afin le poteau d'exécution.

Une structure nationale – le *Comitato di Liberazione Nazionale* – chapeautait l'ensemble de ces formations, étant lui même divisé en un *Comitato di Liberazione Nazionale Alta Italia* pour la partie nord et un *Comitato di Liberazione Nazionale Centrale* pour le centre et le sud.

Le PCI, fort de l'expérience admirable réalisée dans la République espagnole, souligne l'importance des commissaires politiques afin de renforcer le niveau des brigades. Ces commissaires politiques sont ceux de la Brigade ; si les communistes doivent former un noyau autant que possible dans la brigade, la division des rôles est clairement établie.

Les *Directives pour la constitution et le fonctionnement des noyaux du Parti*, en mars 1944, soulignent ainsi :

« La tâche du noyau est d'assurer la vie du parti dans chaque unité, la compréhension et

l'acceptation de la ligne du parti en ce qui concerne la lutte de libération nationale, la collaboration sans réserve avec le commandant et le commissaire de l'unité, quel qu'il soit.

Il faut recruter de nouveaux membres pour le parti. Le noyau a aussi le pouvoir de proposer des éloges et des blâmes ou des expulsions (...).

Le noyau du parti doit mener son travail avec beaucoup de tact et d'habileté, il ne doit pas faire sentir sa présence par des manifestations susceptibles de heurter ou d'indisposer les partisans qui ne sont pas membres du parti, ne pas se substituer au commandant ni aux organes dirigeants des formations (...).

Commandant, commissaire politique, dirigeant du parti, doivent collaborer étroitement, en gardant bien distinctes leurs attributions et leurs tâches : le commandant doit s'occuper essentiellement de l'organisation et du côté militaire de la formation.

Le commissaire politique doit s'occuper essentiellement du moral des combattants et de leur éducation politique ainsi que de l'orientation sur les questions plus importantes de la lutte de libération nationale. Le responsable politique doit s'occuper essentiellement du travail du parti.

Dans la mesure où ils sont tous trois des camarades, le Commandant, le commissaire politique et le responsable du parti doivent constituer un triangle pour examiner en commun les solutions des questions générales les plus importantes qui concernent la vie et l'action des formations...

Dans le processus d'unité, quand le commandant, le commissaire et le responsable du P. sont tous trois membres du parti, ils sont responsables solidairement devant le parti ».

Le PCI profite à ce niveau de cadres très décidés, avec les 1500 cadres formant le noyau dur qui proviennent des prisons, des camps de relégation ou encore de l'exil ; ils forment l'armature historique de la guérilla organisée par le PCI ayant tout donné tout ce qu'il peut pour maintenir le drapeau en Italie même durant les années 1930.

Giuliano Pajetta, par exemple, né en 1915, a été organisateur de la *Jeunesse Communiste* de l'immigration italienne en France, commissaire politique dans les Brigades Internationales, membre de la résistance française dans les FTP. Capturé en 1942 il est libéré par le maquis en 1944. Il rentre en Italie participer à la Résistance puis de nouveau capturé et envoyé au camp de Mauthausen.

Le PCI a lui-même 20 000 membres, pratiquement tous en zone occupée par l'Armée allemande ; autour de ce noyau dur, il y a la classe ouvrière qui est au premier rang pour mener la bataille ; quant aux gens rejoignant les partisans, ils sont jeunes, voire très jeunes dans leur écrasante majorité. Parallèlement à cela, il y a de multiples fronts qui naissent, pour les femmes, la jeunesse, dans les usines.

Il y a toutefois un problème : l'Angleterre fait tout pour que le roi ne soit pas renversé et pour faire en sorte que le gouvernement Badoglio reste en place, ce qui sera effectivement le cas jusqu'au 18 juin 1944. Les Alliés en général n'ont pas de position à ce sujet, tout le monde étant dans

l'expectative du débarquement en France, qui scellera précisément le destin du maréchal Pietro Badoglio.

On a ainsi le paradoxe que le Parti Communiste Italien mène un combat contre l'occupant allemand et la république sociale italienne de Mussolini qui en est le satellite, alors que le reste du pays non occupé dispose d'un régime qui s'est effondré, mais dispose encore de structures officielles.

On doit bien voir ici que l'Italie n'a jamais été centralisée jusqu'alors et que le Mezzogiorno dispose de multiples forces centrifuges, tels les indépendantistes de Sicile et de Sardaigne mis sous le coude par l'impérialisme anglais pour contrer éventuellement une Italie devenant communiste, ainsi que les diverses mafias qui par leurs ramifications aux États-Unis d'Amérique ont de bons liens avec l'impérialisme américain.

Le Mezzogiorno a toujours été d'ailleurs le point faible du PCI, de par la base paysanne massive et cela joue d'autant plus que la misère noire règne dans ces régions, ramenant la vie quotidienne à une bataille pour la survie, alors que le prix des pâtes est passé de 3 lires le kilo en 1940 à 120 lires en 1943, le pain pareillement de 2,9 à 100 lires, le litre d'huile de 8 à 100 lires, le kilo de viande de 15 à 170 lires, etc.

Dans ce contexte explosif, les trotskystes et bordiguistes renforcent leur propagande, dénonçant le PCI comme soumis à la bourgeoisie et niant la lutte anti-nazie, appelant à la révolution et touchant des secteurs communistes sensible à une propagande maximaliste. Alors que l'URSS exige sans cesse que les Alliés fassent un débarquement à l'ouest, des maximalistes vont jusqu'à affirmer qu'il faut l'empêcher pour que l'armée rouge batte seule les nazis et qu'ainsi la révolution triomphe, etc.

Les différents organes de cette propagande – les maximalistes *Bandiera Rossa*, *Stella Rossa* ou encore les bordiguistes de *Prométhée* qui eux s'opposent ouvertement à la Résistance – ne feront pas long feu, mais ils provoqueront diverses troubles, notamment à Naples, qui sera pourtant une ville se libérant toute seule, au prix du sang, de l'occupation allemande.

Les impérialismes britanniques et américain sont conscients de cela et dans la foulée ils avaient interdit à la demande de Pietro Badoglio une réunion des Comité de Libération Nationale des régions libérées à Naples en décembre 1943, celle se déroulant finalement le 28 janvier 1944 à Bari.

Le maintien du gouvernement Badoglio avait une fonction très claire : retarder l'émergence d'institutions nouvelles, maintenant les masses dans la passivité et l'attentisme par rapport à la suite des événements, freiner à tout prix la réapparition de la vie politique en connaissance du fait que le PCI est le seul à disposer d'une tradition continue en Italie.

Insurrection nationale et instauration de la république

La ligne du PCI, depuis que le régime a vacillé avec le « coup » contre Benito Mussolini et l'intervention militaire des Alliés en Italie même, est très claire : il faut unifier les masses pour chasser l'envahisseur allemand.

Les *Instructions pour tous les camarades et pour toutes les formations du parti*, écrites par Palmiro Togliatti en 1944, affirment les points suivants :

« 1) ligne générale du Parti pour le moment présent : Insurrection nationale du peuple dans toutes les régions occupées pour la libération du pays et l'écrasement des envahisseurs allemands et des traîtres fascistes.

2) Le parti réalise cette ligne sur la base de l'unité des forces populaires antifascistes et nationales. Par la conviction et par l'exemple il entraîne et dirige l'insurrection nationale de toutes ces forces organisées aujourd'hui dans les Comités de libération.

L'insurrection que nous voulons ne doit pas être celle d'un parti ou d'une partie seulement du front antifasciste mais de tout le peuple, de toute la nation. Les Comités de libération doivent donc être les organismes de direction politique du mouvement. L'alliance étroite avec les socialistes, le contact étroit avec les démocrates de gauche, avec les masses catholiques, avec les officiers et les soldats patriotes doit permettre aux communistes de s'acquitter de leur fonction d'avant-garde dans la préparation de la lutte en vue de celle-ci.

Nous voulons l'unité de tout l'antifascisme et de toute la nation dans la lutte contre l'envahisseur allemand et les traîtres fascistes parce que c'est dans cette unité que nous voyons la garantie de notre victoire. »

Cette position reflète l'histoire du PCI : s'étant maintenu malgré le fascisme – et c'est le seul parti politique à y être parvenu, au prix du sang et de l'emprisonnement – il reflète la position ouvrière consistant à assumer jusqu'au bout la lutte.

De fait, en plus de la guerre des partisans et de l'intervention des forces alliées en Italie, le grand événement est la titanesque grève se déroulant dans le nord de l'Italie, au tout début de mars 1944. Elle touche un million de personnes, dans une zone qui est celle de la République Sociale Italienne de Benito Mussolini.

Les grandes usines sont celles de Fiat, des aciéries, de la Breda, d'Ansaldo, de Magneti, de Pirelli, de Falck, d'Alfa Romeo, de l'Elettromeccanica, etc., à Milan, Turin, Gênes, villes où la condition ouvrière est terrible avec la misère, mais aussi les destructions dues aux bombardement, notamment avec Turin qui est à moitié détruite, alors que Milan connaît 200 000 sans abris.

Le PCI ne disposait alors que de petits noyaux au sein des usines, d'entre 5 et 40 personnes (sur entre 1000 et 14 000 ouvriers environ), mais qui ne sont pas isolés et disposent de très nombreux sympathisants.

Il grandit par conséquent à grande vitesse : dès la fin de 1944, il dispose déjà de plus de 76 000 membres, sans compter les partisans qui sont au moins 15 000. Et il profite du prestige toujours plus immense en Italie de l'Armée rouge, le PCI menant bien entendu la propagande au sujet des victoires effectuées, alors que l'Allemagne nazie s'effondre.

L'Unité peut ainsi titrer :

« Par la grève générale, par les combats de rue et par l'action armée, vers l'épreuve décisive ».

Il y a toutefois un problème fondamental : les partisans ne sont pas en mesure de conserver les

territoires conquis, d'en faire des bases rouges comme ce fut le cas en Chine. La Grande-Bretagne fait tout pour empêcher que les partisans y parviennent afin que le pays ne bascule pas dans le camp communiste et de fait les partisans ne parviennent pas à maintenir leurs zones si l'Armée nazie décide de mener des opérations sérieuses de ratissage.

Le dirigeant communiste raconte à ce sujet que :

« On n'a pas réussi à obtenir des Alliés ou à se procurer nous-mêmes les moyens de libérer de manière permanente de vastes zones de territoire. Les zones libres duraient à peine un à deux mois...

La Résistance à eu ces limites parce qu'elle n'est pas parvenue à donner des perspectives et des mots d'ordre socialistes, parce qu'elle n'a pas mieux établi un programme de réformes de structures à mettre en place après la libération, parce que s'est réalisée une unité plutôt qu'une autre, parce qu'on a mis sur le canon des fusils le drapeau tricolore au lieu du drapeau rouge.

La raison fondamentale réside dans le fait qu'on n'a pas réussi dans les conditions dans lesquelles on opérait, à faire de la Résistance un mouvement plus large, plus fort, avec des formations de partisans plus nombreuses, plus aguerries et puissamment armées, qui soient en mesure de libérer de manière stable des régions entières et de faire en sorte qu'à leur arrivée, des Anglo-américains se trouvent devant une armée organisée et un pouvoir populaire effectivement et solidement conquis. »

L'exemple grec va par la suite traumatiser le PCI : l'écrasement de la Résistance grecque par les forces anglaises va servir de contre-exemple absolu, ce qui sera également nécessairement vrai pour le PCF.

La présence de troupes alliées anglo-américaines empêche une progression de la guerre des partisans, alors que seule une réelle avancée militaire autonome aurait permis de ne pas être subordonné à elles.

Dès les succès véritables, le commandement allié entendra rassembler les partisans dans des camps afin de les désarmer, de leur fournir des attestations, de les renvoyer chez eux.

La guerre des partisans lancée par le PCI apparaît alors à la fois comme une libération anti-nazie, mais aussi comme un appoint à la pénétration anglo-américaine en Italie.

L'anglais Winston Churchill avait tout fait pour que le gouvernement de Pietro Badoglio serve de tampon, empêchant les masses populaires de faire irruption politiquement.

Voici ce qu'il expliqua dans un discours aux députés britanniques :

« C'est à Rome [non encore libérée à ce moment-là] qu'un gouvernement italien peut être formé sur de plus larges bases. Je ne peux pas dire qu'un tel gouvernement sera une aide pour les Alliés autant que le gouvernement actuel.

Naturellement, ce pourrait être également un gouvernement qui, pour s'attirer la sympathie des Italiens, tenterait de résister, pour peu qu'il ose, aux demandes qui lui seront adressées dans l'intérêt des armées alliées.

Il me déplairait, par conséquent, d'assister à un changement insatisfaisant à un moment où la bataille est à son comble, oscillant entre la victoire et la défaite. Quand il faut tenir en main une cafetière bouillante, il vaut mieux ne pas casser l'anse jusqu'à ce qu'on soit sûr d'en avoir une aussi commode et pratique, au moins jusqu'à ce qu'on ait un torchon à portée de la main. »

L'URSS avait pourtant tenter d'aider le PCI, en reconnaissant en mars 1944 le gouvernement de Pietro Badoglio, qui avait été initialement soutenu par la Grande-Bretagne, épaulée des États-Unis.

Cela renversait la perspective et débloqua totalement la situation pour le PCI et la gauche en général, qui put alors tenter de déborder le gouvernement en y adhérant, au lieu d'être simplement à l'extérieur, sans possibilité d'action politique aucune.

Dès le 12 avril, le roi Victor Emmanuel III fut obligé d'abdiquer en faveur de son fils, alors que le 21 avril le gouvernement de Pietro Badoglio intègre les forces antifascistes, avec un ministre de l'intérieur démocratie-chrétien. Palmiro Togliatti devint alors ministre sans portefeuille et le PCI disposa aussi du ministère de l'Agriculture et des Eaux et Forêts, de deux sous-secrétariat.

Surtout, et c'est là une clef de cette avancée, le gouvernement Badoglio ne parle plus de « *chambre des députés devant être élue* », mais d'une « *Assemblée constituante et législative* », ce qui est un immense succès pour le PCI, qui s'inscrit dans la vie politique comme alternative au régime précédent.

Cependant, le PCI est incapable de formuler un projet étatique. Il lui manque une vision générale sur ce plan. Palmiro Togliatti ne l'a pas et Antonio Gramsci n'a pas été en mesure de la formuler non plus.

Voici comment Palmiro Togliatti, dans une conférence à la fédération communiste de Rome, présente sa manière de voir les choses :

« Avant toute chose, et c'est là l'essentiel, le parti nouveau est un parti de la classe ouvrière et du peuple qui ne se limite plus seulement à la critique et à la propagande mais qui intervient dans la vie du pays par une action positive et constructive qui commence par les cellules d'usine et de villages et doit arriver jusqu'au Comité central, jusqu'à des hommes que nous déléguons pour représenter la classe ouvrière et le Parti au gouvernement.

Il est clair, donc, que quand nous parlons de parti nouveau nous entendons, avant toute autre chose, un parti qui soit capable de traduire dans sa politique, dans son organisation et dans son action de tous les jours, ce profond changement qui s'est produit dans la position de la classe ouvrière par rapport aux problèmes de la vie nationale.

Une fois abandonnée la position de seule opposition et de critique qu'elle a eue par le passé, la classe ouvrière entend aujourd'hui assumer elle-même, à côté des autres forces démocratiques conséquentes, une fonction dirigeants dans la lutte de libération du pays et dans la construction d'un régime démocratique.

Le nouveau parti est le parti qui est capable de traduire ces nouvelles positions de la classe ouvrière, de la traduire en actes à travers sa politique, à travers son action et donc en transformant, dans ce but, son organisation. En même temps, le nouveau parti que

nous avons en tête doit être un parti national italien, c'est-à-dire un parti qui pose et résorbe le problème de l'émancipation du travail dans le cadre de notre vie et de notre liberté nationale, en faisant nôtres toutes les tendances progressistes de la nation. »

Cette définition est la même que celle de Maurice Thorez en France et elle fait du PCI un parti authentiquement social-démocrate, au sens historique du terme, nullement un Parti Communiste avec comme ligne le renversement du régime.

Le PCI – tout comme le PCF – considère qu'en ayant intégré le processus de formation du nouvel État, il peut peser sur lui, aboutir à une vraie « démocratie ». C'est là une conception opportuniste, qui va à l'opposé du principe de la démocratie populaire comme rupture.

Ce qui frappe alors, ce sont deux choses. Tout d'abord, le PCI devient un parti de masses. Dès novembre 1944, il a en son sein plus de 342 000 personnes, puis pratiquement 479 000 en décembre. En 1946, il dépasse le million et en 1947, le chiffre sera de 2 279 000.

Mais, et justement, le PCI n'a cette même année 1947 que 50 000 personnes dans le Mezzogiorno. C'est ce même Mezzogiorno qui soutiendra la monarchie lors du référendum à son sujet, en juin 1946. La République gagne, avec 12,7 millions de voix, mais la monarchie ne perd que de peu, avec 10,7 millions de voix, triomphant dans le sud.

La base du régime n'a pas changé et la seconde chose qui frappe, c'est qu'il n'y a pas de défascisation, pas de réformes agraires, pas d'écrasement de la mafia.

Le Vatican reste intact et dispose d'un parti nouveau, la démocratie chrétienne, qui obtient 35,2 % des voix en 1946, le PSI suivant avec 20,7 % des voix, le PCI étant encore derrière avec 18,9 % des voix.

C'est l'ouverture d'une période qui sera caricaturée par l'affrontement entre le maire communiste Peppone et le religieux Don Camillo dans le village de Brescello, mais qui sera surtout marquée par la gestion du pays par la démocratie chrétienne, en étroite relation avec l'impérialisme américain plaçant même des bases de l'OTAN dans le pays.

Dès 1948, le *Front démocratique populaire* issu de l'unité PCI-PSI et se présentant comme la « liste Garibaldi », comme le prolongement des *Brigades de la Résistance partisane*, est battu avec 30,98 % des voix (8,1 millions de votants) par la démocratie chrétienne et ses 48,51 % des voix (12,7 millions de votants).

L'échec se révèle d'autant plus patent si l'on sait que jamais il n'y eut de procès des criminels de guerre allemand ayant commis des massacres de grande ampleur en Italie.

Parmi les plus connus, on a le massacre en octobre 1944 de 1839 habitants du village de Marzabotto par la 16e Panzergrenadierdivision SS Reichsführer-SS, qui fut également responsable en août 1944 dans le district de Sant'Anna di Stazzema de l'assassinat de 561 personnes, femmes et enfants compris.

Si ces opérations visaient à terroriser la population, il y avait également les représailles anti-partisanes, comme avec le massacre des Fosses ardéatines, en mars 1944, où 335 otages sont

massacrés.

Ce dernier crime fut le seul à connaître deux épisodes juridiques. Le premier fut la condamnation du chef de la gestapo à Rome, Herbert Kappler, à la prison à vie, celui-ci s'échappant en 1977 et se réfugiant en Allemagne de l'Ouest, qui le protégea. Un autre procès eut lieu à la fin des années 1990, où deux personnes sont condamnées à la prison à vie, peines commuées en résidence surveillée.

De la même manière, il n'y eut aucune défascisation, c'est-à-dire aucune épuration, aucune remise en cause des monuments fascistes, de sa culture qui s'était diffusée, etc., sauf dans les cas où il y avait eu un soutien ouvert à l'Allemagne nazie. Les fascistes formèrent même un nouveau parti, le *Movimento Sociale Italiano – Destra Nazionale*, parvenant à disposer d'environ 400 000 adhérents dans les années 1970.

L'histoire fasciste fut récupérée, au fur et à mesure : l'amirauté a reconnu en 2006 les nageurs de combat de la Xe Flottiglia MAS, au service de la République Sociale Italienne et particulièrement criminelle, comme des « vétérans », les intégrant dans l'histoire officielle.

La république italienne n'est donc pas née antifasciste, mais anti « nazifasciste » et encore cela est-il à relativiser, seul l'aspect nationaliste italien primant réellement.

Il apparaît ici que l'exécution par les partisans de Benito Mussolini, le 28 avril 1945, fut une erreur. Il fut reconnu alors qu'il fuyait avec l'Armée nazie ; exécuté, il fut ensuite pendu par les pieds avec 14 autres fascistes, à la place Loreto de Milan, en allusion à 15 antifascistes exécutés montrés au même endroit l'année précédente.

Or, il aurait fallu que son exécution suive un procès qui aurait été celui du régime. Le succès de l'initiative partisane se transforma en son contraire, en force d'appoint du nouveau régime, en raison d'une mauvaise compréhension de la question de l'État.

La démocratie chrétienne et le Vatican, avec les impérialismes britannique et américain, purent ainsi poser la République italienne comme base d'une réconciliation, niant le passé mussolinien en le masquant derrière le combat contre le « nazifascisme » et en le présentant comme une simple « parenthèse », un accident de parcours.